

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3518

[C — 2004/27103]

1^{er} AVRIL 2004. — Arrêté ministériel relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements;

Vu le règlement (CE) n° 2603/1999 de la Commission du 9 décembre 1999 fixant des règles transitoires pour le soutien au développement rural par le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil;

Vu le règlement (CE) n° 445/2002 de la Commission du 26 février 2002 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA);

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'Investissement Agricole, modifiée par les lois des 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture modifié en dernier lieu par l'arrêté du 24 juillet 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe d'adapter la réglementation wallonne dans les meilleurs délais afin que les exploitants agricoles puissent remplir leurs obligations en matière environnementale;

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « Administration » : la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

2° « Administration de l'Environnement » : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

3° « Arrêté nitrate » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture modifié par l'arrêté du 18 septembre 2003.

4° « exploitant agricole » : une personne physique ou une personne morale ou une combinaison des deux qui s'adonne, au sein d'une exploitation, à la production agricole, horticole ou d'élevage et qui exerce cette activité à titre principal ou à titre partiel. Il doit avoir son siège d'exploitation en Région wallonne et son (ses) unité(s) de production doit (vent) être située(s) en Wallonie. Dans la négative, en matière d'investissement pour des biens immeubles, la situation des biens immeubles concernés peut, sans préjudice des autres dispositions, ouvrir le droit à l'aide.

5° « effluents d'élevage » ou « effluents » : fertilisants organiques d'origine agricole, c'est-à-dire les déjections d'animaux ou les mélanges, quelles qu'en soient les proportions, de déjections d'animaux et d'autres composants tels que des litières, même s'ils ont subi une transformation. Parmi les effluents d'élevage, on retrouve notamment :

a) le « fumier » : mélange solide de litière, d'urine et d'excréments d'animaux, à l'exclusion des effluents de volaille;

b) le « lisier » : mélange de fèces et d'urines, sous forme liquide ou pâteuse;

c) le « purin » : les urines seules diluées ou non, s'écoulant des lieux de résidence des animaux;

d) les « effluents de volaille » : les fumiers de volailles et les fientes de volaille;

6° « fumier de volailles » : déjections de volailles mêlées à de la litière (notamment des copeaux ou de la paille);

7° « fientes de volailles » : déjections pures de volailles; elles peuvent être humides, préséchées ou séchées;

8° « fumièr » : aire réservée au stockage du fumier, à l'exclusion des stabulations et des zones de résidence des animaux;

9° « jus » ou « jus d'écoulement » ou « écoulement » : liquide provenant de source agricole, à l'exception du purin et du lisier, s'échappant par ruissellement de l'aire ou du réservoir où il est produit ou stocké; les eaux pluviales ne sont pas considérées comme des jus d'écoulement;

10° « eaux de cour » : eaux issues des aires en dur, souillées occasionnellement par les animaux lors de leur passage et par les engins agricoles lors de leur manœuvre, à l'exclusion de toute aire de stockage proprement dite;

11° « Eaux brunes » : eaux issues des aires non couvertes de parcours ou d'attente des animaux, souillées régulièrement par ces animaux;

12° « Eaux blanches » : eaux issues du nettoyage du matériel de traite et de stockage du lait;

13° « Eaux vertes » : eaux issues du nettoyage des quais de traite. Elles sont produites dans des zones régulièrement fréquentées par les animaux. Leur gestion relève des effluents d'élevage;

14° « Aires de passage » : aires empruntées par les animaux lorsqu'ils se déplacent, d'un lieu à l'autre sans phase d'attente;

15° « Aires de parcours ou d'attente » : aires empruntées régulièrement par les animaux et aménagées en vue de permettre le stationnement de ceux-ci;

16° « Eaux pluviales inévitables » : les eaux pluviales tombant directement sans ruisseler dans ou sur les infrastructures de stockage non couvertes.

Art. 2. § 1^{er}. En application des articles 8 à 15 de l'arrêté nitrates et dans les limites fixées par le présent arrêté, seuls sont éligibles à l'aide les travaux visant la mise en conformité des installations de stockage de certains jus d'écoulement et des effluents d'élevage provenant du cheptel enregistré ou correspondant à la capacité d'hébergement des bâtiments à la date du 9 décembre 2002.

A savoir :

1° la construction ou l'installation des infrastructures de stockage enterrées ou non;

2° la création de fosses de stockage et de poches à lisiers en géomembranes;

3° la construction de fumières non couvertes et les ouvrages de stockage des jus issus de celles-ci. Moyennant avis technique préalable et favorable de l'administration, la construction de la couverture pourrait également être prise en compte;

4° l'installation de systèmes adéquats pour la vérification constante et aisée de l'étanchéité des cuves et des fosses de stockage;

5° l'installation d'éléments linéaires destinés à la récupération des purins et jus d'écoulement;

6° la construction d'installations fixes de mixage, d'aération ou de transfert des effluents liquides;

7° la construction d'aires bétonnées pour le stockage des effluents de volaille et les ouvrages de stockage des jus issus de celle-ci. Moyennant avis technique préalable et favorable de l'administration, la couverture pourrait également être prise en compte dans le cas de stockage de fientes de volaille humides;

8° les aires non couvertes de parcours ou d'attente des animaux lorsqu'il y a risque de production d'eaux brunes;

9° les travaux d'amélioration, de rénovation et d'étanchéité d'infrastructures de stockage existantes visant la mise en conformité de celles-ci;

10° les travaux de déblais et de remblais destinés à l'intégration des ouvrages admis en subventionnement et dans un rayon de 50m de ceux-ci;

11° les dispositifs destinés à limiter les entrées d'eaux pluviales inévitables dans les ouvrages de stockage.

§ 2. En ce qui concerne les eaux brunes, seuls sont éligibles à l'aide :

1° les travaux destinés à l'augmentation de la capacité de stockage ou de création d'infrastructure de stockage en vue d'accueillir les eaux brunes;

2° les travaux destinés à l'acheminement des eaux brunes vers les infrastructures de stockage par rigoles ou conduites.

§ 3. En ce qui concerne les jus d'écoulement issus de matières végétales stockées, seule est éligible à l'aide, moyennant avis technique préalable et favorable de l'administration, la construction de réservoirs indépendants avec maîtrise des eaux de ruissellement.

§ 4. Lorsque la situation de l'exploitation agricole le justifie et dans les limites des moyens budgétaires disponibles, après accord préalable de l'administration, des frais d'étude ou d'expertise sont éligibles et limités à hauteur de maximum 7 % du montant total éligible.

Art. 3. Pour être éligibles :

1° les travaux doivent être réalisés conformément aux prescriptions des articles 8 à 15 de l'arrêté nitrates;

2° les infrastructures réalisées doivent être étanches, de capacité suffisante et aménagées de façon à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture;

3° les nouvelles infrastructures réalisées en vue du stockage du lisier, du purin ou de jus d'écoulement doivent être équipées d'un système de drainage permettant la vérification aisée et constante de la bonne étanchéité de la construction;

4° les infrastructures réalisées ne peuvent en aucun cas recevoir des eaux autres que les eaux pluviales inévitables.

Art. 4. Ne seront en aucun cas admis comme travaux éligibles :

1° les aménagements en vue d'empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture;

2° les aménagements destinés à la gestion, à la collecte ou au stockage des eaux de cour, des eaux de ruissellement, des eaux de toiture et des eaux blanches;

3° la démolition, le remblaiement ou l'évacuation d'infrastructures vétustes.

Art. 5. Pour chaque système d'hébergement et catégorie d'animaux, le dimensionnement maximum de la capacité de stockage éligible est calculé à partir du produit de deux nombres :

1° le premier, relatif au nombre de bêtes, prendra en compte le plus grand des nombres suivants : soit le nombre de bêtes autorisé ou pouvant être hébergé dans les bâtiments à la date du 9 décembre 2002, soit le nombre moyen de bêtes détenues en 2002 et calculé sur base du fichier SANITEL ou, à défaut de cette dernière référence, sur base de tout document probant de composition de cheptel;

2° le deuxième, relatif au volume de production d'effluents d'élevage par catégorie d'animaux, est repris à l'annexe 1^{re} de l'arrêté nitrate.

Le calcul du dimensionnement maximum éligible peut se réaliser sur d'autres normes si une dérogation est obtenue en vertu des articles 12, § 7, 13, § 8 et 14, § 3, de l'arrêté nitrate.

Lorsque l'infrastructure de stockage est située sous une étable à caillebotis, le calcul du volume de stockage ne tient pas compte des 10 premiers centimètres situés sous la surface inférieure du caillebotis.

Par dérogation à l'article 4 du présent arrêté, lorsqu'une cuve de stockage d'effluents d'élevage est également utilisée pour le stockage des eaux brunes et/ou des eaux spécifiques liées à l'élevage laitier, en application de l'article 14, § 3 de l'arrêté nitrate, un dimensionnement supérieur éligible peut être admis à condition que ces opérations se réalisent dans le souci notamment des normes sanitaires, de bien-être animal ou de bonne gestion agronomique. En particulier, le déversement de produits chlorés dans la cuve à lisier est rigoureusement interdit.

Art. 6. Quel que soit le mode de financement des travaux, par recours au crédit ou par fonds propres, l'aide consiste en une prime en capital qui s'élève au maximum à 40 % du montant de l'investissement éligible. Elle est payable en trois tranches à raison de 50 % pour la première tranche et 25 % pour chacune des tranches suivantes. La première tranche est payable après réception de la déclaration de créance à renvoyer par le bénéficiaire à l'Administration. Les deux tranches suivantes seront payées au plus tôt 1 et 2 ans après le paiement de la première tranche sur base de la déclaration de créance adressée par le bénéficiaire à l'administration.

Le montant minimum de l'investissement éligible est fixé à 2.500,00 EUR H.T.V.A.

Pour la détermination du montant de l'investissement éligible, les montants maxima hors T.V.A. pris en considération sont les suivants :

1° Sols en béton armé pour réalisation de cour à fumier ou aire du bétail avec récupération jus du bétail :	30 EUR/m ²
2° Surfaces planes servant de fondations et fond de citerne de stockage y compris les dispositifs de contrôle de l'étanchéité avec débord maximum de 50 cm à compter par rapport à la face interne de l'ouvrage :	50 EUR/m ²
3° Elévations verticales de murs ou murets entourant les aires de stockage de fumier comprenant la fondation de l'ouvrage mais ne comptabilisant que la surface hors sol :	0 EUR/m ²
4° Murs verticaux des citernes à lisier, purins ou jus d'effluents d'élevage	80 EUR/m ²
a) parois droites	100 EUR/m ²
b) parois cylindriques	
5° Bâches étanches servant pour la construction de lagunes y compris les dispositifs de contrôle d'étanchéité	30 EUR/m ²

Le montant éligible des travaux d'amélioration, de rénovation et d'étanchéité d'infrastructures de stockage existantes ne pourra dépasser le montant théorique équivalent à la réalisation de nouvelles infrastructures de stockage de capacité équivalente.

Art. 7. Le dossier de demande d'agrément des travaux en vue de bénéficier de l'aide est envoyé par lettre recommandée à l'Administration et comporte le formulaire de demande d'agrément repris en annexe 1^{re} dûment complété qui reprend les éléments ci-dessous :

- 1° le mode de calcul de la capacité de stockage des infrastructures;
- 2° un descriptif des capacités de stockage au moment de la demande;
- 3° un descriptif des travaux;
- 4° les plans des travaux projetés avec métré (vues en plan et coupes);
- 5° un croquis d'implantation;
- 6° l'indication des matériaux utilisés;
- 7° un devis estimatif;
- 8° sans préjudice des prescriptions du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, une copie du permis d'urbanisme et/ou d'environnement et/ou unique et/ou des autorisations d'exploiter et/ou déclarations d'existence. Au cas où ces documents seraient à l'instruction, une copie des demandes introduites sera jointe;
- 9° la dérogation éventuelle autorisée en vertu des articles 12, § 7, 13, § 8, et 14, § 3, de l'arrêté nitrate;
- 10° une note précisant les moyens mis en œuvre pour respecter les prescriptions des articles 8 à 15 de l'arrêté nitrate et plus particulièrement l'étanchéité des infrastructures et les aménagements en vue d'empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture.

L'Administration envoie à l'exploitant agricole la décision statuant sur le caractère complet ou incomplet de la demande d'agrément dans un délai de trente jours à dater du jour où elle reçoit la demande d'agrément. Si la demande d'agrément est incomplète, l'Administration indique à l'exploitant agricole les documents manquants.

Sans avis de l'Administration dans le délai de trente jours, la demande d'agrément est considérée comme complète.

Art. 8. Le jour où la demande d'agrément est déclarée ou considérée comme complète, l'Administration transmet une copie du dossier à l'Administration de l'Environnement.

L'Administration de l'Environnement dispose d'un délai de 45 jours à compter à partir de la date de notification de la réception de la copie du dossier de demande d'agrément pour notifier son accord à l'Administration. Passé ce délai, l'avis de l'Administration de l'Environnement est considéré comme favorable.

L'Administration dispose d'un délai de 75 jours, à compter à partir de la date de notification du caractère complet du dossier de demande, pour procéder à son agrément. Le document intitulé « Prescriptions techniques obligatoires pour le stockage des engrais de ferme » et repris à l'annexe 2 du présent arrêté sert de référence pour procéder à l'agrément du projet des travaux. Toute demande s'écartant de ces prescriptions techniques sera dûment motivée, argumentée et justifiée.

L'agrément du projet des travaux est envoyé par l'Administration par lettre recommandée à l'exploitant agricole. La notification de l'agrément mentionne les conditions à respecter en matière de travaux et de réception technique en cours et à la fin des travaux.

En cas de non-agrément, l'exploitant agricole peut introduire une nouvelle demande.

Art. 9. Lorsque les travaux sont terminés, l'exploitant agricole adresse à l'Administration une lettre recommandée signifiant la fin des travaux en vue de leur réception technique.

Dans un délai de trente jours, à dater de la réception de la lettre notifiant la fin des travaux, l'Administration en collaboration avec l'Administration de l'Environnement procède ou fait procéder à la vérification des travaux réalisés et à leur conformité.

Un procès-verbal de réception technique des travaux est dressé et adressé à l'exploitant agricole. Tout constat de non-conformité des travaux réalisés au projet accepté ou aux articles 8 à 15 de l'arrêté nitrate justifie le refus de réception technique des travaux.

Dès réception du procès-verbal de réception technique des travaux ou passé le délai de 30 jours à dater de la date de réception par l'administration de la lettre recommandée notifiant la fin des travaux, les installations peuvent être utilisées.

Art. 10. La demande d'aide ne peut être sollicitée qu'après l'achèvement et la réception du procès-verbal de réception technique des travaux. Cette demande est introduite à l'Administration.

Le dossier de demande d'aide comportera :

1° le formulaire de demande d'aide selon le modèle repris en annexe 3;

2° l'agrément du projet des travaux;

3° une copie du P.V. de réception des travaux;

4° une copie des factures;

5° sans préjudice des prescriptions du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, une copie du permis d'urbanisme ou du permis unique délivré dans le cas où les dossiers de permis d'environnement, d'urbanisme ou de permis unique étaient encore à l'instruction lors de l'introduction du dossier d'agrément.

La décision quant à l'octroi de l'aide est notifiée à l'exploitant agricole. Une déclaration de créance est jointe à cette notification.

Art. 11. L'octroi de l'aide est conditionné au respect des normes minimales en matière d'environnement, d'hygiène et de bien-être animal.

Art. 12. Les délais dont question aux articles 8 et 9 sont suspendus du 16 juillet au 15 août.

Art. 13. Des demandes d'aide peuvent être introduites pour des travaux de mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage dont les factures sont postérieures au 9 décembre 2002 et antérieures à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Dans ce cas, les articles 7 et 8 ne sont pas d'application et le dossier de demande d'aide adressé à l'administration comportera :

a) le mode de calcul de la capacité de stockage des infrastructures;

b) un descriptif des travaux réalisés;

c) un descriptif des capacités de stockage existant avant la réalisation des travaux pour lesquels l'aide est demandée;

d) les plans des travaux réalisés;

e) un croquis d'implantation;

f) l'indication des matériaux utilisés;

g) sans préjudice des prescriptions du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, une copie, du permis d'urbanisme et/ou du permis d'environnement et/ou du permis unique et/ou des autorisations d'exploiter et/ou déclarations d'existence;

h) une note précisant les moyens mis en œuvre pour respecter les prescriptions des articles 8 à 15 de l'arrêté nitrate et plus particulièrement l'étanchéité des infrastructures;

i) le procès-verbal de réception technique conformément à l'article 9.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 2004.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE - Direction générale de l'Agriculture**Annexe I.****Formulaire de demande d'agrément relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage****MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**Direction générale de l'Agriculture

Arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture

Arrêté ministériel du 1^{er} avril 2004 relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT
RELATIF A LA MISE EN CONFORMITE DES
INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE DES
EFFLUENTS D'ELEVAGE

Application de l'article 13 de l'arrêté ministériel :

La présente demande concerne des travaux de mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage :

- déjà réalisés et dont les factures sont postérieures au 09 décembre 2002 et antérieures au
- à réaliser, alors l'article 13 de l'A.M. n'est pas d'application.

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE - Direction générale de l'Agriculture

I^{ÈRE} PARTIE — PRESENTATION GENERALE

Cadre I — Demandeur

CADRE I — DEMANDEUR

Remplir un des deux cadres ci-après.

Personne physique

NOM : Prénom :

Date de naissance : Etat civil :

Qualité, diplôme :

Adresse

Rue : n° boîte

Code postal : Commune :

Téléphone : Fax :

N° TVA : N° de producteur :

N° d'exploitation : N° compte bancaire :

Personne morale

Dénomination ou raison sociale :
.....

Forme juridique :

Adresse du siège social

Rue : n° boîte

Code postal : Commune :

Téléphone : Fax :

N° TVA : N° de producteur :

N° d'exploitation : N° compte bancaire :

Personne dûment habilitée à représenter la personne morale

NOM : Prénom :

Qualité : Administrateur délégué
 Directeur
 Autre (préciser) :

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE - Direction générale de l'Agriculture

1^{ÈRE} PARTIE — PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Cadre II — Siège d'exploitation

CADRE II — SIEGE D'EXPLOITATION

II.1. Coordonnées du site d'implantation des travaux

<p>Dénomination</p> <p>.....</p>
<p>Adresse</p> <p>Rue ¹ : n° boîte</p> <p>Code postal : Commune, Province :</p> <p>Téléphone : Fax :</p> <p>NOM, Prénom et qualité de la personne pouvant être contactée par l'administration :</p> <p>.....</p> <p>Coordonnées Lambert générales (si connues) : X = mètres ; Y = mètres</p>

II.2. Description succincte des lieux et des abords du projet

Les pièces suivantes doivent être reprises en annexe au présent formulaire

un plan descriptif d'implantation de la situation existante, dressé à l'échelle la mieux adaptée, indiquant l'emplacement des bâtiments, des locaux d'élevage, des prises d'eaux souterraines, des circuits d'évacuation et des rejets d'eaux usées (en ce compris les eaux pluviales) avec indication des éléments faisant l'objet de la présente demande, et sur lequel sont reproduites les limites parcellaires ;

II.3. Permis d'urbanisme, permis d'environnement, permis unique, autorisation d'exploitation.

Le projet de travaux ou les travaux réalisés ont-ils fait l'objet d'un ou des permis ci-avant cités ?

OUI, alors, une copie du ou des permis est jointe au présent formulaire.

NON, alors,

ce ou ces permis sont-ils en cours d'instruction ?

OUI, alors, une copie du ou des demandes introduites est jointe au présent formulaire.

Non, alors, justifications de l'absence :

<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
--

¹ S'il s'agit d'un lieu-dit, le préciser. Ne mentionner un lieu-dit que si c'est pertinent pour la localisation de l'établissement, à défaut d'un nom de rue.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE - Direction générale de l'Agriculture

2^{ÈME} PARTIE — MISE EN CONFORMITÉ DES STOCKAGES

Cadre III — Effluents d'élevage

CADRE III — EFFLUENTS D'ÉLEVAGE

III.1. Inventaire du cheptel

Catégorie animale	Nombre
Bovins	
Vaches laitières	
Vaches allaitantes	
Vaches de réforme	
Bovins de moins de 6 mois	
Génisses de 6 à 12 mois	
Taurillons de 6 à 12 mois	
Génisses de 1 à 2 ans	
Taurillons de plus de 1 an	
Bovins de plus de 2 ans	
Total bovins	
Porcins	
Truies d'élevage avec porcelets de moins de 4 semaines	
Truies d'élevage avec porcelets de moins de 10 semaines	
Verrats	
Porcs de production	
Porcs de production sur litière bio-maîtrisée	
Porcelets de 4 à 10 semaines	
Total porcins	
Ovins et caprins — Equins	
Ovins et caprins de moins de 1 an	
Ovins et caprins de plus de 1 an	
Equins	
Total ovins, caprins et équins	
Volailles et lapins	
Poulets de chair (40 jours)	
Poules pondeuses ou reproductrices (343 jours)	
Poulettes démarrées (127 jours)	
Coqs de reproduction	
Canards (75 jours)	
Oies (150 jours)	
Dindes, dindons (85 jours)	
Pintades (79 jours)	
Cailles	
Autruches et émeus	
Lapins mères	
Total volailles et lapins	
Autres (à préciser)	

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE - Direction générale de l'Agriculture
2^{ÈME} PARTIE — MISE EN CONFORMITÉ DES STOCKAGES
Cadre III — Effluents d'élevage
III.2. Calcul de la capacité de stockage des infrastructures

L'annexe 1 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture (MB 29-11-02) est d'application.

III.3. Règle de stockage d'engrais à la ferme

Extrait de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture (MB 29-11-02)

Les fumiers

A aucun moment, plus de 3 m³ de fumier par m² de fumière ne peuvent être stockés.

Lorsque la fumière est entièrement couverte, la surface de stockage nécessaire peut être réduite d'un quart de manière telle qu'à aucun moment, plus de 4 m³ de fumier par m² de fumière n'y soient stockés.

Pour la récolte des jus d'écoulement de fumière, une capacité de 220 litres par m² de fumière est requise si l'aire n'est pas entièrement couverte. Cette capacité peut être réduite à 150 litres par m² s'il existe une récupération des purins dans l'étable.

Les effluents de volailles

A aucun moment, plus de 3 m³ d'effluents de volaille par m² d'aire de stockage ne peuvent être stockés.

Lorsque l'aire de stockage est entièrement couverte, la surface de stockage nécessaire peut être réduite d'un quart de manière telle qu'à aucun moment, plus de 4 m³ d'effluents de volaille par m² d'aire de stockage n'y soient stockés.

Pour la récolte des jus d'écoulement des aires de stockage, une capacité de 220 litres par m² d'aire de stockage est requise si l'aire n'est pas entièrement couverte.

III.4. Capacités de stockage existantes avant mise en conformité

Catégorie	Mode et Capacité de stockage			
	Aire bétonnée m ²	Fumière couverte m ²	Fumière non couverte m ³	Fosse, cuve ou poche m ³
Fumier				
Effluents de volailles				
Purin				
Lisier				
Eaux brunes (*1)				

(*1) des aires non couvertes de parcours ou d'attente d'animaux lorsqu'il y a risque de production d'eaux brunes

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE - Direction générale de l'Agriculture

2^{ÈME} PARTIE — MISE EN CONFORMITÉ DES STOCKAGES

Cadre III — Effluents d'élevage

III.5. Capacités de stockage pour la mise en conformité

Catégorie	Mode et Capacité de stockage			
	Aire bétonnée m ²	Fumière couverte m ²	Fumière non couverte m ³	Fosse, cuve ou poche m ³
Fumier				
Effluents de volailles				
Purin				
Lisier				
Eaux brunes (*1)				

(*1) des aires non couvertes de parcours ou d'attente d'animaux lorsqu'il y a risque de production d'eaux brunes

III.6. Dérogation autorisée en vertu des articles 12§7, 13§8 et 14§3 de l'arrêté nitrate

Avez-vous eu une dérogation :

- NON**
- OUI**, alors joindre copie de cette dérogation.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE – Direction générale de l'Agriculture

3^{ME} PARTIE — AUTRES DOCUMENTS**Annexes fournies par l'exploitant**

ANNEXES FOURNIES PAR L'EXPLOITANT

Liste des annexes jointes au présent formulaire :

Les annexes déjà renseignées sont obligatoires pour que le dossier soit considéré comme complet au sens de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2004 relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage.

Annexe n°	Références au formulaire			Objet
	Partie	Cadre	N°	
1	1	II	2	un plan descriptif d'implantation de la situation existante, dressé à l'échelle la mieux adaptée, indiquant l'emplacement des bâtiments, des locaux délevage, des prises d'eaux souterraines, des circuits d'évacuation et des rejets d'eaux usées (en ce compris les eaux pluviales) avec indication des éléments faisant l'objet de la présente demande, et sur lequel sont reproduites les limites parcellaires.
2	1	II	3	Copie des permis d'urbanisme, d'environnement, unique ou autorisation d'exploiter.
3	2	III	6	S'il y a lieu, copie de la dérogation autorisée en vertu des articles 12§7, 136§8 et 14§3 de l'arrêté nitrate
4	2	IV	3	Plans des travaux projetés ou réalisés en application de l'article 13 de l'A.M., avec métré, vues en plan et coupes
5	2	IV	4	Devis estimatif détaillé des travaux (non requis quand l'article 13 de l'A.M. est d'application)

58732a.doc

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2004 relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage.

Namur, le 1^{er} avril 2004.

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Annexe 2

Prescriptions techniques obligatoires pour le stockage des engrais de ferme

1. Stockage de fumier

1.1. Introduction

Sur base de l'AGW du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture, le fumier est un mélange solide de litière, d'urine et d'excréments d'animaux, à l'exclusion des effluents de volailles (cfo Chapitre 4); le fumier peut être « sec », c'est-à-dire caractérisé par un taux de matière sèche supérieur à 24 % ou « mou », c'est-à-dire caractérisé par un taux de matière sèche inférieur à 15 % en raison de sa faible teneur en litière, notamment lorsqu'il est issu des aires de raclages. Tout rejet direct de fumier ou de jus de fumier dans le sous-sol, dans un égout public ou dans une eau de surface est interdit.

Pour être stocké au champ (en l'absence d'infrastructures de stockage installées au champ), le fumier doit être sec.

A la ferme, les fumiers sont stockés sur une fumière bétonnée, étanche, de surface suffisante (cf Annexes) et pourvue d'un réservoir de capacité suffisante (cf Annexes), étanche et sans trop-plein destiné à la récolte des jus d'écoulement de ces fumières. Par ailleurs, les fumières et les réservoirs de récolte des jus d'écoulement de ces fumières sont aménagés de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture.

1.2. Construction d'une fumière pour fumier sec

a. Choix de l'emplacement

En ce qui concerne le choix de l'emplacement, on privilégiera un emplacement ne nécessitant pas d'apport de terre pour remblais

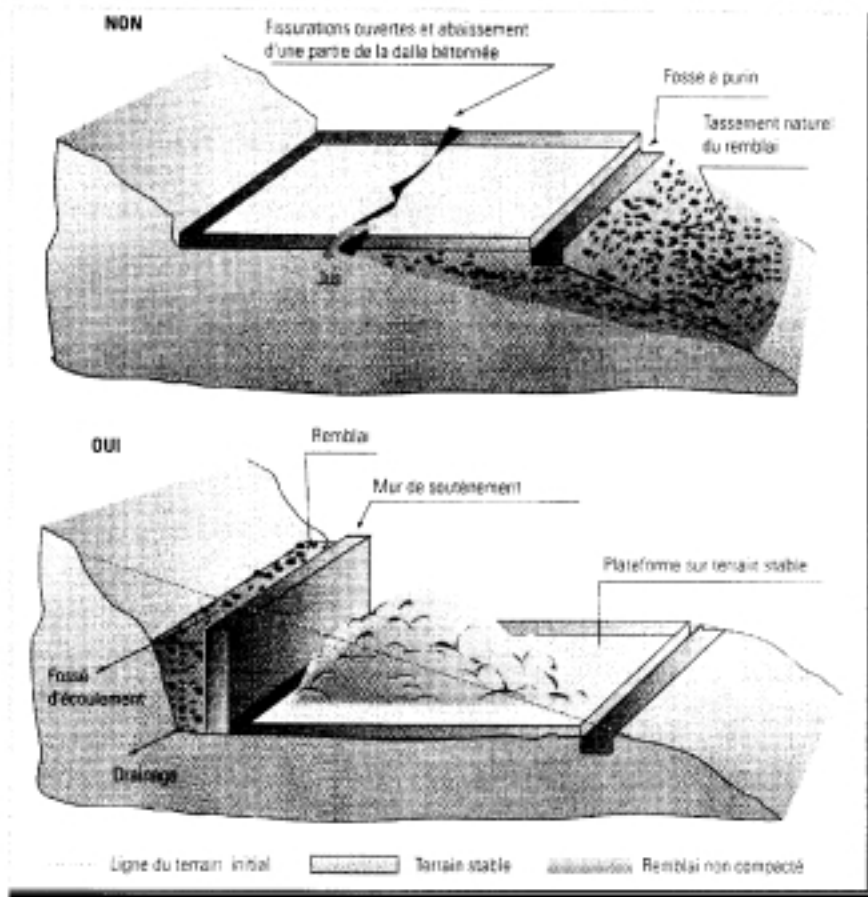


Figure 1 : choix de l'emplacement de la fumière

b. Terrassement

Si le terrassement se fait par remblai de terre, les couches successives de remblais sont mises en place par épaisseur n'excédant pas 15 cm. Chaque couche est compactée au moyen d'un rouleau vibreur ou, à défaut, d'un engin lourd avant la mise en place de la couche suivante.

Un engin lourd ?

Un tracteur de plusieurs tonnes équipé de pneumatiques étroits avec une pression de gonflage supérieure à 3 bars et sur lequel est attelé un outil porté lourd

Le compactage se fait jusqu'à obtention d'une portance suffisante (le passage de l'engin de compactation ne laisse plus de trace apparente).

Si malgré tout, le sol reste meuble, une couche de 25 cm de terre est enlevée et remplacée par une couche (sous-fondation) de 25 cm d'empierrement (granulométrie : 40/56) posée sur un géotextile (de type non tissé et de densité

au moins égale à 130 gr/m²) et surmontée d'une géogrille.

Si le terrassement se fait par déblais de terre, dans la majorité des cas (à l'exception de nappe phréatique superficielle), la portance du sol est suffisante. Dans le doute, un essai de portance est commandé à une société d'essai de sol.

Afin d'éviter toute contamination de la fondation par des éléments terreux, un géotextile de type non-tissé et de densité au moins égale à 130 gr/m² est placé sur le fond de coffre. Le recouvrement minimum de 2 bandes de géotextiles est d'au moins 20 cm.

c. Fondation

La fondation doit être constituée de matériaux graveleux et inertes (absence de matière organique). Elle sera constituée

- ❖ d'une couche (supérieure à 20 cm d'épaisseur) de « briquillons » surmontée d'une couche (supérieure à 10 cm) de gravier de granulométrie 20/32 mm

ou

- ❖ d'une couche (supérieure à 20 cm d'épaisseur) de gravier de granulométrie 40/56 mm.

La fondation est compactée au moyen d'un rouleau vibreur ou, à défaut, au moyen d'un engin lourd par couche de 20 cm d'épaisseur maximum.

Au niveau des bords de la fumière soumis au passage du charroi et au niveau des emplacements pour murs, la fondation est approfondie d'au moins 10 cm sur une largeur d'un mètre (Figure 2).

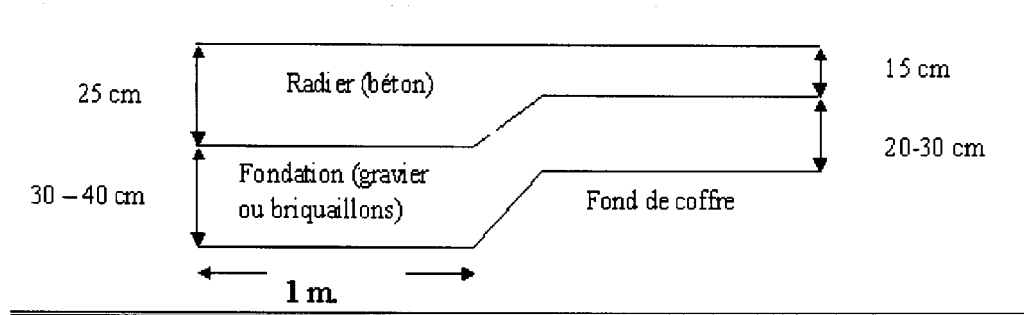


Figure 2 : coupe en travers de la fumière

La fondation est nivelée de manière à présenter une pente de 1% vers le(s) future(s) exutoire(s) des jus d'écoulement (Figure 3).

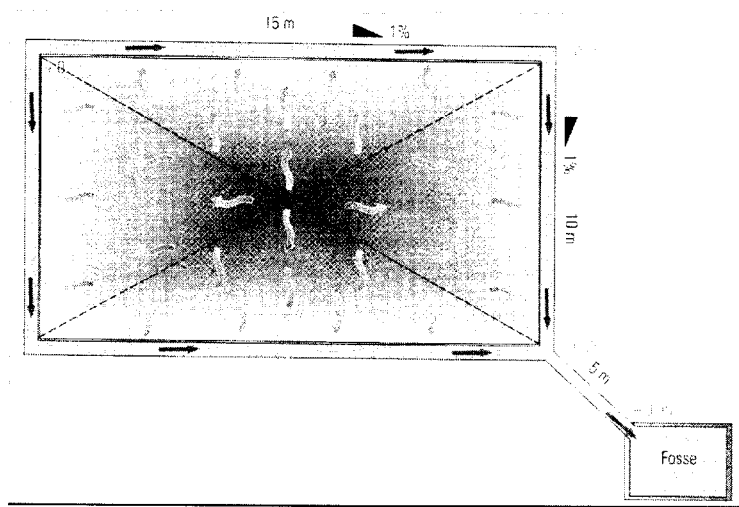


Figure 3 : schéma de pente pour une fumière ouverte sur 4 côtés

Une feuille de plastique (type bâche de silo) non perforée et d'élasticité suffisante est placée sur la fondation de manière à limiter la succion de l'eau du béton par la fondation. Pour limiter le risque de perforation de cette feuille par les cailloux, on ne laisse aucun élément saillant à la surface de la fondation. Le recouvrement minimum de 2 feuilles de plastique est d'au moins 20 cm.

d. Radier

1. Armature

Le ferrailage, situé dans la partie basse du radier, est constitué d'un treillis soudé d'armatures de 8 mm de diamètre à nervures crénelées avec une maille de 150 mm x 150 mm en acier BE500S ou DE500BS. Il est placé de manière à toujours être enrobé d'une couche de béton d'au moins 4 cm d'épaisseur.

Le ferrailage est propre, sans peinture, ni graisse, ni tache de ciment, ni plaque de rouille.

Au niveau des bords soumis au passage du charroi, un second treillis soudé (identique au premier) est placé sur la partie haute du radier avec un enrobage d'au moins 4 cm de béton.

Le recouvrement de 2 treillis est d'au moins 35 cm. En cas de placement de parois, un ferrailage sera également prévu pour solidariser le radier à ces parois (Figure 4).

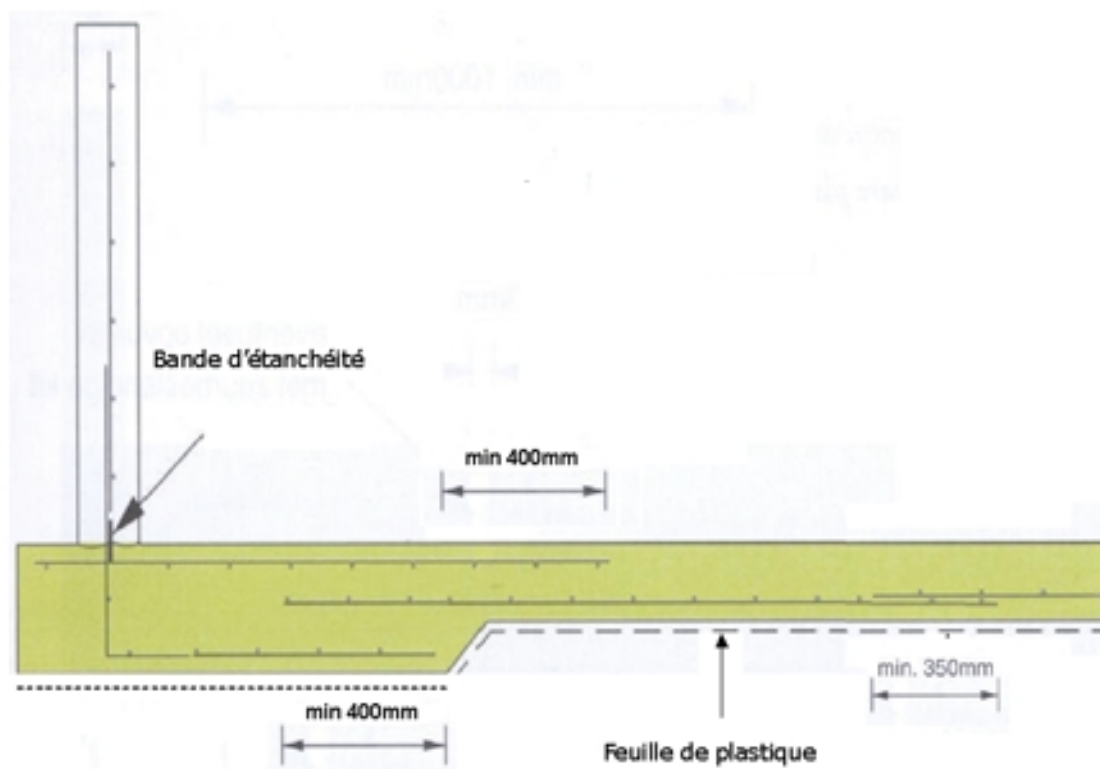


Figure 4 : liaison radier - parois

2. Béton

Les engrais de ferme sont des produits agressifs pour le béton. En conséquence, le ciment utilisé doit présenter une teneur limitée en alcalis (LA) et une haute résistance au sulfate (HSR).

Si le béton est commandé dans une centrale à béton, il présente les caractéristiques suivantes :

- ❖ classe de résistance : C30/37,
- ❖ classe d'exposition : 5b,
- ❖ classe de consistance : S2 ou S3 (si recours à la poutre vibrante) / S3 ou S4 (si recours à l'aiguille vibrante),
- ❖ le ciment utilisé est de type HSR LA,
- ❖ la granulométrie des graviers n'excède pas 32 mm,
- ❖ porteur de la marque de qualité BENOR

Le ciment est conforme aux normes NBN EN 197-1, NBN B12-108 et NBN B12-109 et est de plus certifié BENOR ou équivalent.

Pour faciliter la mise en œuvre, l'ajout d'un superplastifiant est autorisé. Cet ajout doit se faire sur chantier dans le camion malaxeur juste avant le déversement du béton.

Tout ajout d'eau au béton sur chantier est interdit.

Si le béton est réalisé par l'agriculteur, il contient au minimum 350 kg de ciment par m³ de béton.

Le rapport quantité d'eau / quantité de ciment n'excède jamais 0,5.

Pour faciliter la mise en œuvre, l'ajout d'un superplastifiant est autorisé.

Et si je réalise mon béton moi-même, comment dois-je faire ?

	Ciment	Gravier/concassé	Sable	Eau
Dénomination	CEM III/B (HSR, LA) CEM I (HSR, LA)	4/14 ou 7/20	sable de Rhin	eau de distribution eau de pluie
Quantité en poids	50 kg	170 kg	100 kg	25 litres
Quantité en volume	1 volume	2,5 volumes	1,5 volume	½ volume

L'épaisseur du radier est d'au moins 15 cm et, au niveau des bords soumis au passage du charroi ou destinés à recevoir une paroi verticale, d'au moins 25 cm (Figure 2).

Lors du déversement du béton, afin d'empêcher une ségrégation des granulats, aucune chute libre supérieure à 1 mètre, chute sur parois obliques ou déversement oblique n'est autorisée (Figure 5).



Le bétonnage est interdit dans des conditions de gel, de forte chaleur (supérieure à 30 °C) ou de précipitation abondante.

3. Vibration du béton

Coulé, le béton comporte plus de 15 % d'air occlus par le malaxage et le déversement; il n'est donc pas compact. De surcroît, il n'épouse pas tous les détails du coffrage et n'enrobe pas parfaitement les armatures. C'est pourquoi, on utilise des moyens de serrage (le plus courant est la vibration).

La poutre vibrante et l'aiguille vibrante sont deux moyens de serrage par vibration.

La poutre vibrante est actionnée à la surface de toute la dalle.

L'aiguille vibrante s'introduit rapidement, se tient droite et suffisamment longtemps et est ensuite retirée lentement (Figure 1). L'intervalle entre deux points de plongée de l'aiguille est choisi en fonction de la portée de serrage ($r = \pm 10$ fois le diamètre de l'aiguille) en veillant à ce que les intervalles se chevauchent partiellement (Figure 7).

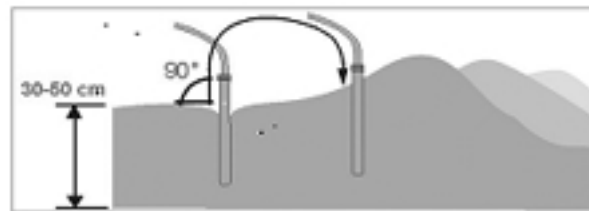


Figure 6 : Serrage du béton - position de l'aiguille

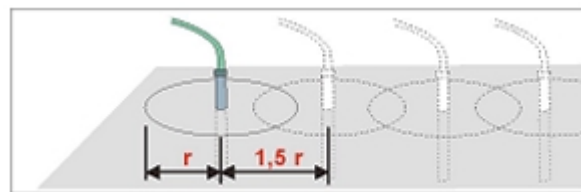


Figure 7 : serrage du béton - chevauchement

4. Protection du béton

L'eau peut quitter le béton fraîchement coulé ou en cours de durcissement par évaporation opérant sur les surfaces à l'air libre ou fraîchement décoffrées. »

Une protection insuffisante du béton contre l'évaporation de l'eau est souvent détectée par l'apparition de fissures de retrait plastique (la surface du béton devient comparable à une argile se desséchant – photo 1).



Photo 1 : Fissure de retrait plastique dans le béton

Pour maintenir l'humidité en cas de forte évaporation, on couvre le béton d'une bâche de plastique ou, à défaut, on pulvérise dès que possible un produit de cure selon les quantités prescrites par le fabricant. Cette protection est réalisée pendant au moins trois jours.

Dans le cas du béton coffré, le fait de garder les coffrages en place aide à maintenir l'humidité dans le béton.

En aucun cas il ne peut être procédé à la mise en service de la fumièrre avant un délai minimum de 8 jours après le bétonnage. Idéalement, le délai de mise en service est de 1 mois.

5. Joints

Des joints de retrait sont sciés au diamant sur 1/3 de l'épaisseur de la dalle. Le sciage n'est pas interrompu dans les zones où une armature est susceptible d'être sciée. Le sciage dans le béton durci intervient au plus tard 1 jour après le bétonnage.

Les entailles ainsi pratiquées constituent des zones localement plus faibles où se concentrent les fissures, ce qui évite une fissuration erratique.

L'espacement maximum entre deux joints de retraits n'excède pas 4 mètres.

e. Parois en béton coulé

1. Armature

Les caractéristiques du ferrailage à mettre en œuvre sont semblables à celles proposées pour les armatures de radier. Ces armatures sont placées à mi-épaisseur de la paroi.

2. Béton

Les caractéristiques du béton à mettre en œuvre sont semblables à celles définies pour le béton de radier à l'exception de la quantité de ciment : celle-ci est portée de 350 à 375 kg/m³.

La taille des granulats peut cependant être réduite (20 mm) de manière à faciliter le remplissage des coffrages.

L'épaisseur des parois est de 15 cm à la base et comprise entre 10 et 15 cm au sommet de la paroi si celle-ci à une hauteur inférieure à 1,5 mètres. Si la hauteur des parois est supérieure à 1,5 m, l'épaisseur de celles-ci est augmentée de 5 cm et le treillis doublé sur toute la section des parois à l'exception du 1,5 m. supérieure.

3. Vibration du béton

Les prescriptions relatives à la vibration du béton pour les parois en béton coulé sont semblables à celles définies pour le radier. Seule l'aiguille vibrante est utilisée comme moyen de vibration.

4. Joints

Comme tous les matériaux, le béton est sujet à contraction (au froid) et dilatation (à la chaleur) thermique. Tout mouvement empêché, qu'il soit d'origine thermique ou autre (retrait) se traduit par des contraintes et donc apparition éventuelle d'une fissuration. Les joint de dilatation ont pour but d'empêcher celle-ci.

Pour toute augmentation de température du béton de 10 °C, celui-ci se dilate de 1 mm sur 10 m.

Les joints de dilatation sont des joints qui divisent un ouvrage en plusieurs parties indépendantes de dimensions limitées pour permettre leur dilatation sans causer de fissuration diffuse. Ils sont constitués d'une fourrure en matériau compressible de 10 à 20 mm d'épaisseur, collée sur les faces en regard des parties à séparer.

Il est donc indispensable de réaliser un joint de dilatation (Figure 3) tous les x mètres (x = 10 fois la hauteur de la paroi).

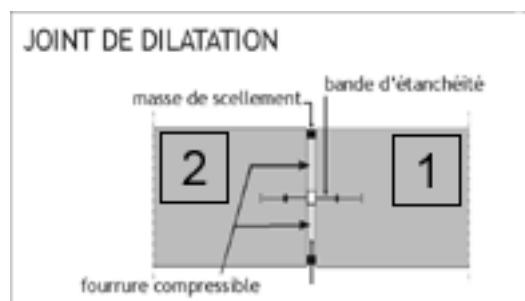


Figure 8 : joint de dilatation

Lors du bétonnage de la phase 1, au droit d'un joint de dilatation, on place une bande souple d'étanchéité. On colle une fourrure compressible sur la face décoffrée. Après bétonnage de la phase 2 et décoffrage, on place une masse de scellement de part et d'autre de la fourrure compressible.

f. Parois en blocs de coffrage

Une simple construction en parpaings n'offre pas la résistance suffisante à la pression du fumier.

Par contre les murs en blocs de coffrages qui résistent aux pressions latérales sont adaptés.

Les blocs de coffrage (Figure 4) sont des blocs creux, en béton, permettant le passage d'armatures verticales et horizontales, profilés pour s'emboîter à sec (sans mortier) et former le coffrage d'un squelette en béton armé coulé in situ.

Cette solution, réalisable en auto-construction est la moins coûteuse.

La mise en œuvre de ces éléments est très simple. La pose doit se faire de niveau et sans mortier. En effet, de manière à permettre la pose sans mortier, les blocs sont recalibrés après fabrication.

Le premier lit de blocs est posé sur un bloc de fondation et en même temps que les étriers d'attente pour les armatures verticales et pour celles de la dalle de fond. Les armatures horizontales sont placées dans les encoches prévues à cet effet au fur et à mesure de la mise en place des blocs. Les blocs de deux lits consécutifs sont disposés en quinconce. Une fois la hauteur désirée atteinte, les armatures verticales du mur sont placées. Finalement, le pied du mur ou la dalle de fond (radier) est bétonnée et après prise de ce béton, du béton est coulé dans les murs.

Le recours à un béton auto-plaçant et/ou l'utilisation d'une aiguille vibrante sont vivement conseillés afin d'obtenir un meilleur remplissage des blocs de coffrage.

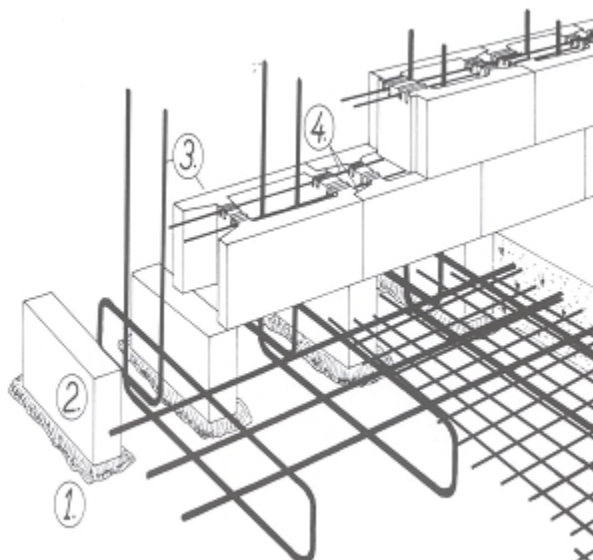


Figure 9 : paroi en bloc de coffrage

g. Parois en éléments préfabriqués

Divers types d'éléments préfabriqués sont disponibles. On distingue deux catégories :

- ❖ Les éléments en forme de L ou T renversé (Figure 10)
- ❖ Les éléments en forme de plaque à encastrer (Figure 12).

Dans le cas d'une utilisation des éléments en forme de L ou de T renversé, la semelle des éléments constitue le coffrage pour la dalle de béton armé encore à couler.

Ces éléments de soutènement sont posés sur une assise en sable stabilisé d'au moins 15 cm d'épaisseur et au minimum 20 cm plus large que la semelle des éléments en question.

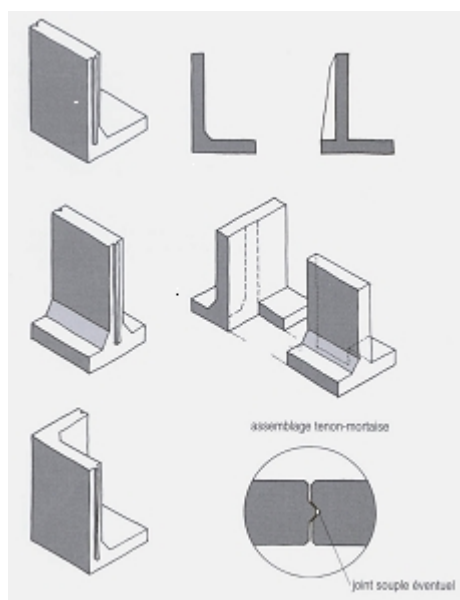


Figure 10 : élément préfabriqué

Les éléments en L sont placés sur une fondation en béton maigre (150 kg de ciment/m³ de béton) de 15 cm (Figure 11)

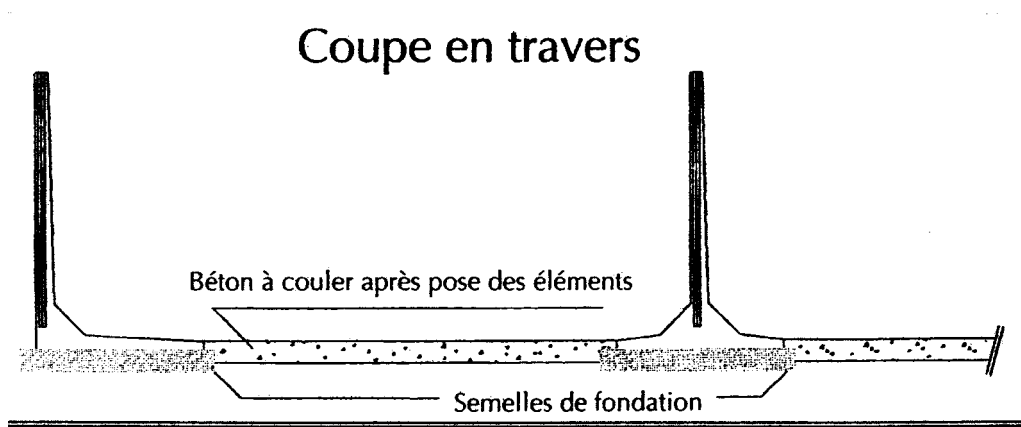


Figure 11 : schéma de placement des éléments préfabriqués en L ou T renversé

Les dalles planes présentent à leur base des évidements permettant leur ancrage à l'aide d'armature dans le radier de la fumière (Figure 12).

En ce qui concerne la pose, il y a lieu de préparer le terrain en réalisant une tranchée de 40 cm de profondeur et de 50 cm de largeur minimum. On dispose des blocs de béton de $(30 \times 30 \times 30) \text{ cm}^3$ sur lesquels on vient placer les éléments préfabriqués. Des piquets en bois fixent les éléments avant le bétonnage. Au travers des évidements, on place une armature. Il s'agit d'une armature de 8 mm de diamètre pour les éléments dont la hauteur utile est inférieure ou égale à 2,0 m et d'une armature de 12 mm de diamètre pour les éléments dont la hauteur utile est supérieure à 2,0 m. On vient ensuite couler le radier de la fumière avec du béton prêt à l'emploi. Cette dalle de fond se prolonge à l'extérieur de la fumière tout le long des éléments sur une largeur de 50 cm.

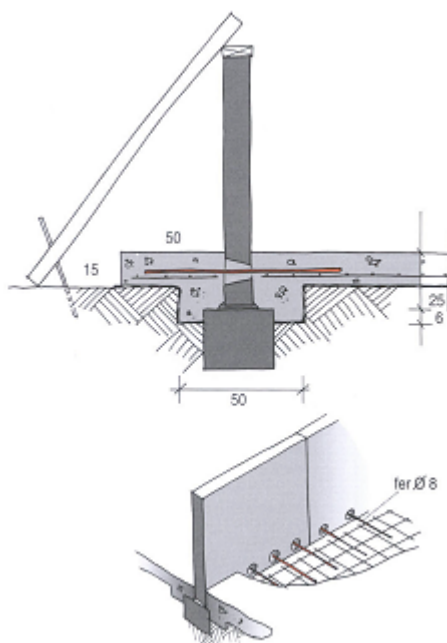


Figure 12 : paroi préfabriquée en dalle plane

Tout comme les éléments en L et en T renversé, l'assemblage se fait par tenon et mortaise. Les joints sont remplis d'une matière élastique. Une face des éléments est lisse de décoffrage, l'autre est talochée manuellement.

A titre d'information, les dimensions peuvent varier comme suit :

- Hauteur utile : de 0,80 à 3,50 m;
- Epaisseur de parois : de 0,14 à 0,22 m;
- Longueur : de 1,50 à 3,00 m.

h. Construction d'une fumière pour fumier mou

Les fumiers mous doivent être contenus par des parois et la fraction liquide doit pouvoir s'écouler vers une fosse de stockage. Une pratique consiste à placer un caillebotis sur une partie du radier associé à des pentes pour favoriser l'écoulement de la fraction liquide. Une autre possibilité consiste à entourer l'aire de stockage par les parois en claire-voie (par exemple des poutres de bois espacées de 5 cm), les liquides s'écoulent au travers de celles-ci. Une rigole pour la récupération des jus est creusée tout autour et se vide dans une fosse.

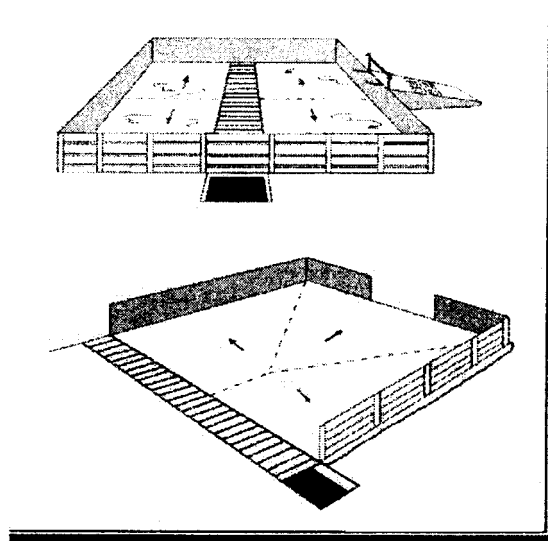


Figure 13 : stockage de fumier mou

D'autres possibilités d'égouttage sont également réalisables (égouttages durant transfert, ...).

Les prescriptions relatives au terrassement, fondation, drainage, radier et parois d'une fumière pour fumier mou sont identiques à celles proposées pour fumière pour fumier sec.

1.3. Elargissement d'une fumière existante ou radier coulé en plusieurs fois

Cette solution est envisageable si :

- ❖ la surface libre jouxtant l'ancienne fumière est suffisante,
- ❖ cette nouvelle surface ne gêne pas les déplacements d'engins ou d'animaux au sein de l'exploitation,
- ❖ l'ancien ouvrage ne dispose pas de murs, sauf si on envisage de les casser,
- ❖ les pentes et le type de sol de l'espace à couvrir sont semblables à ceux de l'ancienne dalle.

Le raccordement entre les deux ouvrages doit être réalisé soigneusement. Les armatures du béton de l'ancienne fumière sont bien dégagées et raccordées à celles de la nouvelle. L'ouvrage global est ainsi bien stable.

La continuité entre les deux dalles est assurée par goujons (diamètre 25 mm) disposés tous les 75 cm. Ceux-ci sont placés par forage dans l'ancienne dalle et bétonnés dans la nouvelle dalle (Figure 9). La nouvelle dalle a la même épaisseur que l'ancienne. Les deux parties en contact doivent être bien droites (éventuellement scier une partie).

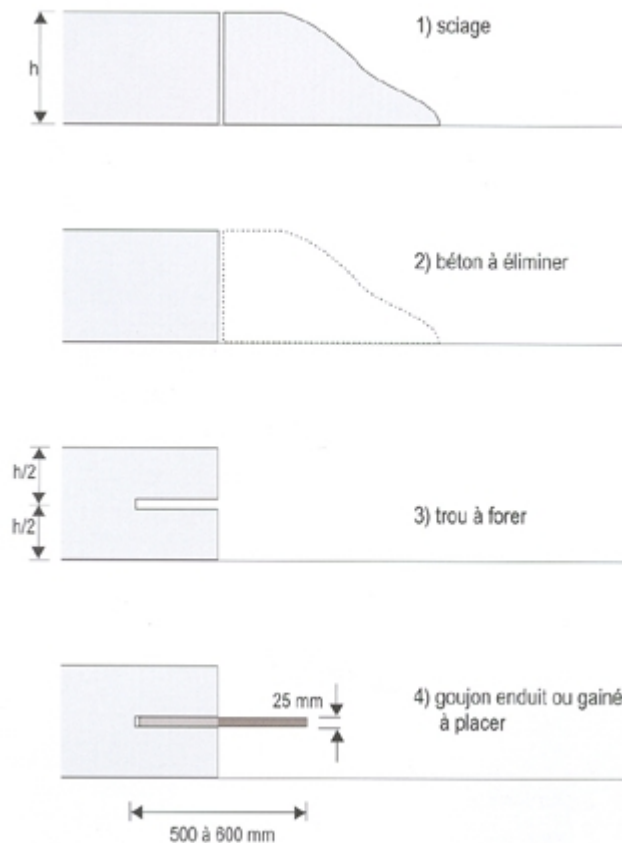


Figure 14 : jonction de 2 dalles

Ensuite, si l'espace entre les deux surfaces est visible, on dispose une masse de scellement dans le joint pour assurer l'étanchéité à ce niveau.

On utilisera un béton du même type que celui décrit précédemment. Pour la mise en œuvre du béton, il faut suivre les mêmes recommandations que lors de la construction d'une fumière.

2. Stockage de lisier et de purin

2.1. Introduction

Sur base de l'AGW du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture, le lisier est un mélange de fèces et d'urines, sous forme liquide ou pâteuse; le purin est constitué des seules urines diluées ou non et s'écoulant des lieux de résidence des animaux. Tout rejet direct de lisier ou de purin dans le sous-sol, dans un égout public ou dans une eau de surface est interdit.

Les lisiers et les purins sont stockés à la ferme dans des infrastructures de capacité permettant un stockage minimum de 6 mois (cf. Annexes), étanches et dépourvues de trop-plein. De plus, ces infrastructures de stockage sont aménagées de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture. L'étanchéité des infrastructures de stockage pour les lisiers et les purins construites après le 29 novembre 2002 (date de parution au *Moniteur belge* de l'AGW du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture) est aisément et constamment vérifiable.

Dans la pratique, il existe trois types de matériau de construction pour les infrastructures de stockage des lisiers et des purins : le béton, le métal et les géomembranes.

Les ouvrages de stockage sont :

- ❖ enterrés, le remplissage s'effectuant par gravité,
- ❖ semi-enterrés ou hors-sol.

Les fosses enterrées

Elles sont à parois verticales et radier horizontal. Ce dernier est de forme rectangulaire ou ronde.

Une forme cylindrique de la fosse permet de profiter d'un effet « voûte »; ce qui la rend plus stable vis-à-vis de la pression latérale exercée par les terres de remblais..

Pour éviter les problèmes à la reprise par le haut des effluents stockés, la profondeur maximale d'une fosse enterrée est de 3 m.

Dans le cas d'une fosse enterrée située sous un bâtiment ou une fumière, le recours à un bureau d'étude ou à un architecte est indispensable en vue de dimensionner l'ouvrage.

Les fosses semi-enterrées

Elles sont à parois verticales et radier horizontal comme les fosses enterrées ou à parois inclinées, de section carrée ou rectangulaire et radier horizontal (fosse bateau).

Les stockages hors-sol

Les stockages hors-sol sont, dans la majorité des cas, de section circulaire et constituées d'éléments préfabriqués. Ces éléments doivent être montés par des entreprises spécialisées. Le radier est en béton armé. Les sacs à lisier constituent une alternative.

La fosse ne peut être équipée d'un trop plein. Dans le cas de citernes pour le stockage de jus de fumier ou de jus d'effluent de volailles, les déversoirs d'orages (by-pass) sont autorisés (Figure 15).

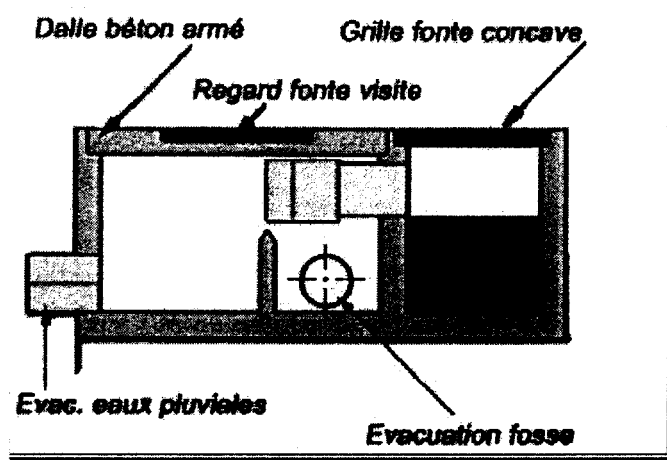


Figure 15 : by-pass

Dans le cas d'une fosse ouverte, une hauteur de garde de 40 à 50 cm est prévue pour tenir compte des précipitations et de l'effet du vent (pour les grandes fosses).

Sécurité

Pour les fosses enterrées ou semi-enterrées (hauteur hors sol inférieure à 2 m.) à ciel ouvert, une clôture de protection est placée. Celle-ci doit être d'une hauteur suffisante (au moins 2m.) pour en empêcher l'escalade. Pour les fosses à parois verticales, la clôture est fixée sur les parois.

On installe également des barres anti-chute. Un réservoir muni d'une structure de recouvrement qui n'est pas conçue pour supporter le poids de véhicules doit être clôturé et clairement indiqué.

Les couvercles des trous d'accès sont conçus de façon à ce qu'ils ne puissent tomber dans le réservoir (préférer des couvercles ronds). Ils sont assez lourds pour ne pas être soulevés par des enfants.

Pour les fosses semi-enterrées de type bateau, une voie d'accès stabilisée doit permettre d'accéder jusqu'au point de reprise (1 mètre du bord), sans nuire à la stabilité des talus.

2.2. Construction d'une fosse en béton

a. Choix de l'emplacement

Dans le cas de fosse hors sol, on privilégie un emplacement ne nécessitant pas d'apport de remblais (Figure 16).

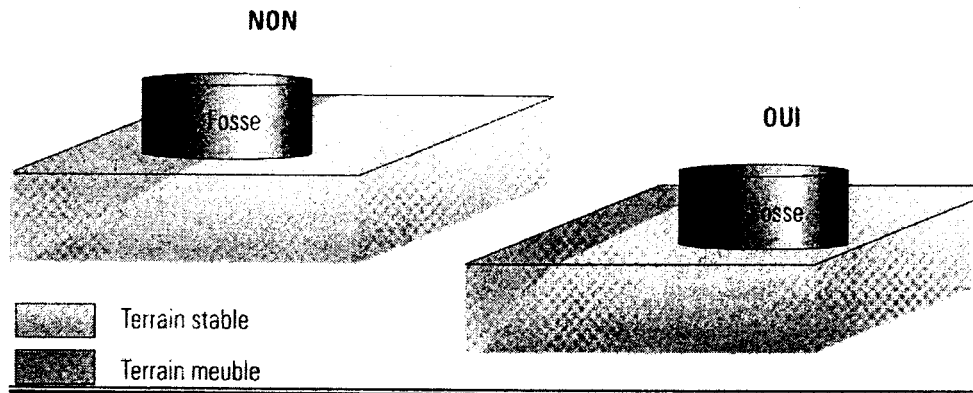


Figure 16 : choix d'emplacement d'une fosse hors sol

b. Terrassement

Les prescriptions relatives au terrassement pour fosse sont semblables à celles prévues pour fumière.

Au cours des terrassements, aucune paroi verticale de terre ne peut être plus haute qu'un mètre. Si les terrassements dépassent la profondeur d'un mètre, un talutage à 45° est réalisé à partir d'un mètre (Figure 17).

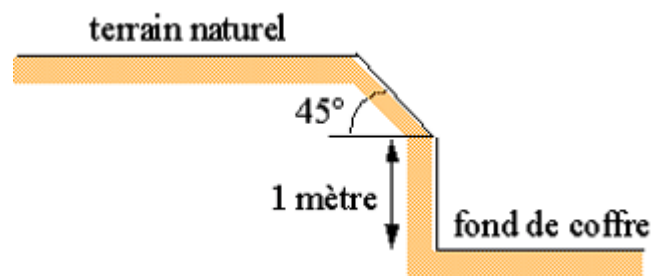


Figure 17 : talutage de la fouille

c. Drainage

Le drainage sous un ouvrage permet d'éviter toute saturation en eau (par remontée de nappe) de la fondation et de mettre éventuellement en évidence un défaut d'étanchéité.

**Existe-t-il une nappe d'eau superficielle sous
ma future fosse ?**

Pour vérifier l'absence de nappe d'eau superficielle, il suffit d'effectuer, à côté de la future fosse, un trou à la grue ou plus simplement avec une tarière jusqu'à une profondeur de 1 mètre sous le niveau de la dalle de la fosse à construire. Si ce trou se remplit d'eau, on est en présence d'une nappe d'eau superficielle.

Cette saturation pourrait, à l'occasion d'épisodes gel-dégel ou de remontée de nappe, causer des mouvements de sol importants avec, pour conséquence, une fissuration de l'ouvrage.

La mise en place des drains doit respecter les prescriptions suivantes (Figure 18) :

- ❖ Pente supérieure ou égale à 1 ‰
- ❖ Espacement entre drains de 3 mètres
- ❖ Drain de type annelé en PVC
- ❖ Diamètre des drains compris entre 50 et 80 mm.

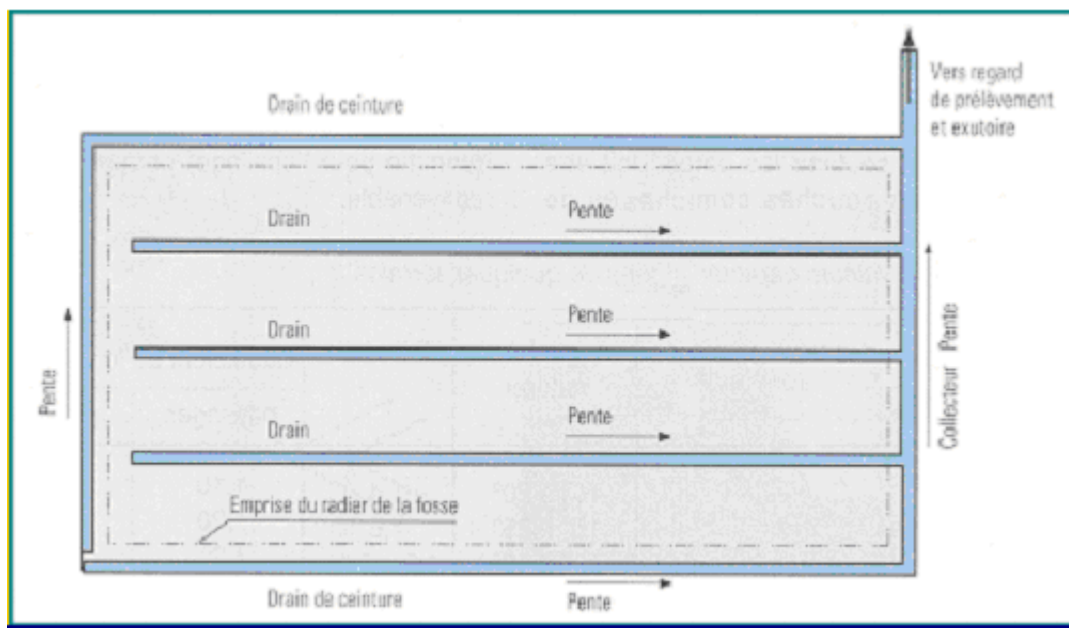


Figure 18 : plan du drainage sous un radier

En cas de présence de nappe phréatique superficielle, les drains doivent impérativement être posés à une profondeur de 60 cm sous le niveau du sol.

Les drains sont placés dans une tranchée d'environ 30 cm de large et enrobés de gravier de granulométrie supérieure à 20 mm et inférieure à 56 mm (Figure 19). La disposition des drains par rapport à l'ouvrage de stockage peut être longitudinale (Figure 18) ou transversale.

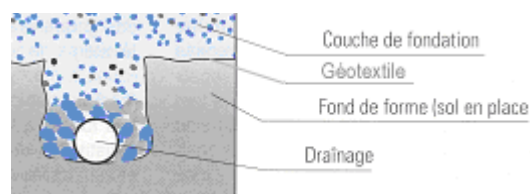


Figure 19 : coupe de la tranchée drainante

Un drainage périphérique (ou drain de ceinture) est positionné en pied de paroi (côté extérieur). Le réseau de drains abouti, via un collecteur des eaux de drainage, dans un regard de visite (Figure 20) étanche.

Le regard de visite est conçu de manière à conserver une hauteur d'eau d'au moins 10 cm.

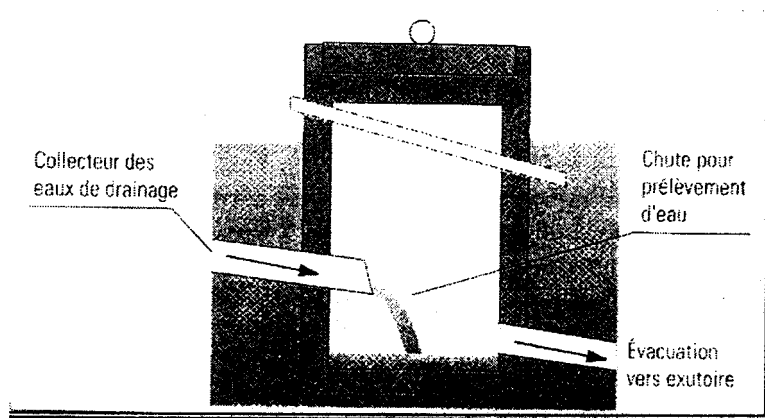


Figure 20 : regard de visite

Dans la mesure du possible, tout trafic de véhicule est à éviter sur ce regard. Dans le cas contraire, l'épaisseur des murs est d'au moins 20 cm et le trapillon supporte une charge de 10 T.

L'arrivée du collecteur dans ce regard doit se situer 10 cm au-dessus du niveau d'eau.

L'évacuation se fait soit de façon gravitaire, soit par pompage.

Les canalisations d'évacuation des eaux sont positionnées à une profondeur suffisante, en particulier sous les zones de circulation (risques d'écrasement) (cf chapitre 0).

d. Fondation

Les prescriptions relatives à la fondation pour fosse sont semblables à celles prévues pour fumière.

La fondation est aménagée de manière à pouvoir façonner une « sur-profondeur » nécessaire pour une vidange complète du stockage (Figure 21). La pente de la fondation est orientée vers cette « sur-profondeur ».

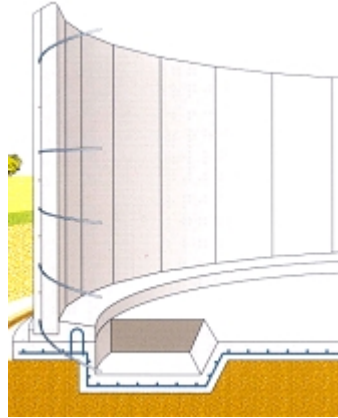


Figure 21 : coupe dans une fosse à lisier

e. Radier

Les prescriptions relatives au radier pour fosse sont semblables à celles prévues pour fumière.

f. Parois en béton coulé

L'épaisseur de la paroi est d'au moins 30 cm pour les parois extérieures et d'au moins 20 cm pour les parois intérieures.

Une bande d'étanchéité est placée entre le radier et la paroi extérieure (Figure 22).

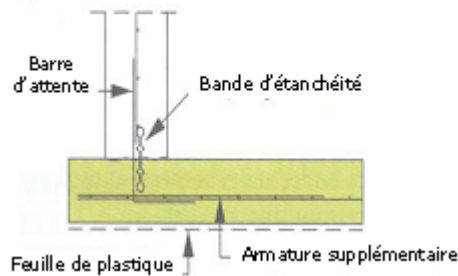


Figure 22 : bande d'étanchéité entre radier et paroi

La longueur d'un mur en béton armé coulé en une seule fois est idéalement limitée à 15 mètres. Un joint de construction est placé à la reprise du bétonnage (Figure 23).

JOINT DE CONSTRUCTION

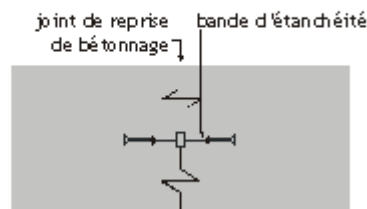


Figure 23 : joint de construction

Si la longueur d'un mur en béton armé coulé en une seule fois est supérieure à 15 mètres, un joint de retrait est réalisé tous les 5 mètres (Figure 24).

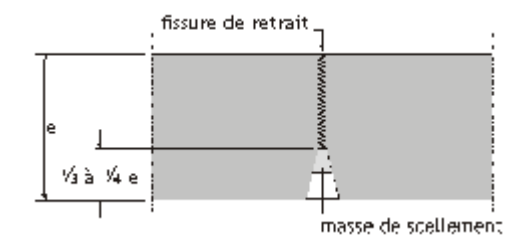


Figure 24 : joint de retrait

Le joint consiste à affaiblir la section de béton de manière à localiser la fissure de retrait. L'affaiblissement de la section de béton peut se faire en plaçant au préalable à l'intérieur du coffrage une languette de bois et ce sur une

profondeur d'au moins 1/3 de l'épaisseur du mur.

Les joints sont ensuite garnis d'une masse de scellement pour les rendre étanche. Afin de ne pas devoir sceller des joints, une autre technique consiste à insérer au niveau du joint de retrait une bande d'étanchéité identique à celle décrite sur la Figure 18.

Un joint de dilatation (Figure 8) est inséré si la longueur de la paroi est supérieure à 60 mètres.

g. Parois en blocs de coffrage

Les prescriptions relatives aux parois en blocs de coffrage pour fosse sont semblables à celles prévues pour fumière.

L'épaisseur des blocs de coffrage est adaptée de manière à tenir compte des contraintes horizontales (poussée du liquide des terres) et verticales (couverture éventuelle).

h. Parois en éléments préfabriqués

Les murs de soutènement sont placés sur une dalle de béton et sont assemblés entre eux par des câbles de postcontrainte placés à l'extérieur des éléments (Figure 25). Ces câbles doivent être mis en œuvre par une firme spécialisée dans le domaine de la précontrainte. Les armatures constituant ces câbles et les ancrages doivent faire l'objet de mesures de protection contre la corrosion. L'état de ces câbles doit pouvoir être inspecté régulièrement, une garantie de 20 ans doit être fournie par l'entreprise mettant en œuvre l'ouvrage.

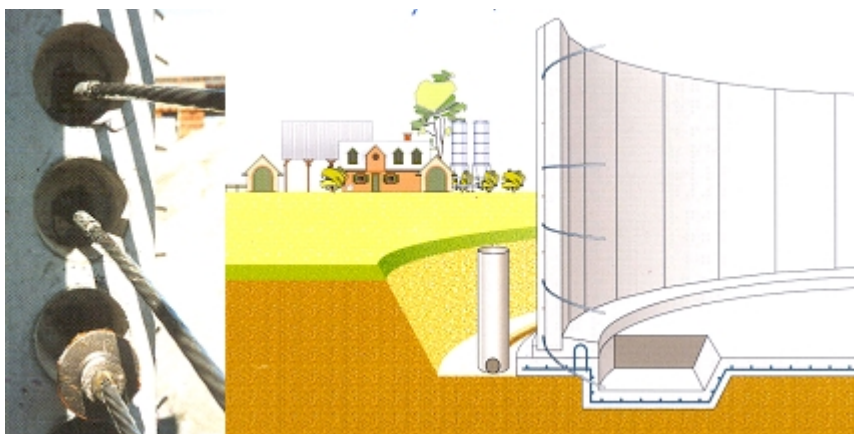


Figure 25 : parois en éléments préfabriqués pour fosse

2.3. Construction d'une fosse en géomembrane

a. Choix de l'emplacement

Dans le cas d'un système de stockage en bassin dont l'imperméabilisation est assurée par une géomembrane, le terrain où sera installé le bassin doit absolument être :

- i. bien drainé; le fond du bassin doit être situé en toute circonstance au dessus du niveau de la nappe d'eau;
- ii. exempt de matière organique enfouie, ce qui risquerait de provoquer la remontée de gaz déformant la géomembrane.

En cas de présence de matières organiques enfouies, un système spécifique de cheminées est mis en place pour l'évacuation des gaz de fermentation (Figure 26). Les sorties des drains de gaz sont équipées de protections pour empêcher les obstructions, les pénétrations d'eau, l'entrée des petits rongeurs, etc.

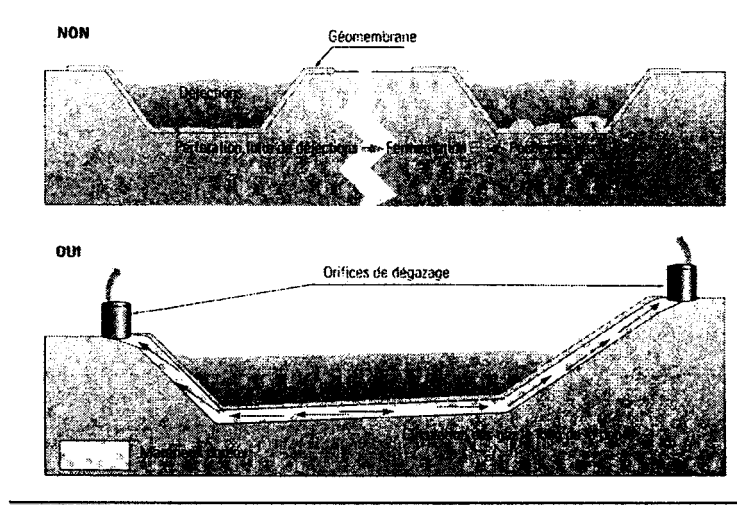


Figure 26 : prévention des poches de gaz

b. Terrassement

Au cours des terrassements, le talutage des parois latérales sera réalisé à 45° (Figure 27).

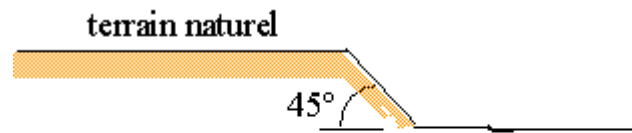


Figure 27 : talutage

c. Drainage

Les prescriptions relatives au drainage pour la mise en place d'un système de stockage en bassin dont l'imperméabilisation est assurée par une géomembrane sont semblables à celles prévues pour fosse en béton.

d. Fondation

Le sol en place constitue la fondation. Avant placement de la géomembrane, un géotextile anti poinçonnement est installé afin d'éviter tout endommagement par des objets coupants (pierres, ...).

e. Choix de la géomembrane

Afin de pouvoir résister aux intempéries, aux rayons ultra-violet (UV) et aux agressions par les différents composants du lisier (acides gras volatiles, mercaptan, phénols, ...) la géomembrane est en PVC (chlorure de polyvinyle), en PEHD (polyéthylène haute densité) ou en EPDM (éthylène propylène diène monomère) et d'épaisseur au minimum égal à 0.8 mm. Une discussion avec des spécialistes permet d'optimiser le choix (type de matériaux, épaisseur, ...).

f. Placement de la géomembrane

Pour obtenir une garantie de 10 ans, la pose et la fixation de la géomembrane doivent généralement être effectués par une équipe spécialisée agissant pour le compte d'un fournisseur. La géomembrane sera d'une pièce ou soudée sur place.

g. Système de remplissage et de vidange

Si un système de remplissage et de vidange est placé dans le fond de l'infrastructure de stockage, il doit être installé par un spécialiste qui assurera l'étanchéité des raccords.

h. Protections particulières

Une clôture de protection empêche l'accès au bassin de stockage.

Des échelles en nylon sont placées le long des parois pour permettre la sortie des mammifères (rongeurs) du bassin sans dommage aux parois.

i. Dimensionnement

En cas de recours à cette technique de stockage, le volume calculé pour un stockage de 6 mois (cf Annexes) est majoré de minimum 10 % pour empêcher les débordements dus aux effets du vent et aux précipitations.

2.4. Placement d'une fosse métallique

a. Choix de l'emplacement

Dans le cas de fosse hors sol, on privilégie un emplacement ne nécessitant pas d'apport de remblais (Figure 11).

b. Terrassement

Les prescriptions relatives au terrassement pour fosse sont semblables à celles prévues pour fumière.

c. Drainage

Les prescriptions relatives au drainage pour fosse sont semblables à celles prévues pour une fosse en béton.

d. Fondation

Dans le cas d'une fosse métallique enterrée, celle-ci sera posée sur un lit de sable d'une épaisseur minimale de 10 cm.

Dans le cas d'une fosse métallique hors sol, celle-ci sera posée sur une fondation surmontée d'une dalle en béton armé de type C20-25 – classe d'exposition 2a de 15 cm d'épaisseur.

Les prescriptions relatives à la fondation pour fosse sont semblables à celles prévues pour fumière.

La fondation est aménagée de manière à pouvoir façonner une « sur-profondeur » nécessaire pour une vidange complète du stockage (Figure 16). La pente de la fondation est orientée vers cette « sur-profondeur ».

2.5. Mise en place d'une poche à lisier

a. Choix de l'emplacement

La poche est placée sur un terrain plat dépourvu d'éléments saillants susceptibles d'endommager la géomembrane.

b. Choix de la géomembrane

Afin de pouvoir résister aux intempéries et aux agressions par les différents composants du lisier (acides gras volatiles, mercaptan, phénols, ...) la géomembrane est en PVC (chlorure de polyvinyle), en PEHD (polyéthylène haute densité) ou en EPDM (éthylène propylène diène monomère) et d'épaisseur au minimum égal à 0.8 mm. Une discussion avec des spécialistes permet d'optimiser le choix (type de matériaux, épaisseur, ...).

c. Mise en place

Afin de pouvoir vérifier l'étanchéité, la poche à lisier est placée sur une bâche étanche.

2.6. Mise en place de citerne préfabriquée

a. Terrassement

Les prescriptions relatives au terrassement pour fosse sont semblables à celles prévues pour une fosse en béton.

b. Drainage

Les prescriptions relatives au drainage pour fosse sont semblables à celles prévues pour fosse en béton.

c. Fondation

La fondation est constituée d'une couche de sable stabilisé (100 kg ciment/m³) d'une épaisseur de 20 cm.

Mise en série de plusieurs citernes préfabriquées

La connexion entre citernes est réalisée par des tuyaux en PVC. L'étanchéité entre le tuyau et la citerne est assurée au moyen d'un joint souple adapté à l'agressivité du lisier.

3. Stockage des effluents de volaille

Sur base de l'AGW du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture, les effluents de volailles peuvent être de deux types :

fumier de volaille, c'est-à-dire des déjections de volailles mêlées à de la litière (notamment des copeaux ou de la paille);

fientes de volailles, c'est-à-dire des déjections pures de volailles; elles peuvent être humides, préséchées, ou séchées.

Tout rejet direct d'effluents de volaille dans le sous-sol, dans un égout public ou dans une eau de surface est interdit.

Pour être stockés au champ (en l'absence d'infrastructures de stockage installées au champ), les effluents de volailles doivent être caractérisés par une teneur en matière sèche de 55 % minimum.

A la ferme, les effluents de volailles sont stockés sur une aire bétonnée, étanche, de surface suffisante (cf. Annexes) et pourvue d'un réservoir de capacité suffisante (cf. Annexes), étanche et sans trop plein destiné à la récolte des jus d'écoulement. De plus, ces infrastructures de stockage sont aménagées de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture. L'étanchéité des infrastructures de stockage pour les effluents de volailles construites après le 29 novembre 2002 (date de parution au *Moniteur belge* de l'AGW du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture) est aisément et constamment vérifiable.

Dans la pratique, à l'exception des fientes humides de volailles qui doivent être stockées sur une aire entièrement couverte, les autres prescriptions techniques pour la mise en œuvre des infrastructures de stockage des effluents de volaille sont semblables à celles définies dans le cadre de stockage de fumier. Dans ces conditions, le lecteur consultera le chapitre 2.

4. Éléments linéaires pour évacuation des jus

Lorsque la fosse est distante de la fumière, les jus sont évacués gravitairement vers la fosse au moyen d'une rigole en forme de filet d'eau ou d'une conduite enterrée.

4.1. Filet d'eau

Les travaux de terrassement et fondation sont similaires à ceux exécutés dans le cadre de la mise en place du radier d'une fumière.

Les filets d'eau sont coulés sur place. La qualité du béton à mettre en œuvre est semblable à celle d'un béton de radier de fumière.

La pente du filet d'eau est d'au moins 1 %.

Le filet d'eau a une largeur de 50 cm et une profondeur de 3,5 cm si la superficie drainée par ce filet d'eau est inférieure à 200 m².

Le filet d'eau a une largeur de 100 cm et une profondeur de 6 cm si la superficie drainée par ce filet d'eau est inférieure à 800 m².

4.2. Conduite

La conduite est en PVC ou en béton. Les emboîtements sont toujours équipés de joint en néoprène.

Si aucun véhicule agricole ne circule au dessus de la conduite, celle-ci est placée dans une fondation de 20 cm de sable stabilisé (100 kg de ciment par m³ de sable) et enrobée jusqu'à mi hauteur d'une couche de 10 cm de sable stabilisé.

Si un charroi est susceptible de circuler au dessus de la conduite, l'enrobage de la conduite est complet et une couche de 15 cm de béton armé est placée sur l'entièreté de l'emprise du sable stabilisé.

La pente des conduites n'est jamais inférieure à 1 %.

Le diamètre de la conduite n'est jamais inférieur à 200 mm et est adapté en fonction de la pente de la conduite et de la superficie de la fumière.

5. Travaux d'étanchéité sur ouvrages existants

Si un ouvrage présente un défaut d'étanchéité causé par une fissure, celle-ci peut être réparée au moyen d'une pâte de ciment et d'un micro-béton.

Au préalable, la zone à réparer doit être approfondie sur une épaisseur de 8 à 10 cm. La zone préalablement nettoyée est enduite d'une pâte de ciment (1 part de ciment + 0,3 part d'eau + superplastifiant).

Un micro-béton est immédiatement coulé (le délai entre la mise en œuvre de la pâte de ciment et du micro-béton est inférieur à 5 minutes) dans l'espace évidé.

La composition du micro-béton est similaire à celle proposée pour le béton de radier d'une fumière mais les granulats sont remplacés par des graviers ou concassé 4/7.

Il est important de ne pas laisser sécher trop rapidement le micro-béton. Pour maintenir l'humidité en cas de forte évaporation, le micro-béton est couvert d'une bâche de plastique. Cette protection est réalisée pendant au moins trois jours.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2004 relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage.

Namur, le 1^{er} avril 2004.

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

4ÈME PARTIE — AUTRES DOCUMENTS

Annexe 3

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

Direction générale de l'Agriculture

Division des Aides à l'Agriculture

Direction des Structures agricoles

DEMANDE D'INTERVENTION : MISE AUX NORMES DES INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE

N° FIA : _____ (réservé à l'Administration)

1. DEMANDEUR(S)

Nom :
 Adresse :
 Localité :
 Téléphone :
 N° producteur :
 Date de naissance :
 Etat civil :
 Diplôme :
 Expérience professionnelles : _____ années
 Revenus access. : _____ (montant)
 Date 1^{ère} installation :
 Successeur : (*) OUI – NON
 N° compte bancaire :

2. EXPLOITATION

Nom :
 Adresse :
 Localité :
 Province :
 N° d'unité de production :
 Type d'exploitation : (*) agricole-horticole

3. INVESTISSEMENTS RÉALISÉS ET MONTANTS HTVA

Nature de l'investissement : montant HTVA :

A justifier par facture(s)

4. LISTE DES DOCUMENTS ANNEXES (*)

1. diplôme	5. registre des parts de la société
2. extrait acte de naissance	6. avis de réception des travaux
3. attestation CAS	7. permis bâtir + exploiter ou permis unique
4. statuts et leurs modifications	8. factures

Le diplôme, l'extrait d'acte de naissance et les statuts ne doivent pas être produits s'ils ont déjà été introduits pour un dossier FIA antérieur.

(*) barrer la mention inutile

4ÈME PARTIE — AUTRES DOCUMENTS

5. ENGAGEMENT DU DEMANDEUR

Le soussigné sollicite l'octroi de la prime en capital pour les investissements repris ci-dessus conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du

Le soussigné déclare qu'il n'a sollicité et ne sollicitera aucune aide financière de quelque nature que ce soit pour les investissements repris ci-avant.

Le soussigné reconnaît que l'octroi de la prime sollicitée est conditionnée par la tenue d'une comptabilité de gestion.

Le soussigné reconnaît qu'il a pris connaissance des conditions générales et particulières d'accès aux aides du F.I.A., applicables également dans le cadre de l'octroi de la prime sollicitée.

Le soussigné s'engage à fournir, à leur demande, aux délégués du Ministère de la Région wallonne tout renseignement ou document d'ordre professionnel ou financier et à leur laisser accès à ses installations.

Le soussigné accepte que les primes lui versées soient remboursées en cas de fausses déclarations ou de non respect des conditions générales et particulières d'accès aux aides du Fonds d'Investissement Agricole.

Le soussigné s'engage à informer la direction des Structures de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne des opérations de cession partielle ou totale d'un quota de production et des demandes d'aides introduites auprès des autorités publiques du fait de la diminution volontaire de la production de leur exploitation.

Date :

Certifié sincère et véritable

Signature :

Formulaire à renvoyer à l'adresse suivante :

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

**Direction générale de l'Agriculture
Division des Aides à l'Agriculture
Direction des Structures agricoles
Avenue Prince de Liège, 7 (4^e étage)
5100 JAMBES**

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2004 relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage.

Namur, le 1^{er} avril 2004.

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3518

[C — 2004/27103]

1. APRIL 2004 — Ministerialerlass bezüglich der Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierdung an die geltenden Vorschriften

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2603/1999 der Kommission vom 9. Dezember 1999 mit Bestimmungen für den Übergang auf die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 445/2002 der Kommission vom 26. Februar 2002 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 24. Juli 2003;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. September 2003;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Wichtigkeit, die Wallonische Gesetzgebung unverzüglich anzupassen, damit die landwirtschaftlichen Betriebsinhaber ihre umweltbezogenen Verpflichtungen erfüllen können,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Verwaltung": die Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

2° "Umweltverwaltung": die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° "Nitrat-Erlass": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft, abgeändert durch den Erlass vom 18. September 2003;

4° "landwirtschaftlicher Betreiber": eine natürliche oder juristische Person, oder eine Kombination beider, die im Rahmen eines Betriebs Erzeugnisse aus Landwirtschaft, Gartenbau oder Zucht produziert, wobei sie diese Tätigkeit entweder hauptberuflich oder teilberuflich ausübt. Der Betriebssitz muss sich in der Wallonischen Region und die Betriebseinheit(en) müssen sich in der Wallonie befinden. Ist dies nicht der Fall, so kann in Sachen Investitionen für Immobiliengüter die Lage der betroffenen Immobiliengüter unbeschadet sonstiger Bestimmungen Anspruch auf Beihilfen geben.

5° "Tierdung" oder "Dung": organische Düngemittel aus der Landwirtschaft, d.h. tierische Ausscheidungen oder eine Mischung (unabhängig von den Proportionen) aus tierischen Ausscheidungen und anderen Bestandteilen, wie zum Beispiel Einstreu, auch in verarbeiteter Form. Unter die Bezeichnung Tierdung fallen unter anderem:

a) "Mist": festes Gemisch aus Einstreu, Urin und tierischen Exkrementen, mit Ausnahme der Geflügelausscheidungen;

b) Gülle: Gemisch von Kot und Urin in flüssiger oder breiiger Form;

c) "Jauche": Urin allein, verdünnt oder unverdünnt, der von den Stallungen der Tiere abläuft;

d) "Geflügelausscheidungen": Geflügelmist und Geflügelkot;

6° "Geflügelmist": Ausscheidungen des Geflügels mit Einstreu (insbesondere Späne oder Stroh) vermischt;

7° "Geflügelkot": Ausscheidungen des Geflügels in purer Form, sie können feucht, vorgetrocknet oder getrocknet sein;

8° "Mistplatz": Fläche, die der Lagerung des Mists vorbehalten ist, mit Ausnahme der Stallungen und der Zonen, in denen sich die Tiere aufhalten;

9° "Saft" oder "Sickersaft" oder "Ausfluss": Flüssigkeit landwirtschaftlichen Ursprungs, mit Ausnahme der Gülle und Jauche, die von der Fläche oder dem Behälter, wo sie erzeugt oder gelagert wird, absickert; das Regenwasser wird nicht als Sickersaft gewertet;

10° "Hofwasser": Abwasser, das aus harten Flächen abfließt, die gelegentlich durch vorbeikommende Tiere oder manövrierende landwirtschaftliche Arbeitsmaschinen verschmutzt werden können, mit Ausnahme jeglicher Lagerflächen;

11° "Braunwasser": Abwasser, das aus nicht gedeckten Lauf- oder Warteflächen abfließt, die von den Tieren regelmäßig verschmutzt werden;

12° "Weißwasser": Abwasser aus der Reinigung der Melkgeräte und Vorrichtungen für die Milchlagerung;

13° "Grünwasser": Abwasser aus der Reinigung der Melkstände. Dieses Abwasser wird an Stellen erzeugt, die von den Tieren regelmäßig besucht werden. Es wird wie Tierdung behandelt;

14° "Durchgangsflächen": Flächen, die die Tiere benutzen, wenn sie sich von einem Ort zum anderen - ohne Wartephase - fortbewegen;

15° "Lauf- oder Warteflächen": Flächen, die die Tiere regelmäßig benutzen, und die so eingerichtet sind, dass sich die Tiere dort einige Zeit aufhalten können;

16° "unvermeidbares Regenwasser": das Regenwasser, das direkt in oder auf die nicht abgedeckten Lagerinfrastrukturen fällt, unter Ausschluss des abfließenden Wassers.

Art. 2 - § 1. In Anwendung von Art. 8 bis 15 des "Nitrat-Erlasses" und innerhalb der in vorliegendem Erlass festgelegten Beschränkungen wird die Beihilfe nur für diejenigen Arbeiten gewährt, die eine Angleichung an die geltenden Vorschriften bezwecken für Lagereinrichtungen für bestimmte Sickersäfte und für Tierdung aus dem registrierten Viehbestand, oder die der Aufnahmekapazität der Gebäude am 9. Dezember 2002 entsprechen.

Demnach geben nur folgende Arbeiten Anlass zu einer Beihilfe:

1° der Bau oder die Anlage von Lagerinfrastrukturen, unabhängig davon, ob sie eingegraben sind oder nicht;

2° die Schaffung von Lagergruben und sog. Gülletaschen aus Geomembranen;

3° der Bau von nicht gedeckten Mistplätzen und von Anlagen zur Lagerung von Sickersäften aus diesen Mistplätzen. Nach einem vorherigen günstigen technischen Gutachten der Verwaltung könnte der Bau einer Abdeckung ebenfalls berücksichtigt werden;

4° die Installation von geeigneten Systemen für eine einfache Dauerüberwachung der Dichtigkeit der Becken und Lagergruben;

5° die Installation von reihenweise angelegten Vorrichtungen zur Aufnahme der Jauchen und Sickersäfte;

6° der Bau von festen Misch- oder Belüftungsanlagen, oder Anlagen für die Förderung von flüssigen Ausscheidungen;

7° der Bau von betonierten Flächen für die Lagerung von Geflügelausscheidungen und von Anlagen zur Lagerung der daraus entstehenden Sickersäfte. Nach einem vorherigen günstigen technischen Gutachten der Verwaltung könnte der Bau einer Abdeckung im Falle der Lagerung von feuchten Geflügelausscheidungen ebenfalls berücksichtigt werden;

8° nicht bedeckte Lauf- oder Warteflächen für die Tiere, wenn dort Braunwasser entstehen könnte;

9° die Arbeiten zur Verbesserung, Renovierung und Abdichtung von bestehenden Lagerinfrastrukturen im Hinblick auf deren Angleichung an die geltenden Vorschriften;

10° Erdabtragungs- und Zuschüttungsarbeiten zwecks der Integration von für Zuschüsse zulässigen Anlagen, innerhalb eines Radius von 50m dieser Anlagen;

11° die Vorrichtungen zur Begrenzung der Einleitung von unvermeidbarem Regenwasser in die Lageranlagen.

§ 2. Was das Braunwasser betrifft, geben nur folgende Arbeiten Anlass zu einer Beihilfe:

1° die Arbeiten zur Erhöhung der Lagerkapazität oder zur Schaffung von Lagerinfrastrukturen für Braunwasser;

2° die Arbeiten zur Ableitung des Braunwassers in die Lagerinfrastrukturen durch Rinnen und Rohre.

§ 3. Was die Sickersäfte aus gelagerten pflanzlichen Stoffen angeht, könnte nach einem vorherigen günstigen technischen Gutachten der Verwaltung nur der Bau von getrennten Behältern mit einer Kontrolle des Abflusswassers Anlass zu einer Beihilfe geben.

§ 4. Unter Vorbehalt der vorherigen Zustimmung der Verwaltung können Kosten für Studien oder Gutachten in Höhe von höchstens 7 % des gesamten zulässigen Betrags Anlass zu einer Beihilfe geben, wenn die Lage des landwirtschaftlichen Betriebs es rechtfertigt und dies unter Einhaltung der verfügbaren Haushaltsmittel.

Art. 3 - Die Beihilfe wird nur gewährt, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

1° die Arbeiten müssen in Übereinstimmung mit den Vorschriften der Artikel 8 bis 15 des "Nitrat-Erlasses" durchgeführt werden;

2° die Infrastrukturen müssen wasserdicht sein, eine zureichende Kapazität aufweisen, und so eingerichtet sein, dass ein unkontrolliertes Eindringen von Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern verhindert wird;

3° die neuen Infrastrukturen zur Lagerung von Gülle, Jauche oder Sickersäften müssen mit einem Dräniersystem ausgerüstet sein, anhand dessen die Dichtigkeit der Anlage auf einfache Weise und ständig überprüft werden kann;

4° die fertiggestellten Infrastrukturen können auf keinen Fall anderes Wasser als unvermeidbares Regenwasser aufnehmen.

Art. 4 - Geben auf keinen Fall Anlass auf eine Beihilfe:

1° Die Einrichtungen, die dazu dienen, ein unkontrolliertes Eindringen von Abflusswasser oder Regenwasser zu verhindern;

2° Die Einrichtungen für die Leitung, Sammlung oder Lagerung des Hofwassers, des Abflusswassers, des Dachwassers und des Weißwassers;

3° der Abbruch, die Zuschüttung oder die Entfernung von überalterten Infrastrukturen.

Art. 5 - Für jedes Stallungssystem und jede Tierkategorie wird die maximale Dimensionierung der für eine Beihilfe zulässigen Lagerkapazität ab dem Produkt zweier Zahlen berechnet:

1° die erste Zahl betrifft die Anzahl Tiere und entspricht der höchsten unter den folgenden Zahlen : entweder die genehmigte Anzahl Tiere oder die Anzahl der Tiere, die am 9. Dezember 2002 in den Gebäuden aufgenommen werden dürfen, oder aber die durchschnittliche Anzahl der im Jahre 2002 gehaltenen Tiere, die aufgrund der SANITEL-Datei, oder falls letztgenannte Referenz nicht besteht, aufgrund jeglicher Unterlage, die die Größe des Viehbestands belegt, berechnet wird;

2° die zweite Zahl betrifft das Volumen der erzeugten tierischen Ausscheidungen pro Tierkategorie; diese Zahl wird in der Anlage 1 des "Nitrat-Erlasses" festgelegt.

Die Berechnung der maximalen, für die Beihilfe zulässigen Dimensionierung kann aufgrund anderer Normen erfolgen, wenn eine Abweichung aufgrund der Artikel 12 § 7, 13 § 8 und 14 § 3 des "Nitrat-Erlasses" möglich ist.

Wenn die Lagerinfrastruktur sich unter einem auf Lattenrost installierten Stall befindet, werden bei der Berechnung des Lagervolumens die ersten 10 Zentimeter unter der Unterkante des Lattenrosts nicht berücksichtigt.

In Abweichung von Art. 4 des vorliegenden Erlasses kann eine höhere für eine Beihilfe zulässige Dimensionierung angenommen werden wenn ein Lagertank für Tierdung ebenfalls für die Lagerung von Braunwasser und/oder spezifisches Abwasser in Zusammenhang mit der Tierhaltung für die Milchproduktion benutzt wird, unter der Bedingung, dass diese Vorgänge insbesondere im Hinblick auf die Einhaltung der sanitären Normen, des Wohlbefindens der Tiere oder einer guten landwirtschaftlichen Betriebsführung erfolgen. Die Ableitung von chlorhaltigen Produkten in den Gülletank ist strikt verboten.

Art. 6 - Die Beihilfe besteht in einer Kapitalprämie, die sich höchstens auf 40 % des Betrags der zulässigen Investierung beläuft, unabhängig davon, wie die Arbeiten finanziert werden, ob durch Inanspruchnahme eines Kredits oder durch Eigenmittel. Sie ist in drei Raten zahlbar; die erste Rate beträgt 50 % und jede der folgenden Raten beträgt 25 %. Die erste Rate ist nach Eingang der Forderungsanmeldung zahlbar, die der Bezugsberechtigte der Verwaltung zurückzuschicken hat. Die beiden nächsten Raten werden frühestens 1 bzw. 2 Jahre nach der Zahlung der ersten Rate bezahlt, auf der Grundlage der Forderungsanmeldung, die der Bezugsberechtigte der Verwaltung zuschickt.

Der Mindestbetrag der zulässigen Investierung beläuft sich auf 2.500,00 EUR ohne MwSt..

Was die Festlegung des Betrags der zulässigen Investierung betrifft, sind die berücksichtigten Höchstbeträge ohne MwSt. die folgenden:

1° Böden aus Stahlbeton für die Herstellung eines Misthofs oder einer Fläche für das Vieh mit Rückgewinnung der Sickersäfte:	30 EUR/m ²
2° Als Unterbau dienende ebene Flächen und Böden von Lagertanks einschließlich der Vorrichtungen zur Kontrolle der Dichtheit, mit einem maximalen Vorsprung von 50 cm zur Innenkante des Bauwerks:	50 EUR/m ²
3° Aufgehendes Mauerwerk rund um die Mistlagerflächen einschließlich Unterbau, unter Ausschluss jeglicher Bodenfläche:	60 EUR/m ²
4° Vertikale Mauern der Gülle- oder Jauchegruben oder der Gruben für die Sickersäfte aus Düngerlagerstätten	80 EUR/m ²
a) aufrechte Wände	100 EUR/m ²
b) zylindrische Wände	
5° Wasserdichte Planen für die Anlage von Lagunen einschließlich der Vorrichtungen zur Kontrolle der Dichtheit	30 EUR/m ²

Der zulässige Betrag für Arbeiten zur Verbesserung, Renovierung und Abdichtung von bestehenden Lagerinfrastrukturen darf den theoretischen Wert, der dem Betrag für die Herstellung von neuen Lagerinfrastrukturen gleicher Kapazität entspricht, nicht überschreiten.

Art. 7 - Die Akte für den Antrag auf die Zulassung von Arbeiten im Hinblick auf den Bezug der Beihilfe wird der Verwaltung per Einschreiben zugeschickt und umfasst u.a. das ordnungsgemäß ausgefüllte, in der Anlage 1 befindliche Antragsformular mit den nachstehenden Angaben:

- 1° die Angabe der Art und Weise, wie die Lagerkapazität der Infrastrukturen berechnet worden ist;
- 2° eine Beschreibung der Lagerkapazitäten zum Zeitpunkt des Antrags;
- 3° eine Beschreibung der Arbeiten;
- 4° die Pläne für die geplanten Arbeiten mit Aufmaß (Draufsichten und Schnittansichten);
- 5° eine Flächennutzungsskizze;
- 6° die Angabe der benutzten Baustoffe;
- 7° ein Kostenvoranschlag;
- 8° unbeschadet der Vorschriften des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, eine Abschrift der Städtebaugenehmigung bzw. der Umweltgenehmigung bzw. der Globalgenehmigung bzw. der Betriebsgenehmigungen bzw. der Existenzklärungen. Falls diese Unterlagen zum Zeitpunkt des Antrags noch im Untersuchungsstadium sein würden, ist eine Abschrift der eingereichten Anträge beizufügen;
- 9° die eventuelle Abweichung in Anwendung der Artikel 12 § 7, 13 § 8 und 14 § 3 des "Nitrat-Erlasses";

10° eine Notiz zur Erläuterung der Mittel, die eingesetzt wurden, um die Vorschriften der Artikel 8 bis 15 des "Nitrat-Erlasses" einzuhalten, insbesondere was die Dichtigkeit der Infrastrukturen angeht sowie hinsichtlich der Einrichtungen, die dazu dienen, ein unkontrolliertes Eindringen von Abflusswasser oder Regenwasser zu verhindern.

Die Verwaltung übermittelt dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Zulassungsantrags den Beschluss, in dem festgestellt wird, ob dieser Zulassungsantrag vollständig ist oder nicht. Ist der Zulassungsantrag nicht vollständig, so teilt die Verwaltung dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber mit, welche Unterlagen fehlen.

Mangels jeglicher Stellungnahme der Verwaltung innerhalb der dreißigtägigen Frist gilt der Zulassungsantrag als vollständig.

Art. 8 - Am Tage, an dem der Zulassungsantrag für vollständig erklärt oder angesehen wird, übermittelt die Verwaltung der Umweltverwaltung eine Abschrift der Akte.

Die Umweltverwaltung verfügt über eine Frist von 45 Tagen ab dem Datum der Zustellung der Empfangsbestätigung der Abschrift der Zulassungsantragsakte, um der Verwaltung ihre Zustimmung mitzuteilen. Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten der Umweltverwaltung als günstig.

Die Verwaltung verfügt über eine Frist von 75 Tagen ab dem Datum der Zustellung des Beschlusses über die Vollständigkeit des Antrags, um die Zulassung zu gewähren. Die Unterlage "Technische Pflichtvorschriften für die Lagerung von Tierdung", die dem vorliegenden Erlass als Anlage 2 beigefügt wird, gilt als Bezugsdokument für die Zulassung des Arbeitsvorhabens. Jeder Antrag, der von diesen technischen Vorschriften abweicht, muss gebührend begründet, argumentiert und gerechtfertigt sein.

Die Verwaltung übermittelt dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber die Zulassung des Arbeitsvorhabens per Einschreibebrief. Zusammen mit der Zustellung der Zulassung werden die einzuhaltenden Bedingungen hinsichtlich der Arbeiten und der technischen Abnahme während und am Ende der Arbeiten mitgeteilt.

Wird die Zulassung verweigert, so kann der landwirtschaftliche Betriebsinhaber einen neuen Antrag einreichen.

Art. 9 - Wenn die Arbeiten beendet sind, stellt der landwirtschaftliche Betriebsinhaber der Verwaltung einen Einschreibebrief zu, in dem er ihr das Ende der Arbeiten zwecks deren technischen Abnahme mitteilt.

Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Schreibens zur Mitteilung des Endes der Arbeiten nimmt die Verwaltung in Zusammenarbeit mit der Umweltverwaltung die Prüfung der Arbeiten und ihrer Konformität vor oder lässt diese Prüfung vornehmen.

Ein Protokoll über die technische Abnahme der Arbeiten wird erstellt und dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber übermittelt. Jegliche Feststellung der Nichtübereinstimmung der durchgeführten Arbeiten mit dem zugelassenen Projekt oder mit den Artikeln 8 bis 15 des "Nitrat-Erlasses" gilt als Rechtfertigung für eine Verweigerung der technischen Abnahme der Arbeiten.

Die Anlagen können sofort nach Eingang des Protokolls der technischen Abnahme der Arbeiten oder nach Ablauf einer dreißigtägigen Frist ab dem Datum des Eingangs des Einschreibebriefs zur Mitteilung des Endes der Arbeiten bei der Verwaltung benutzt werden.

Art. 10 - Der Antrag auf Beihilfe kann nur nach dem Ende der Arbeiten und nach Eingang des Protokolls über die technische Abnahme der Arbeiten eingereicht werden. Dieser Antrag wird bei der Verwaltung gestellt.

Die Akte des Beihilfeantrags umfasst:

1° das Beihilfeantragsformular in Übereinstimmung mit dem Muster in der Anlage 3;

2° die Zulassung des Projekts;

3° eine Kopie des Protokolls über die Abnahme der Arbeiten;

4° eine Kopie der Rechnungen;

5° unbeschadet der Vorschriften des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, eine Abschrift der Städtebaugenehmigung bzw. der Globalgenehmigung falls die Akten bezüglich der Umweltgenehmigung oder Städtebaugenehmigung oder Globalgenehmigung zum Zeitpunkt der Einreichung der Zulassungsakte noch im Untersuchungsstadium waren.

Der Beschluss bezüglich der Gewährung der Beihilfe wird dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber mitgeteilt. Eine Forderungsanmeldung wird dieser Zustellung beigelegt.

Art. 11 - Die Gewährung der Beihilfe wird durch die Einhaltung der Mindestnormen in Sachen Umwelt, Hygiene und Wohlbefinden der Tiere bedingt.

Art. 12 - Die in Art. 8 und 9 erwähnten Fristen werden vom 16. Juli bis 15. August ausgesetzt.

Art. 13 - Beihilfeanträge können für Arbeiten zur Angleichung von Infrastrukturen zur Lagerung von Dung an die geltenden Vorschriften eingereicht werden, deren Rechnungen nach dem 9. Dezember 2002 und vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses aufgestellt wurden. In diesem Fall sind die Artikel 7 und 8 nicht anwendbar, und umfasst die an die Verwaltung gerichtete Beihilfeantragsakte folgende Unterlagen:

a) die Angabe der Art und Weise, wie die Lagerkapazität der Infrastrukturen berechnet worden ist;

b) eine Beschreibung der durchgeführten Arbeiten;

c) eine Beschreibung der Lagerkapazitäten, die vor der Durchführung der Arbeiten, die Gegenstand eines Beihilfeantrags sind, vorhanden waren;

d) die Pläne der durchgeführten Arbeiten;

e) eine Flächennutzungsskizze;

f) die Angabe der benutzten Baustoffe;

g) unbeschadet der Vorschriften des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, eine Abschrift der Städtebaugenehmigung bzw. der Umweltgenehmigung bzw. der Globalgenehmigung bzw. der Betriebsgenehmigungen bzw. der Existenzklärungen;

h) eine Notiz zur Erläuterung der Mittel, die eingesetzt wurden, um die Vorschriften der Artikel 8 bis 15 des "Nitrat-Erlasses" einzuhalten, insbesondere was die Dichtigkeit der Infrastrukturen angeht;

i) das Protokoll über die technische Abnahme in Übereinstimmung mit Art. 9.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 1. April 2004

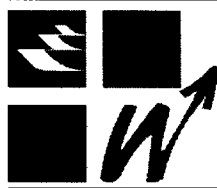
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION - Generaldirektion der Landwirtschaft

Anlage I.

Antragsformular zur Zulassung bezüglich der Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierdung an die geltenden Vorschriften

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN
REGION

Generaldirektion der Landwirtschaft



Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft

Ministerialerlass vom 1. April 2004 bezüglich der Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierdung an die geltenden Vorschriften

ANTRAGSFORMULAR ZUR ZULASSUNG
BEZÜGLICH DER ANGLEICHUNG DER
LAGEREINRICHTUNGEN FÜR TIERDUNG AN DIE
GELTENDEN VORSCHRIFTEN

Anwendung von Artikel 13 des Ministerialerlasses:

Der vorliegende Antrag betrifft die Arbeiten zur Angleichung von Infrastrukturen zur Lagerung von Tierdung an die geltenden Vorschriften:

- die schon durchgeführt sind und deren Rechnungen nach dem 09. Dezember 2002 und vor demerstellt worden sind.
- die noch durchzuführen sind; dann findet Artikel 13 des M.E. keine Anwendung.

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION - Generaldirektion der Landwirtschaft

I. TEIL — ALLGEMEINE DARLEGUNG

Feld I — Antragsteller

FELD I — ANTRAGSTELLER

Eines der nachstehenden Felder ausfüllen.

Natürliche Person

NAME : Vorname :

Geburtsdatum : Personenstand :

Eigenschaft, Diplom :

Anschrift

Straße : Nr BFK

Postleitzahl : Gemeinde :

Rufnummer : Fax :

MwSt. Nr. : Erzeugernummer. :

Betriebsnummer : Bankkonto Nr :

Juristische Person

Gesellschaftsfirma oder - bezeichnung :
.....

Rechtsform :

Anschrift des Gesellschaftssitzes

Straße : Nr BFK

Postleitzahl : Gemeinde :

Rufnummer : Fax :

MwSt. Nr. : Erzeugernummer. :

Betriebsnummer : Bankkonto Nr. :

Zur Vertretung der juristischen Person ordnungsgemäß berechtigte Person

NAME : Vorname :

Eigenschaft : Geschäftsführender Verwalter
 Direktor
 Andere (genauer angeben) :

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION - Generaldirektion der Landwirtschaft

1. TEIL — ALLGEMEINE DARLEGUNG	Feld II — Betriebsitz
---------------------------------------	------------------------------

FELD II — BETRIEBSSITZ

II.1. Angaben zum Standort der Arbeiten

<p>Bezeichnung</p> <p>.....</p> <p>Anschrift</p> <p>Straße ¹ : Nr. BFK</p> <p>Postleitzahl : Gemeinde, Provinz :</p> <p>Rufnummer : Fax :</p> <p>NAME, Vorname und Eigenschaft der durch die Verwaltung erreichbaren Person :</p> <p>.....</p> <p>Allgemeine Lambert-Koordinate (falls bekannt) : X = Meter ; Y = Meter</p>

II.2. Kurze Orts- und Umgebungsbeschreibung des Projekts

Die folgenden Unterlagen müssen dem vorliegenden Formular als Anlage beigelegt werden

ein maßstabgerechter Standortplan der bestehenden Lage, unter Angabe der Lage der Gebäude, der Stallungen, der Grundwasserentnahmestellen, der Ableitungsverzweigungen und der Leitungen für die abgeleiteten Abwässer (einschließlich der Regenwässer) unter Anführung der Elemente, die Gegenstand des vorliegenden Antrags sind, auf dem die Parzellengrenzen aufgeführt sind;

II.3. Städtebaugenehmigung, Umweltgenehmigung, Globalgenehmigung, Betriebsgenehmigung.

Waren das Arbeitsprojekt oder die schon durchgeführten Arbeiten Gegenstand einer oder mehrerer der obengenannten Genehmigung(en) ?

JA, dann ist dem vorliegenden Formular eine Abschrift der Genehmigung(en) beizufügen.

NEIN,

Wird oder werden die Genehmigung(en) gerade bearbeitet ?

JA, dann ist dem vorliegenden Formular eine Abschrift des bzw. der eingereichten Antrags bzw. Anträge beizufügen.

Nein, Rechtfertigung des Fehlens der Unterlage(n):

<p>.....</p> <p>.....</p>

¹ Falls es sich um eine Ortslage handelt, bitte genauer angeben. Eine Ortslage nur dann angeben, wenn sie bei Abwesenheit eines Straßennamens für die Ortsbestimmung des Betriebs notwendig ist.

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION - Generaldirektion der Landwirtschaft

2. TEIL — ANGLEICHUNG DER LAGERUNGEN AN DIE
GELTENDEN VORSCHRIFTEN

FELD III — TIERDUNG

FELD III — TIERZUCHTABWÄSSER

III.1. Inventar des Viehbestands

Tierkategorie	Anzahl
Rinder	
Milchkühe	
Mutterkühe	
Schlachtkühe	
Rinder, jünger als 6 Monate	
Färsen: 6 bis 12 Monate	
Jungstiere: 6 bis 12 Monate	
Färsen: 1 bis 2 Jahre	
Jungstiere, älter als 1 Jahr	
Rinder, älter als 2 Jahre	
Gesamtzahl der Rinder	
Schweine	
Zuchtsäue mit Ferkeln von weniger als 4 Wochen	
Zuchtsäue mit Ferkeln von weniger als 10 Wochen	
Eber	
Mastschweine	
Mastschweine auf biologisch kontrollierter Einstreu	
Ferkel: 4 bis 10 Wochen	
Gesamtzahl der Schweine	
Schafe und Ziegen — Pferde	
Schafe und Ziegen jünger als 1 Jahr	
Schafe und Ziegen älter als 1 Jahr	
Pferde	
Gesamtzahl der Schafe, Ziegen und Pferde	
Geflügel und Kaninchen	
Fleischhähnchen (40 Tage)	
Legehennen oder Zuchthennen (343 Tage)	
Legreife Hühner (127 Tage)	
Zuchthähne	
Enten (75 Tage)	
Gänse (150 Tage)	
Puten, Truthähne (85 Tage)	
Perlhühner (79 Tage)	
Wachteln	
Strauße und Emus	
Mutterkaninchen	
Gesamtzahl des Geflügels und der Kaninchen	
Andere (näher beschreiben)	

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION - Generaldirektion der Landwirtschaft

2. TEIL — ANGLEICHUNG DER LAGERUNGEN AN DIE
GELTENDEN VORSCHRIFTEN

FELD III — TIERDUNG

III.2. Berechnung der Lagerkapazität der Infrastrukturen

Die Anlage 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft (B.S. 29-11-02) ist anwendbar.

III.3. Regelung für die Lagerung von Tierdung auf dem Bauernhof

Auszug aus dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft

Mist

Zu keinem Zeitpunkt dürfen mehr als 3 m³ je Quadratmeter Mistplatz gelagert werden.

Ist der gesamte Mistplatz überdacht, kann die erforderliche Lagerfläche um ein Viertel verringert werden, so dass zu keinem Zeitpunkt mehr als 4 m³ je Quadratmeter Mistplatz gelagert werden.

Für die Aufnahme der vom Mistplatz abfließenden Sickersäfte ist ein Aufnahmevermögen von 220 L je m² erforderlich, wenn der Platz nicht vollständig überdacht ist. Dieses Aufnahmevermögen kann auf 150 L/m² verringert werden, wenn in dem Stall die Jauche aufgefangen wird.

Geflügelausscheidungen

Zu keinem Zeitpunkt dürfen mehr als 3 m³ Geflügelausscheidungen je Quadratmeter Lagereinrichtung gelagert werden.

Ist die gesamte Lagereinrichtung überdacht, kann die erforderliche Fläche um ein Viertel verringert werden, so dass zu keinem Zeitpunkt mehr als 4 m³ Geflügelmist je Quadratmeter Lagereinrichtung gelagert werden.

Für die Aufnahme der von der Lagereinrichtung abfließenden Sickersäfte ist ein Aufnahmevermögen von 220 L je m² erforderlich, wenn der Platz nicht vollständig überdacht ist.

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION - Generaldirektion der Landwirtschaft

2. TEIL — ANGLEICHUNG DER LAGERUNGEN AN DIE
GELTENDEN VORSCHRIFTEN

FELD III – TIERDUNG

III.4. Bestehende Lagerungskapazität vor der Angleichung

Kategorie	Lagerungsart und – kapazität			
	Betonierter Platz m ²	Überdachter Mistplatz m ²	Nicht überdachter Mistplatz m ³	Grube, Becken oder Kammer m ³
Mist				
Geflügelabscheidungen				
Jauche				
Gülle				
Braunwasser (*1)				

(*1) nicht überdeckte Durchgangs- oder Warteplätze für Tiere, wenn die Gefahr für Braunwasser besteht.

III.5. Lagerungskapazität für die Angleichung

Kategorie	Lagerungsart- und kapazität			
	Betonierter Platz m ²	Überdachter Mistplatz m ²	Nicht überdachter Mistplatz m ³	Grube, Becken oder Kammer m ³
Mist				
Geflügelabscheidungen				
Jauche				
Gülle				
Braunwasser (*1)				

(*1) nicht überdeckte Durchgangs- oder Warteplätze für Tiere, wenn die Gefahr für Braunwasser besteht.

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION - Generaldirektion der Landwirtschaft

2. TEIL — ANGLEICHUNG DER LAGERUNGEN AN DIE GELTENDEN VORSCHRIFTEN	FELD III — TIERDUNG
---	---------------------

III.6. Ausnahmegenehmigung gemäß der Artikel 12§7, 13§8 und 14§3 des "Nitrat-Erlasses"

Haben Sie eine Ausnahmegenehmigung erhalten :

- NEIN**
- JA**, dann eine Abschrift dieser Ausnahmegenehmigung beifügen.

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION - Generaldirektion der Landwirtschaft**2. TEIL — ANGLEICHUNG DER LAGERUNGEN AN DIE
GELTENDEN VORSCHRIFTEN****Feld IV — Unterbreitung des Projekts****FELD IV — UNTERBREITUNG DES PROJEKTS****IV.1. Technische Vorschriften**

Die technischen Pflichtvorschriften für die Lagerung von Wirtschaftsdünger finden Anwendung.

- IV. 2. Angaben zu den eingesetzten Mitteln, um die Vorschriften der Artikel 8 bis 15 des "Nitrat-Erlasses" einzuhalten, insbesondere hinsichtlich der Dichtigkeit der Infrastrukturen sowie der Einrichtungen, um das unkontrollierte Eindringen von Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern zu verhindern

<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
--

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION - Generaldirektion der Landwirtschaft

2. TEIL — ANGLEICHUNG DER LAGERUNGEN AN DIE
GELTENDEN VORSCHRIFTEN

Feld IV — Unterbreitung des Projekts

IV.3. Gemäß Artikel 13 des M.E., kurze Beschreibung des Projekts oder der durchgeführten Arbeiten, ihrer Elemente, ihrer Nutzflächen- oder -Volumenkapazitäten unter Anführung der benutzten Materialien. Gemäß Artikel 13 des M.E. wird dem vorliegenden Formular ein Plan der durchgeführten oder noch durchzuführenen Arbeiten, samt Aufmaß, Grundrissdarstellung und Schnittansicht beigelegt. (Beispiel : nicht überdachter Mistplatz aus Ortbeton : 150 m², Jauchegrube aus vorgefertigtem Beton : 100 m³, Gülletasche aus Geomembran : 200 m³, Anschlussrohre aus PVC : 50 lm,...)

Bezeichnung	Qualität	Menge
Beispiele : Nicht überdachter Mistplatz Jauchegrube Gülletasche Anschlussrohre	Ortbeton vorgefertigter Beton aus Geomembran aus P.V.C.	150 m ² 100 m ³ 200 m ³ 50 lm

IV.4. Kostenvoranschlag der Arbeiten.

Dem vorliegenden Formular wird ein ausführlicher Kostenvoranschlag beigelegt. (nicht erforderlich, wenn Artikel 13 des M.E. Anwendung findet.)

Der Gesamtbetrag der Arbeiten wird auf :€ ohne MwSt geschätzt.

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION – Generaldirektion der Landwirtschaft

3. TEIL — ANDERE UNTERLAGEN

Durch den Betreiber beigefügte Anlagen

DURCH DEN BETREIBER BEIGEFÜGTE ANLAGEN

Liste der dem vorliegenden Formular beigefügte Anlagen :

Damit die Akte gemäß Artikel 6 des Ministerialerlasses vom 1. April 2004 bezüglich der Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierdung an die geltenden Vorschriften als vollständig gilt, sind die schon erwähnten Anlagen zwingend.

AnlageNr.	Angaben zum Formular			Inhalt
	Teil	Rahmen	Nr	
1	1	II	2	Ein maßstabgerechter Standortplan der bestehenden Lage, unter Angabe der Lage der Gebäude, der Stallungen, der Grundwasserentnahmestellen, der Ableitungsverzweigungen und der Leitungen für die abgeleiteten Abwässer (einschließlich der Regenwässer) unter Anführung der Elemente, die Gegenstand des vorliegenden Antrags sind, auf dem die Parzellengrenzen angeführt sind.
2	1	II	3	Städtebaugenehmigung, Umweltgenehmigung, Globalgenehmigung, Betriebsgenehmigung.
3	2	III	6	Falls erforderlich, die Ausnahmegenehmigung gemäß der Artikel 12§7, 13§8 und 14§3 des "Nitrat-Erlasses"
4	2	IV	3	In Anwendung von Artikel 13 des M.E. die Pläne der durchgeführten oder noch durchzuführenden Arbeiten, samt Aufmaß, Grundrissdarstellung und Schnittansicht
5	2	IV	4	Ausführlicher Kostenvoranschlag (nicht erforderlich, wenn Artikel 13 des M.E. Anwendung findet.)

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 1. April 2004 bezüglich der Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierdung an die geltenden Vorschriften beigefügt zu werden.

Namur, den 1. April 2004.

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

Anlage 2

Technische Pflichtvorschriften für die Lagerung von Wirtschaftsdünger

1. Lagerung von Mist

1.1. Einführung

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft versteht man unter Mist das feste Gemisch aus Einstreu, Urin und tierischen Exkrementen, mit Ausnahme der Geflügelabwässer (S. Abschnitt 4); der Mist kann "trocken" sein, d.h. er weist einen Trockengehalt von mehr als 24 % auf, oder "weich", d.h. er weist einen Trockengehalt von weniger als 15 % auf, da er nur einen geringen Anteil an Einstreu enthält, u.a. wenn er der Boden anhand eines Dungschiebers gereinigt wird. Alle Formen des direkten Ableitens von Mist oder Mistsaft in den Untergrund, in eine öffentliche Kanalisation oder in das Oberflächenwasser sind untersagt.

Zur Lagerung auf dem Felde (in Abwesenheit jeglicher auf dem Feld installierten Lagereinrichtungen) muss der Mist trocken sein.

Die Lagerung von Mist auf dem Bauernhof ist auf einer dichten betonierte Fläche von ausreichenden Ausmaßen durchzuführen, die mit einem Behälter für die Aufnahme und den Rückhalt der Sickersäfte ausgestattet ist, der ein ausreichendes Aufnahmevermögen aufweist, dicht ist und keinen Überlauf besitzt. Die Plätze für die Lagerung von Mist und die Behälter für das Sammeln der Sickersäfte dieser Mistplätze sind so anzulegen, dass ein unkontrolliertes Eindringen von Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern verhindert wird.

1.2. Bau eines Mistplatzes für Trockenmist

a. Wahl des Ortes

Man wird einen Ort vorziehen, wo keine Erdzufuhr bzw. -zuschüttung nötig ist (Abb. 1).

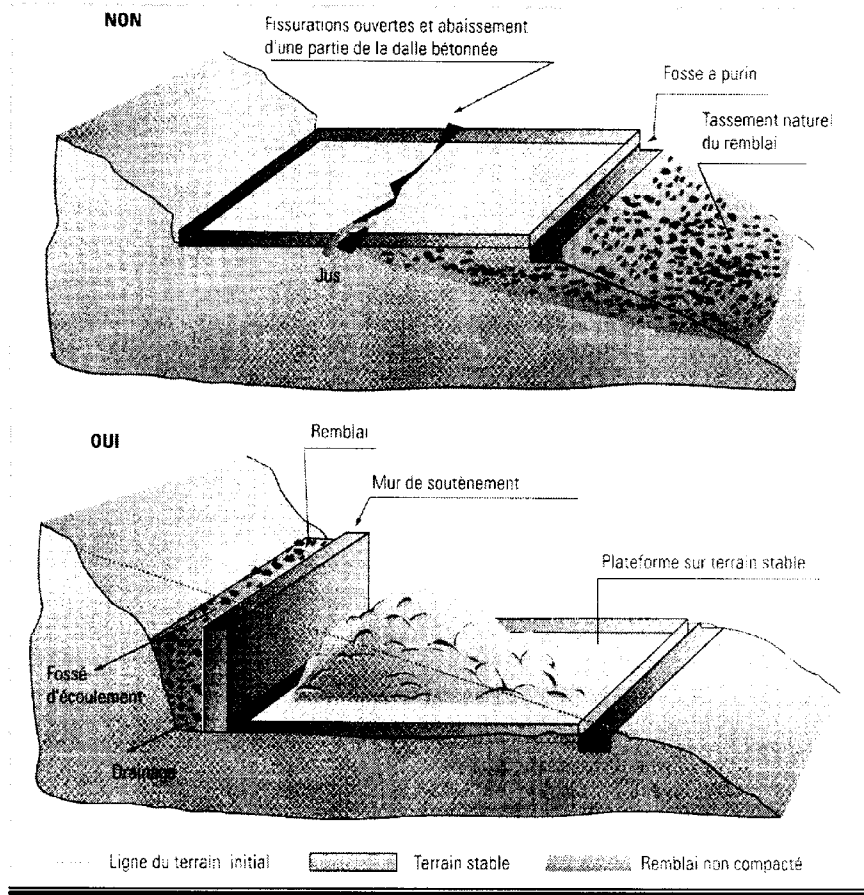


Abbildung 1: Wahl des Ortes für die Aufstellung des Mistplatzes

b. Erdarbeiten

Wenn es sich bei den Erdarbeiten um Aufschüttungen handelt, wird die Erde in verschiedenen Schichten von je höchstens 15 cm aufgeschüttet. Jede Schicht wird anhand einer Vibrationswalze oder mangels deren anhand einer schweren Maschine kompaktiert, bevor die nächste Schicht

Eine schwere Maschine?

Eine mehrere Tonnen schwerer Traktor mit dünnen Reifen, mit einem Luftdruck über 3 bar, auf dem ein schweres Werkzeug befestigt ist

Der Boden wird verdichtet, bis dass er eine zureichende Tragfähigkeit erreicht (die Fahrt der Vibrationswalze oder des Verdichtungsgeräts lässt keine sichtbare Spuren an der Oberfläche zurück).

Wenn der Boden trotzdem noch locker bleibt, wird eine 25 cm starke Schicht Erde entfernt, und durch eine gleich starke Beschotterung

(Unterbau) ersetzt (Korngröße: 40/56); diese Beschotterung ruht auf einem Geotextil (nicht geflochtener Typ, mit einer Dichte von mindestens 130 gr/m²) und wird mit einem Geogitter bedeckt.

Handelt es sich bei den Erdarbeiten um Erdabtragungen, so ist die Tragfähigkeit des Bodens meistens zureichend (außer wenn das Grundwasser bis zur Erdoberfläche reicht). Im Zweifelsfalle wird bei einer auf Bodenversuche spezialisierten Firma eine Tragfähigkeitsprüfung bestellt.

Um jegliche Verschmutzung des Fundaments durch Erde zu vermeiden, wird ein Geotextil des nicht geflochtenen Typs, mit einer Dichte von mindestens 130 gr/m², auf dem Boden der Schalung angebracht. Die Mindestüberlappung von 2 Geotextilbändern beträgt 20 cm.

c. Fundament

Der Unterbau muss aus kiesigen und inerten Materialien bestehen (ohne jegliche organische Stoffe). Er besteht aus:

- ❖ einer (mehr als 20 cm dicken) Schicht Schotter, worüber sich eine (mehr als 10 cm dicke) Schicht Kies (Korngröße 20/32 mm) befindet,

oder

- ❖ einer (mehr als 20 cm dicken) Schicht Kies (Korngröße 40/56 mm).

Der Unterbau wird in Schichten von höchstens 20 cm anhand einer Vibrationswalze oder mangels deren anhand einer schweren Maschine verdichtet.

In Höhe der Ränder des Mistplatzes, wo Fahrzeuge verkehren, und in Höhe der Stellen, wo die Mauern kommen, wird das Fundament über eine Breite von einem Meter um mindestens 10 cm vertieft (Abbildung 2).

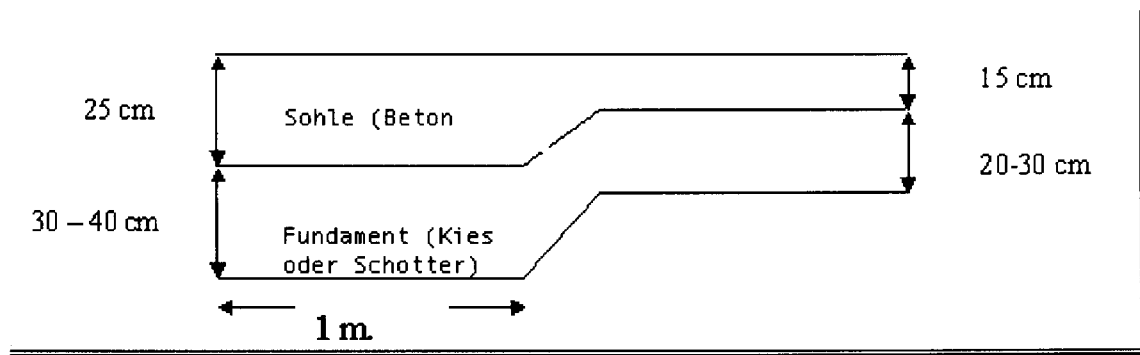


Abbildung 2: Querschnitt des Mistplatzes

Der Unterbau muss eine Neigung von 1% in Richtung des künftigen Auslasses oder der künftigen Auslässe für die Sickersäfte aufweisen.

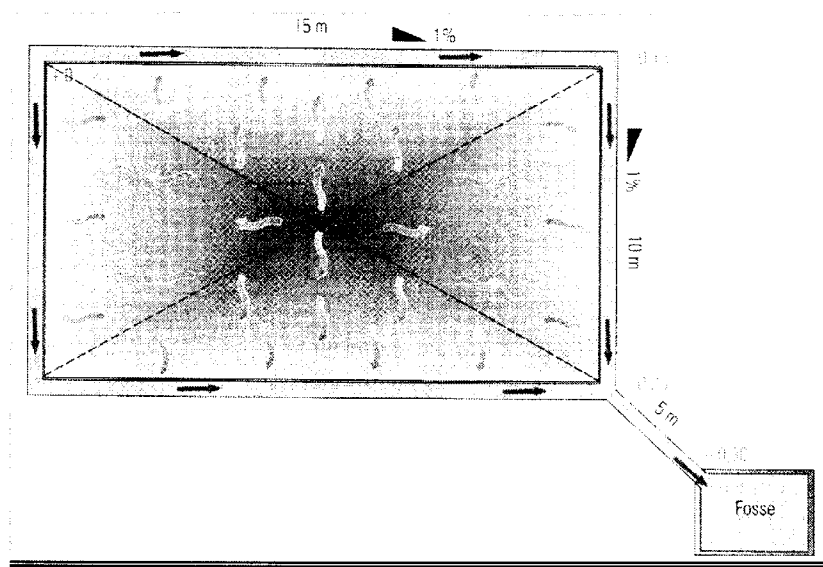


Abbildung 3: Schema der Neigung für einen auf 4 Seiten offenen Mistplatz

Eine nicht perforierte Plastikfolie (Typ: Siloplane), die eine zureichende Elastizität aufweist, wird auf dem Unterbau angebracht, um das Absaugen des Betonwassers durch den Unterbau in Grenzen zu halten. Um die Gefahr einer Durchbohrung dieser Folie durch Steine zu begrenzen, wird dafür gesorgt, dass an der Oberfläche des Unterbaus keine vorspringenden Teile vorkommen. Die Mindestüberlappung von 2 Plastikfolien beträgt 20 cm.

d. Sohle

1. Armierung

Die Bewehrung im Unterteil der Sohle besteht in einem geschweißten Gitter von Eisenstangen mit einem Durchmesser von 8 mm und krenelierten Rippen; das Gitter weist eine Vermaschung von 150 mm x 150 mm auf (Stahl BE500S oder DE500BS). Die Bewehrung wird so platziert, dass sie an jeder Stelle immer mit einer mindestens 4 cm starken Betonschicht umgeben wird.

Die Bewehrung ist sauber, ohne Farbe, Fett, Zement- noch Rostflecken.

In Höhe der Ränder des Mistplatzes, wo Fahrzeuge verkehren könnten, wird ein zweites verschweißtes Gitter (das dem ersten gleich ist) auf dem höheren Teil der Sohle angebracht, wobei an jeder Stelle immer eine mindestens 4 cm starke Betonschicht vorhanden sein muss.

Die Überlappung von 2 Gittern beträgt mindestens 35 cm. Wird ein aufgehendes Mauerwerk hergestellt, so muss hier ebenfalls eine Armierung vorgesehen werden, die die Sohle mit dem Mauerwerk solidarisiert (Abbildung 4).

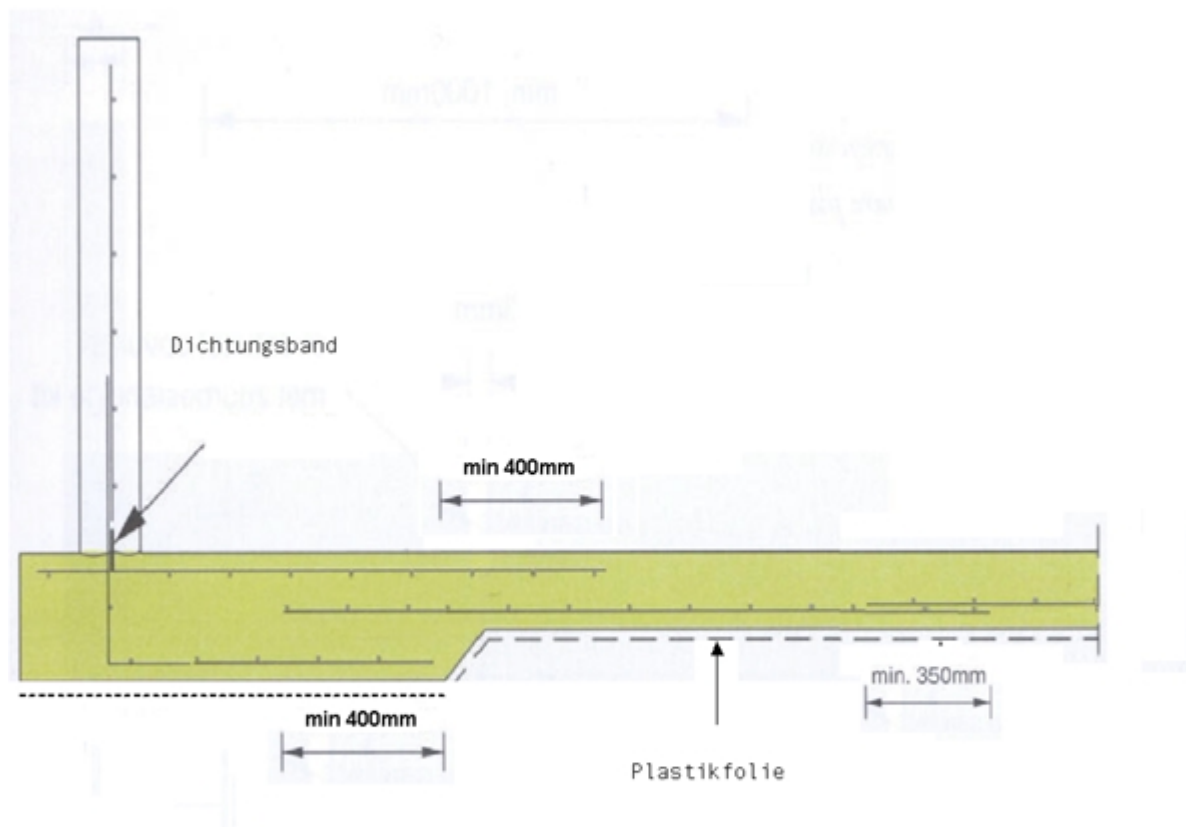


Abbildung 4: Verbindung zwischen Sohle und Wänden

2. Beton

Tierdung greift Beton an. Aus diesem Grund muss der benutzte Zement einen begrenzten Alkali-Gehalt (LA) und eine hohe Widerstandsfähigkeit gegen Sulfat (HSR) aufweisen.

Wird der Beton bei einer Betonzentrale bestellt, hat er die folgenden Merkmale aufzuweisen:

- ❖ Widerstandsklasse: C30/37,
- ❖ Expositionsklasse: 5b,
- ❖ Konsistenzklasse: S2 oder S3 (wenn eine Rüttelbohle benutzt wird) / S3 oder S4 (wenn eine Rüttelflasche benutzt wird),
- ❖ der benutzte Zement ist des Typs HSR LA,
- ❖ die Korngröße des Kieses darf 32 mm nicht übersteigen,
- ❖ er muss die Qualitätsmarke BENOR führen

Der Zement genügt den Normen NBN EN 197-1, NBN B12-108 und NBN B12-109 und hat darüber hinaus die BENOR-Zertifizierung oder eine gleichwertige Zertifizierung.

Die Verwendung des Betons kann mit einem Fließmittel erleichtert werden. Das Fließmittel muss auf der Baustelle in den Fahrmischer geschüttet werden, und zwar gerade bevor der Beton gegossen wird.

Es ist untersagt, auf der Baustelle dem Beton Wasser hinzuzufügen.

Wird der Beton vom Landwirt selber gemacht, so ist pro Kubikmeter Beton mindestens 350 kg Zement zu benutzen.

Das Verhältnis Wasser / Zement darf nie 0,5 überschreiten.

Ein Fließmittel darf hinzugefügt werden.

Wie kann ich selbst meinen Beton machen?

	Zement	Kies / Schotter	Sand	Wasser
Bezeichnung	CEM III/B (HSR, LA) CEM I (HSR, LA)	4/14 oder 7/20	Rheinsand	Versorgungswasser Regenwasser
Menge in Gewicht	50 kg	170 kg	100 kg	25 Liter
Menge in Volumen	1 Volumen	2,5 Volumen	1,5 Volumen	½ Volumen

Die Sohle hat eine Stärke von mindestens 15 cm; diese Stärke erreicht mindestens 25 cm in Höhe der Ränder des Mistplatzes, wo Fahrzeuge verkehren könnten, oder wo ein aufgehendes Mauerwerk gebaut werden könnte (Abb. 2).

Beim Ausschütten des Betons darf die freie Fallhöhe 1 m nicht überschreiten, um eine Entmischung des Granulats zu vermeiden; der Beton darf aus diesem Grund nicht schräg oder auf schräge Wände ausgeschüttet werden (Abb. 5).

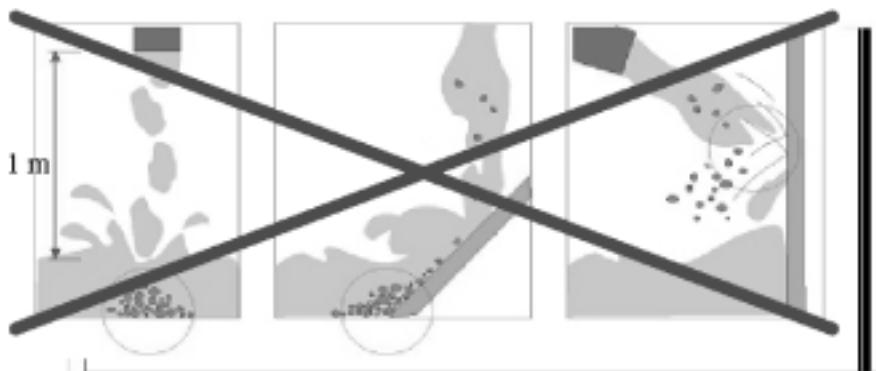


Abbildung 5: Zubereitung des Betons - zu vermeiden!

Es ist untersagt, Beton bei Frost, bei Hitze (Temperaturen über 30°C) oder bei heftigen Niederschlägen zu machen.

3. Vibrieren des Betons

Der gegossene Beton enthält mehr als 15 % Luft, die infolge des Mischens und Schüttens in den Beton gerät; der Beton ist demnach keine völlig kompakte Masse. Darüber hinaus schmiegt er sich nie ganz genau der Schalung an, und umhüllt die Bewehrungselemente nicht völlig. Aus diesem Grund wird der Beton verdichtet (das häufigst angewandte Verfahren ist das Rütteln).

Die Rüttelbohle und die Rüttelflasche sind zwei häufig gebrauchte Mittel zum Verdichten des Betons.

Die Rüttelbohle wird auf der ganzen Oberfläche der Betonplatte betätigt.

Die Rüttelflasche ist rasch in den Beton einzuführen; sie wird während der nötigen Zeit gerade gehalten und anschließend langsam herausgenommen (Abb. 6). Der Abstand der Eintauchstellen der Rüttelflasche ist so zu wählen, dass sich die von der Rüttelbewegung erfassten Betonbereiche teilweise überschneiden. Normalerweise entspricht der Abstand zwischen den Eintauchstellen ca. 10 mal dem Durchmesser des Innenrüttlers (Abb. 7).

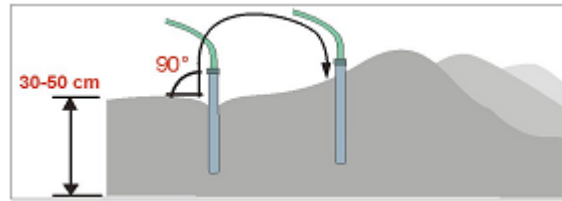


Abbildung 6: Verdichten des Betons - Position der Rüttelflasche

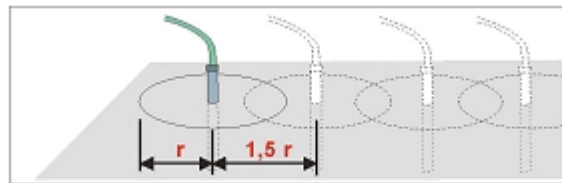


Abbildung 7: Verdichten des Betons - Überschneidung

4. Schutz des Betons

Das Wasser kann aus frisch gegossenem Beton oder während der Härtephase durch Verdunstung entweichen (Flächen an der freien Luft oder gerade entschaltete Flächen).

Ein unzureichender Schutz des Betons gegen Wasserverdunstung wird oft durch das Entstehen von plastischen Schwundrissen festgestellt (Der Betonoberfläche gleicht trocknendem Ton - Bild 1).



Bild 1: Plastischer Schwundriss im Beton

Zur Erhaltung der erforderlichen Feuchtigkeit bei starker Verdunstung wird der Beton mit einer Plastikfolie bedeckt. Mangels deren kann auch sobald wie möglich ein Nachbehandlungsprodukt gespritzt werden, wobei die vom Hersteller empfohlenen Mengen eingehalten werden müssen. Dieser Schutz muss während mindestens 3 Tagen angewandt werden.

Im Falle von verschaltem Beton trägt ein spätes Entfernen der Verschalungen dazu bei, die Feuchtigkeit im Beton zu halten.

Der Mistplatz darf auf keinen Fall früher als 8 Tage nach dem Betonieren in Betrieb gesetzt werden. Optimal sollte die Frist vor der Inbetriebnahme 1 Monat betragen.

5. Fugen

Anhand eines Diamantwerkzeugs werden Schrumpffugen über 1/3 der Plattendicke gesägt. Dort, wo ein Bewehrungsseil gesägt werden kann, wird das Sägen nicht unterbrochen. Das Sägen im gehärteten Beton erfolgt spätestens 1 Tag nach dem Betonieren.

Die so durchgeführten Einschnitte bilden eine schwächere Zone, wo die Risse sich konzentrieren können, was eine erratische Rissbildung vermeidet.

Der Höchstabstand zwischen zwei Schrumpffugen darf 4 Meter nicht überschreiten.

b. Wände aus Gießbeton

1. Armierung

Die Merkmale der Armierung sind dieselben als diejenigen der Sohle. Diese Armierung muss sich in der Mitte der Wanddicke befinden.

2. Beton

Die Merkmale des für die Wände benutzten Betons sind dieselben als diejenigen der Sohle, mit Ausnahme der Zementmenge: diese wird von 350 auf 375 kg/m³ erhöht.

Die Korngröße des Granulats kann jedoch beschränkt sein (20 mm), um die Füllung der Schalungen zu vereinfachen.

Die Stärke der Wände ist 15 cm an der Unterseite und zwischen 10 und 15 cm an der Oberseite wenn die Höhe der Wand 1,5 Meter nicht übertrifft. Wenn die Wandhöhe 1,5 m übertrifft wird deren Stärke um 5 cm erhöht, und wird die Stahlmatte auf dem ganzen Querschnitt der Wände verdoppelt, mit Ausnahme des oberen 1,5 m.

3. Vibrieren des Betons

Die Vorschriften für das Vibrieren des Gußbetons für die Wände sind dieselben als diejenigen für die Sohle. Hier darf nur die Rüttelflasche als Vibrierwerkzeug benutzt werden.

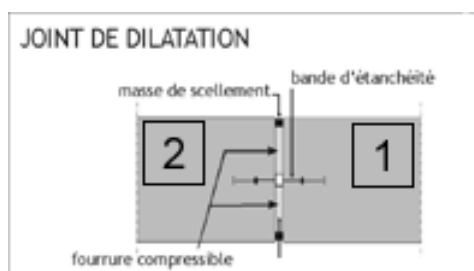
4. Fugen

Wie alle Baustoffe kann der Beton schrumpfen (bei Kälte) oder sich ausdehnen (Wärme). Wird eine solche Bewegung verhindert, ob sie auf thermische oder sonstige (Schwund) Ursachen zurückzuführen ist, erscheinen Spannungen, die ggf. Risse verursachen können. Der Zweck der Dehnungsfugen ist, solche Risse zu vermeiden.

Jede Erhöhung der Temperatur des Betons um 10°C verursacht für jeden Abschnitt von 10 m eine Dehnung um 1 mm.

Dehnungsfugen sind Fugen, die ein Bauwerk in verschiedene unabhängige Abschnitte mit kleineren Abmessungen teilen, um eine freie Dehnung zu erlauben, ohne eine diffuse Rissbildung zu verursachen. Diese Fugen bestehen aus einem 10 bis 20 mm dicken Futter aus einem zusammendrückbaren Material, das auf die Flächen in Höhe der zu trennenden Teile geklebt wird.

Es ist also unbedingt erforderlich, eine Dehnungsfuge (Abb. 8) alle x Meter durchzuführen (x = 10 x die Höhe der Wand).



Joint de dilatation: Dehnungsfuge

masse de scellement: Verfüßmasse

bande d'étanchéité: Dichtungsband

fournure compressible: zusammendrückbares Futter

Abbildung 8: Dehnungsfuge

Bei dem Betonieren der Phase 1 wird in Höhe einer Dichtungsfuge ein flexibles Dichtungsband angebracht. Auf der entschalteten Fläche wird ein zusammendrückbares Futter geklebt. Nach der Betonierung der Phase 2 und nach dem Entfernen der Schalung wird auf beiden Seiten des komprimierbaren Futters eine Verfüßmasse angebracht.

f. Wände aus Schalungssteinen

Eine Konstruktion aus normalen Hohlblocksteinen ist nicht stark genug, um dem Druck des Mists zu widerstehen.

Dementgegen sind Mauern aus Schalungssteinen stark genug, um den seitlichen Drücken zu widerstehen.

Schalungssteine (Abb. 9) sind hohle Betonblöcke, durch die vertikale und horizontale Bewehrungseisen geführt werden können; diese Schalungssteine sind derart profiliert, dass sie ineinander passen (auch ohne Mörtel), um so die Schalung eines vor Ort gegossenen Stahlbetonskeletts zu bilden.

Diese Lösung kann der Landwirt selber durchführen, und ist demnach die billigste.

Die Steine müssen ohne Mörtel gelegt werden, wobei die genauen Niveaus einzuhalten sind. Nach ihrer Fertigung sind die Schalungssteine reprofiliert worden, damit sie ohne Mörtel gelegt werden können.

Die erste Steinreihe wird auf einen Fundamentblock gelegt, gleichzeitig mit den ersten "Warte"-Bügeln (U-Eisen) für die vertikalen Bewehrungen und für diejenigen der Bodenplatte. Die horizontalen Bewehrungen kommen in die Aussparungen, die nach und nach zu diesem Zweck gemacht werden, je nachdem neue Steine gelegt werden. Die Steine von zwei übereinanderliegenden Betten werden jeweils um 1/2 Länge gegeneinander versetzt gelegt. Wenn die gewünschte Bauhöhe erreicht ist, werden die vertikalen Bewehrungen angebracht. Schließlich wird der Mauersockel oder die Bodensole betoniert, und nach dem Festwerden dieses Betons wird Beton in die Mauern gegossen.

Die Benutzung von selbstverdichtendem Beton und/oder die Benutzung der Rüttelfasche werden stark empfohlen, um eine optimale Füllung der Schalungssteine zu erreichen.

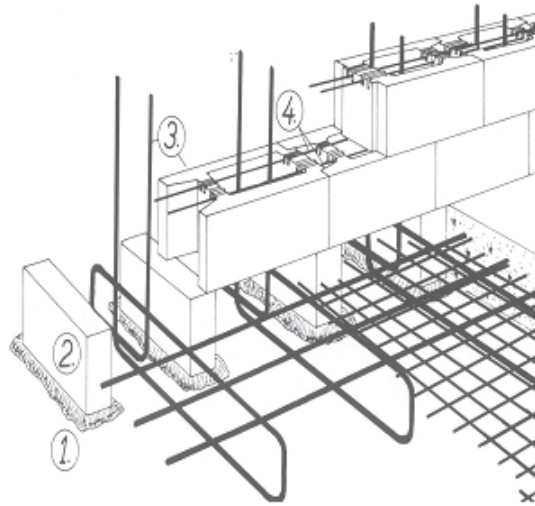


Abbildung 9: Wand aus Schalungssteinen

g. Wände aus vorgefertigten Elementen

Verschiedene Arten von vorgefertigten Bauteilen sind verfügbar. Es wird zwischen zwei Kategorien unterschieden:

- ❖ L-förmige oder umgekehrte T-förmige Elemente (Abb. 10)
- ❖ Elemente in der Form von einzufügenden Platten (Abb. 12)

Werden L-förmige oder umgekehrte T-förmige Elemente verwendet, bildet die Sohle dieser Bauteile die Schalung für die noch zu gießende Stahlbetonplatte.

Diese Stützbauteile ruhen auf einer mindestens 15 cm dicke Schicht stabilisierten Sandes, die mindestens 20 cm breiter als die Sohle der betreffenden Bauteile ist.

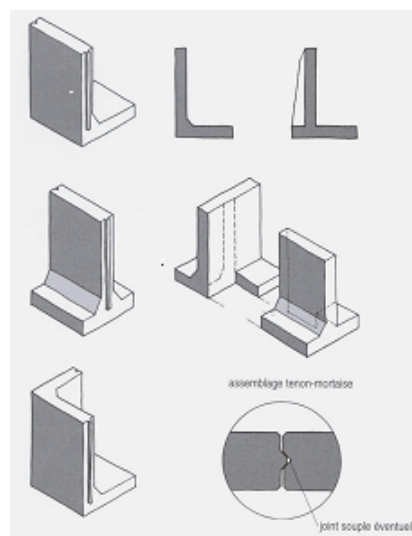


Abbildung 10: Vorgefertigte Elemente

Die L-förmigen Elemente werden auf einem 15 cm starken Fundament aus Magerbeton (150 kg Zement/m³ Beton) gestellt (Abb. 11)

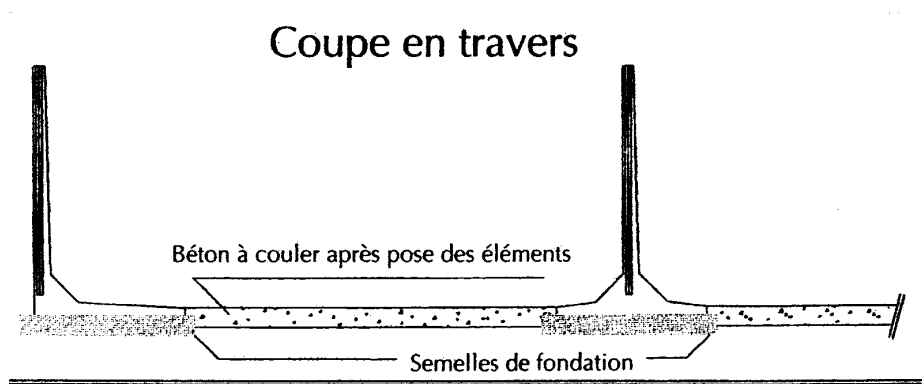


Abbildung 11: Schema für die Aufstellung der L-förmigen oder umgekehrten T-Bauteile

Die flachen Platten weisen in ihrem Unterteil Aussparungen auf, die ihre Verankerung in die Bodensohle des Mistplatzes anhand von Bewehrungsseisen ermöglichen (Abb. 12).

Es gilt, den Boden vorzubereiten, indem ein Graben gemacht wird, dessen Tiefe mindestens 40 cm und dessen Breite mindestens 50 cm beträgt. Betonblöcke ($30 \times 30 \times 30 \text{ cm}^3$) werden aufgestellt, auf welche die vorgefertigten Teile platziert werden. Vor der Betonierung werden die Bauteile anhand von Holzpfählen festgehalten. Eine Bewehrung wird durch die Aussparungen angebracht. Es handelt sich um eine Bewehrung mit einem Durchmesser von 8 mm für die Elemente, deren Nutzhöhe 2,0 m nicht überschreitet, und mit einem Durchmesser von 12 mm für die Elemente, deren Nutzhöhe über 2,0 m liegt. Dann wird die Bodensohle des Mistplatzes mit einsatzfertigem Beton gegossen. Über die ganze Länge der Elemente ragt diese Bodenplatte um eine Breite von 50 cm über die Außenkante des Mistplatzes hinaus.

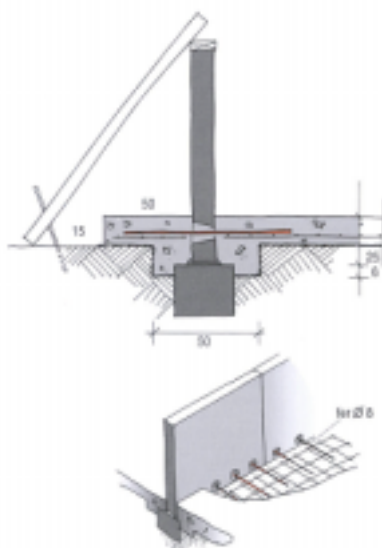


Abbildung 12: Vorgefertigte Wand aus flachen Platten

Wie es für die umgekehrten L- und T-förmigen Elemente der Fall ist, findet der Zusammenbau anhand von Zapfenverbindungen statt. Die Fugen werden mit einem elastischen Stoff gefüllt. Eine Seite ist nach dem Entfernen der Schalung glatt, die andere wird mit dem Reibebrett geglättet.

Zur Information können folgende Abmessungen mitgeteilt werden:

- Nutzhöhe: von 0,80 bis 3,50 m;
- Wandstärke: von 0,14 bis 0,22 m;
- Länge: von 1,50 bis 3,00 m;

h. Bau eines Mistplatzes für Weichmist

Der Weichmist muss durch Wände zurückgehalten werden, während die flüssige Fraktion in eine Lagergrube geleitet wird. Eine häufig benutzte Lösung besteht im Anbringen eines Gitterrostes über einem Teil der Bodensohle, die eine bestimmte Neigung aufweist, damit das Abfließen der flüssigen Fraktion erleichtert wird. Es ist auch möglich, die Lagerfläche mit Lattenwänden zu umgeben (z.B. Wänden aus Holzbalken mit einem Abstand von ca. 5 cm zwischen diesen Balken), so dass die Flüssigkeiten durch diese Wände fließen können. Rund um den Lagerplatz herum wird eine Rinne für die Aufnahme der Säfte angelegt, die auf die zu einer Lagergrube geleitet werden.

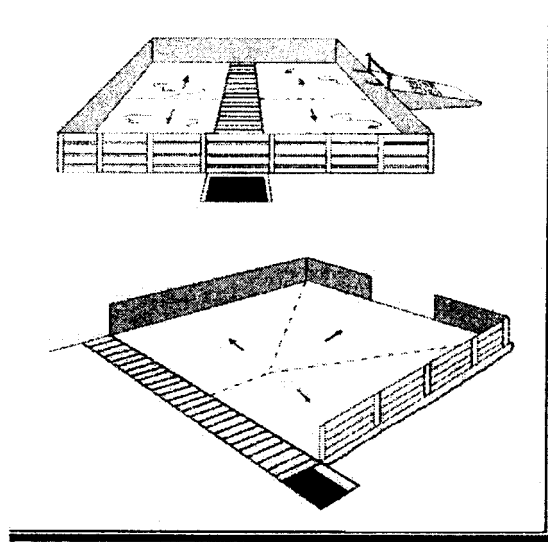


Abbildung 13: Lagerung von Weichmist

Für die Ableitung der Sickersäfte sind noch andere Ableitungen denkbar (während des Transports, ...)

Die Vorschriften für die Erdarbeiten, das Fundament, die Abwasserableitung, die Bodensohle und die Wände eines Lagerplatzes für Weichmist sind mit denjenigen für Trockenmist gleich.

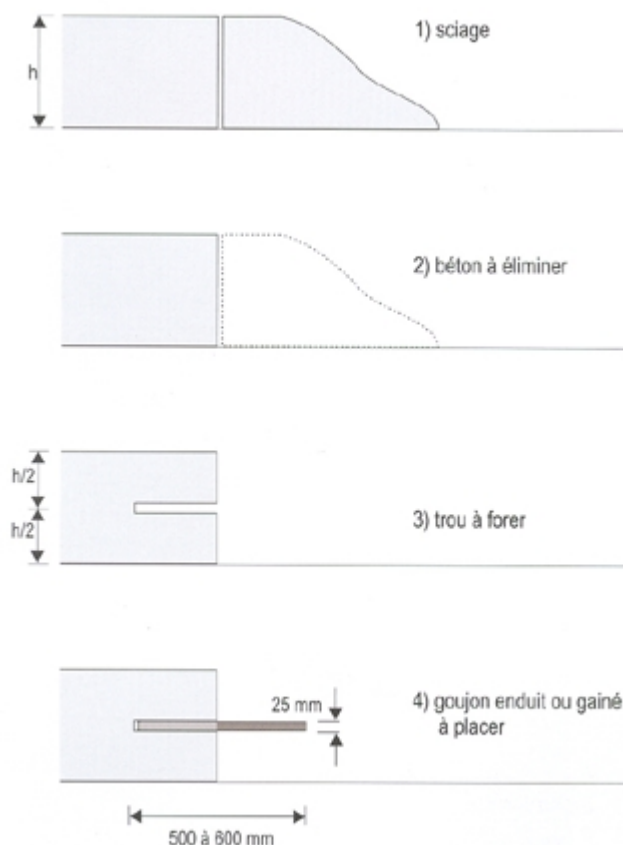
1.3. Erweiterung eines bestehenden Mistplatzes oder in mehreren Abschnitten gegossener Mistplatz

Diese Lösung ist denkbar, wenn

- ❖ es neben dem alten Mistplatz genug freien Platz gibt,
- ❖ diese neuen Flächen die Bewegungen der Fahrzeuge oder Tiere innerhalb des Betriebs nicht verhindern,
- ❖ das alte Bauwerk keine Mauern hat, es sein denn, man hat vor, diese Mauern abzubauen,
- ❖ die Bodenreibungen und -art der neuen Fläche mit der alten Platte vergleichbar sind.

Die Verbindung zwischen beiden Flächen muss mit der größten Sorge hergestellt werden. Die Bewehrung des alten Mistplatzes muss gut erreichbar sein und mit der neuen Armierung verbunden werden. Die Stabilität des gesamten Bauwerks muss somit garantiert sein.

Die Kontinuität zwischen den beiden Bodenplatten muss mit Stiftpbolzen (Durchmesser 25 mm) durchgeführt werden, die alle 75 cm anzubringen sind. Diese werden in die alte Platte durch Bohrung platziert und in die neue Platte einbetoniert (Abb. 14). Die neue Platte muss dieselbe Dicke wie die alte aufweisen. Die beiden Flächen, die gegeneinander kommen, müssen schön gerade sein (ggf. muss ein Teil abgesägt werden).



- 1) Sägen
- 2) zu entfernender Beton
- 3) zu bohrendes Loch
- 4) Stiftpbolzen

Abbildung 14: Verbindung zwischen 2 Platten

Wenn man die Trennung zwischen beiden Platten sieht, muss in die Fuge eine Vergußmasse eingearbeitet werden, um die Dichtigkeit an dieser Stelle zu sichern.

Der Beton muss derselben Art wie der Beton der ersten Platte sein. Die Anweisungen für den Bau eines Mistplatzes sind für die Betonarbeiten auch hier einzuhalten.

2. Lagerung von Gülle und Jauche

2.1. Einführung

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft versteht man unter Gülle ein Gemisch von Kot und Urin in flüssiger oder breiiger Form; die Jauche besteht aus Urin allein, verdünnt oder unverdünnt, der von den Stallungen der Tiere abläuft. Alle Formen des direkten Ableitens von Gülle oder Jauche in den Untergrund, in eine öffentliche Kanalisation oder in das Oberflächenwasser sind untersagt.

Die Gülle und Jauche werden auf dem Bauernhof in Anlagen gelagert, die ein ausreichendes Fassungsvermögen für sechs Monate aufweisen (Siehe Anlagen), die dicht sind und nicht mit einem Überlauf ausgestattet sind. Darüber hinaus sind die Lagereinrichtungen so anzulegen, dass ein unkontrolliertes Eindringen von Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern verhindert wird. Die Dichtigkeit der Lagereinrichtungen für Jauche und Gülle, die nach dem 29. November gebaut worden sind (Datum der Veröffentlichung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft im Belgischen Staatsblatt) muss auf einfache Weise ständig geprüft werden können.

In der Praxis gibt es drei Kategorien Baustoffe für die Lagereinrichtungen für Gülle und Jauche: Beton, Metall und Geomembranen.

Die Lagereinrichtungen können:

- ❖ eingegraben sein (Tiefgruben), wobei sie durch Schwerkraft gefüllt werden,
- ❖ oder teilweise oder gar nicht eingegraben sein.

Tiefgruben

Eingegrabene Behälter haben vertikale Wände und eine horizontale, rechteckige oder runde Bodensohle.

Wenn die Grube eine zylindrische Form hat, und demnach ein "Gewölbe" aufweist, können die Vorteile dieser Konstruktion genutzt werden (höhere Stabilität gegen den seitlichen Druck, der von der aufgeschütteten Erde ausgeübt wird).

Um Probleme bei der Rückgewinnung der gelagerten Abwässer von oben aus zu vermeiden, beträgt die Höchsttiefe einer eingegrabenen Grube 3 m.

Falls sich die eingegrabene Grube unter einem Gebäude oder einem Mistplatz befindet, ist es für eine korrekte Bemessung des Bauwerks unerlässlich, auf einen Architekten oder ein Konstruktionsbüro zurückzugreifen.

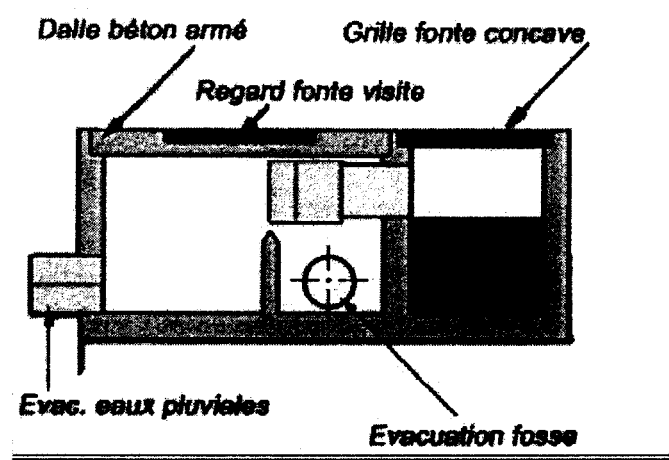
Teilweise eingegrabene Gruben

Sie haben vertikale Wände und eine horizontale Bodensohle wie die eingegrabenen Gruben, oder geneigte Wände mit einem vier- oder rechteckigen Querschnitt und einer horizontalen Bodensohle ("Schiffsmodell").

Hochbehälter

Hochbehälter weisen in den allermeisten Fällen einen runden Querschnitt auf und bestehen aus vorgefertigten Bauteilen. Diese Bauteile müssen durch spezialisierte Firmen montiert werden. Die Bodensohle ist aus Stahlbeton GÜllesäcke bilden eine interessante Alternative.

Die Grube darf nicht mit einem Überlauf ausgerüstet werden. Im Falle von Behältern für die Lagerung von Mistsäften oder Sickersäften aus Geflügelkot sind Regenauslässe (Bypass) erlaubt (Abb. 15).



Dalle béton armé = Stahlbetondecke

Grille fonte concave = konkaves Gussgitter

Regard fonte visite = Gusssehloch

Evac. eaux pluviales = Regenwasserableitung

Evacuation fosse = Ableitung aus der Grube

Abbildung 15: Bypass

Im Falle einer offenen Grube wird eine Sperrhöhe von 40 bis 50 cm vorgesehen, um bei Niederschlägen oder Wind (in größeren Gruben) über eine bestimmte Reserve zu verfügen.

Sicherheit

Offene Tiefgruben oder teilweise eingegrabene Gruben (Freilufthöhe unter 2 m) sind umzäunt. Der Sicherheitszaun muss zureichend hoch sein (mindestens 2 m), damit er nicht beklettert werden kann. Was die Gruben mit vertikalen Wänden betrifft, wird der Zaun an den Wänden selbst befestigt.

Es werden auch Schutzstangen als Absturzsicherung platziert. Jeder mit einer Bedeckungsstruktur, die dem Gewicht von Fahrzeugen nicht widerstehen kann, ausgestattete Behälter muss umzäunt werden, und das Verbot des Verkehrs dieser Fahrzeuge muss deutlich angeschlagen werden.

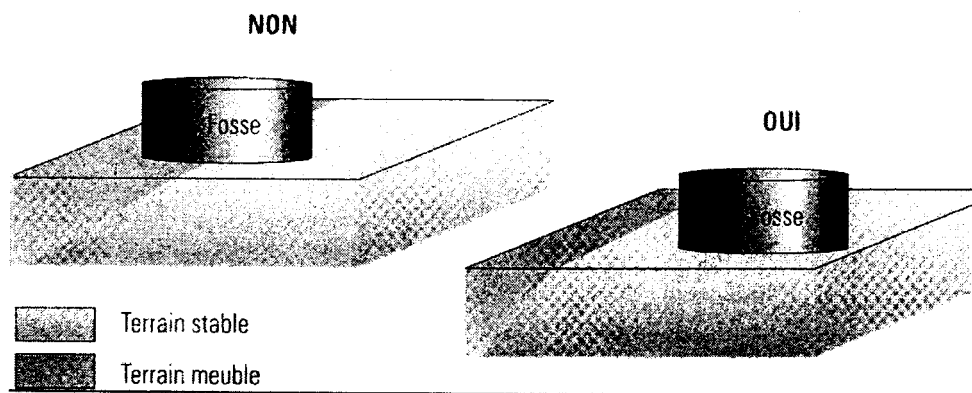
Die Deckel der Zugangslöcher müssen so beschaffen sein, dass sie nicht in den Behälter fallen können (runde Deckel sind demnach vorzuziehen). Diese Deckel müssen so schwer sein, dass sie nicht von Kindern gehoben werden können.

Was die nach dem "Schiffsmodell" konstruierten, teilweise eingegrabenen Gruben betrifft, muss ein stabilisierter Zugangsweg es erlauben, bis zur Stelle zu fahren, wo der Dung zurückgewonnen wird (Abstand vom Rand: 1 m), ohne die Stabilität der Böschungen zu gefährden.

2.2. Bau einer Betongrube

a. Wahl des Ortes

Im Falle eines Hochbehälters wird wenn möglich ein Ort gewählt, der keine Erdaufschüttungen erfordert (Abb. 16).



Fosse = Behälter NON = NEIN OUI = JA

Terrain stable = stabiler Boden

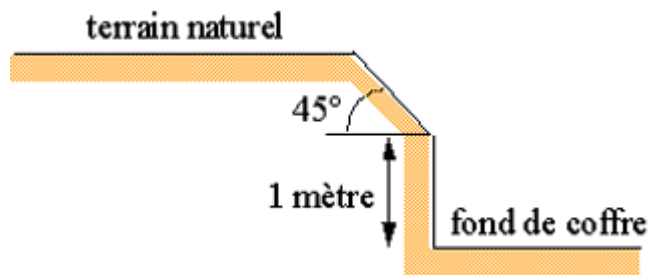
Terrain meuble = lockerer Boden

Abbildung 16: Wahl eines Ortes für die Aufstellung eines Hochbehälters

b. Erdarbeiten

Die Vorschriften bezüglich der Erdarbeiten für eine Grube sind dieselben als diejenigen für einen Mistplatz.

Während der Erdarbeiten darf keine vertikale Erdwand eine Höhe von 1 Meter überschreiten. Wenn die Erdarbeiten eine Tiefe von mehr als 1 Meter aufweisen, muss ab der Höhe von 1 m eine 45°-Böschung (Abb. 17) hergestellt werden.



terrain naturel = natürlicher Boden

fond de coffre = Boden der Schalung

Abbildung 17: Herstellung einer Böschung bei Erdarbeiten

c. Dränierung

Die Entwässerung unter einem Bauwerk dient dazu, jegliche Sättigung des Fundaments mit Wasser (durch Aufsteigen der Grundwasserschicht) zu vermeiden, und eventuelle Dichtigkeitsfehler hervorzuheben.

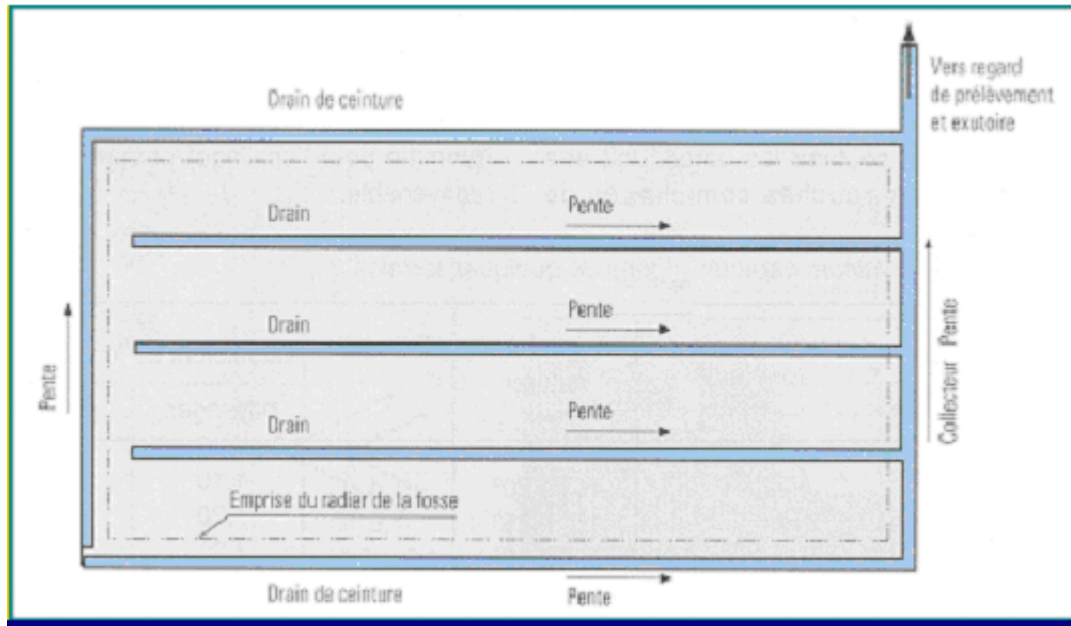
**Gibt es eine Grundwasserschicht unter
meinem künftigen Behälter?**

Um sicherzugehen, dass keine Grundwasserleitschicht vorhanden ist, muss man neben dem künftigen Behälter ein Loch mit einem Bagger oder einfacher mit einem Drehbohrer machen, bis man eine Tiefe von 1 m unter dem Stand der Bodenplatte des künftigen Behälters erreicht. Füllt sich dieses Loch mit Wasser, so ist die Grundwasserleitschicht vorhanden.

Diese Sättigung könnte infolge mehrerer Frost- und Tauepisoden oder eines Aufstiegs der Grundwasserleitschicht bedeutende Bodenbewegungen hervorbringen, die zu einer Rissbildung im Bauwerk führen könnten.

Das Anbringen der Dränierung muss in Übereinstimmung mit den nachstehenden Vorschriften (Abb. 18) erfolgen:

- ❖ Die Bodenneigung beträgt mindestens 1 %
- ❖ Abstand zwischen Sickerrohren = 3 m
- ❖ Bei den Sickerrohren handelt es sich um gewellte Sickerrohre aus PVC
- ❖ Durchmesser der Sickerrohre zwischen 50 und 80 mm.



Drain de ceinture = Ringdränierung

Drain = Sickerrohr

Pente = Gefälle

Emprise du radier de la fosse = Grundfläche der Bodensohle des Behälters

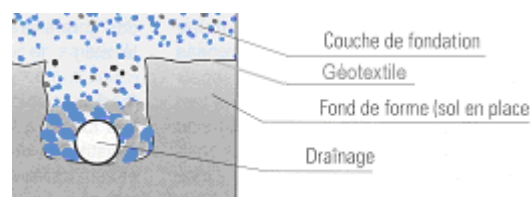
Collecteur = Sammelleitung

Vers regard de prélèvement et exutoire = nach Entnahmeloch und Ableitung

Abbildung 18: Plan der Dränierung unter einer Bodensohle

Reicht das Grundwasser bis zur Erdoberfläche, müssen die Sickerrohre unbedingt in einer Tiefe von 60 cm unter der Bodenfläche gelegt werden.

Die Sickerrohre werden in einen ca. 30 cm breiten Graben gelegt, und mit Kies (Korngröße > 20 mm und < 56 mm) umhüllt (Abb. 19). Die Sickerrohre können in der Länge (Abb. 18) oder aber in der Breite angelegt werden.



couche de fondation = Fundamentschicht

géotextile = Geotextil

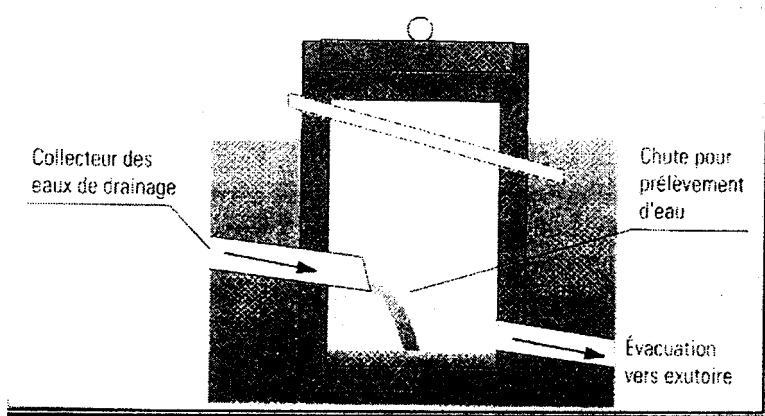
Fond de forme (sol en place) = Bodenplanum (bestehender Boden)

Drainage = Dränierung

Abbildung 19: Durchschnitt des Sickergrabens

Eine periphere Dränierung (Ringdränierung) befindet sich am Fuß der Wand (Außenseite). Das Netz der Sickerrohre endet über eine Sickerwasser-Sammelleitung in einen wasserdichten Kontrollschacht (Abb. 20).

Dieser Kontrollschacht ist derart konstruiert, dass immer eine Wasserhöhe von mindestens 10 cm vorhanden ist.



Collecteur des eaux de drainage = Sickerwassersammelleitung

Chute pour prélèvement d'eau = Fallrohr zur Wasserentnahme

Evacuation vers exécutoire = Ableitung

Abbildung 20: Kontrollschacht

Im Maße des Möglichen sollten keine Fahrzeuge über diesen Kontrollschacht fahren. Sollten trotzdem Fahrzeuge über den Kontrollschacht fahren, dann müssen dessen Mauern mindestens 20 cm stark sein, und die Bodenluke muss eine Belastung von 10 T vertragen können.

Die Sammelleitung muss 10 cm über dem Wasserniveau münden.

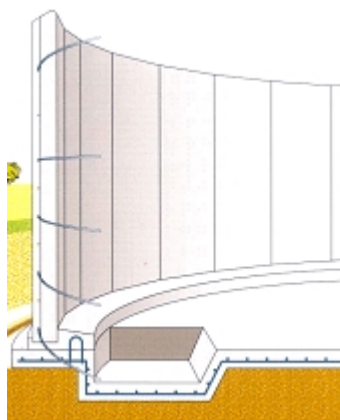
Die Ableitung der Abwässer erfolgt durch Schwerkraft oder durch Pumpen.

Die Wasserabfuhrleitungen müssen tief genug sein, insbesondere dort, wo Fahrzeuge verkehren können (Druckbelastung) (S. Abschnitt 4.2).

d. Fundament

Die Vorschriften bezüglich des Fundaments für eine Grube sind dieselben als diejenigen für einen Mistplatz.

Das Fundament ist so gestaltet, dass eine "Übertiefe" ausgeführt werden kann, die für eine komplette Entleerung der Grube zweckdienlich sein wird (Abb. 21). Die Bodenneigung des Fundaments geht in die Richtung dieser "Übertiefe".

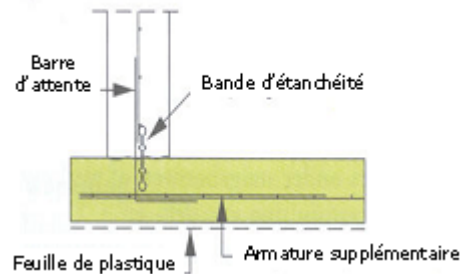
**Abbildung 21: Durchschnitt einer Güllegrube**

e. Sohle

Die Vorschriften bezüglich der Bodensohle für eine Grube sind dieselben als diejenigen für einen Mistplatz.

f. Wände aus Gußbeton

Die Wandstärke beträgt mindestens 30 cm für die Außenwände und mindestens 20 cm für die Innenwände. Zwischen die Bodensohle und die Außenwand wird ein Dichtungsband gelegt (Abb. 22).



Barre d'attente = "Warte"-Eisen

Bande d'étanchéité = Dichtungsband

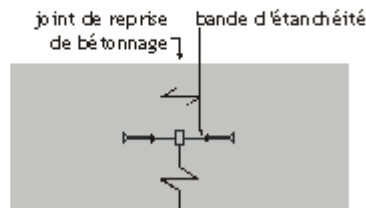
Feuille de plastique = Plastikfolie

Armature supplémentaire = zusätzliche Bewehrung

Abbildung 22: Dichtungsband zwischen Sohle und Wand

Die Länge einer Mauer aus Stahlbeton, die in einem einzigen Zug gegossen wird, ist optimal auf 15 m zu beschränken. Eine Konstruktionsfuge wird dort platziert, wo die Betonierung des nächsten Abschnitts wieder anfängt.

JOINT DE CONSTRUCTION

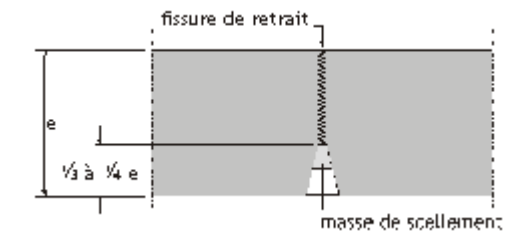


joint de reprise de bétonnage = Fuge für die Wiederaufnahme der Betonierung

bande d'étanchéité = Dichtungsband

Abbildung 23: Konstruktionsfuge

Überschreitet die Länge einer in einem Zug gegossenen Stahlbetonmauer 15 Meter, so ist alle 5 m eine Schrumpffuge durchzuführen (Abb. 24).



fissure de retrait = Schrumpfriss

masse de scellement = Vergußmasse

Abbildung 24: Schrumpffuge

Die Schrumpffuge besteht in einer Schwächung des Betons an einer bestimmten Stelle, damit der Schrumpfriss dort auftritt. Die Schwächung des Betons kann dadurch durchgeführt werden, dass innerhalb der Verschalung im Voraus eine Holzfeder über eine Tiefe von mindestens $1/3$ der Mauerstärke platziert wird.

Die Fugen werden anschließend mit einer Vergußmasse gefüllt, damit sie dicht werden. Wenn man die Fugen nicht vergießen will, kann man ein anderes Verfahren anwenden, das darin besteht, dass man in Höhe der Schrumpffuge ein Dichtungsband wie das der Abbildung 23 einfügt.

Wenn die Länge der Wand 60 Meter überschreitet, wird auch eine Dichtungsfuge (Abb. 8) durchgeführt.

g. Wände aus Schalungssteinen

Die Vorschriften bezüglich der Wände aus Schalungssteinen für Gruben sind dieselben als diejenigen für Mistplätze.

Die Stärke der Schalungssteine wird angepasst, um den horizontalen (Druck der Erde / der Flüssigkeiten) und vertikalen (eventuelle Bedeckung) Spannungen Rechnung zu tragen.

h. Wände aus vorgefertigten Elementen

Die Stützmauern werden auf einer Betonplatte aufgerichtet und werden zwischeneinander anhand von außerhalb der Bauteile angelegten Nachspannkabeln verbunden (Abb. 25). Diese Kabel müssen durch eine im Bereich der Vorspannung spezialisierte Firma eingesetzt werden. Die Armierungen dieser Kabel und die Verankerungen müssen Gegenstand von Rostschutzmaßnahmen sein. Der Zustand dieser Kabel muss regelmäßig geprüft werden können; eine 20-jährige Garantie muss von der Firma, die die Arbeiten durchführt, gewährt werden.

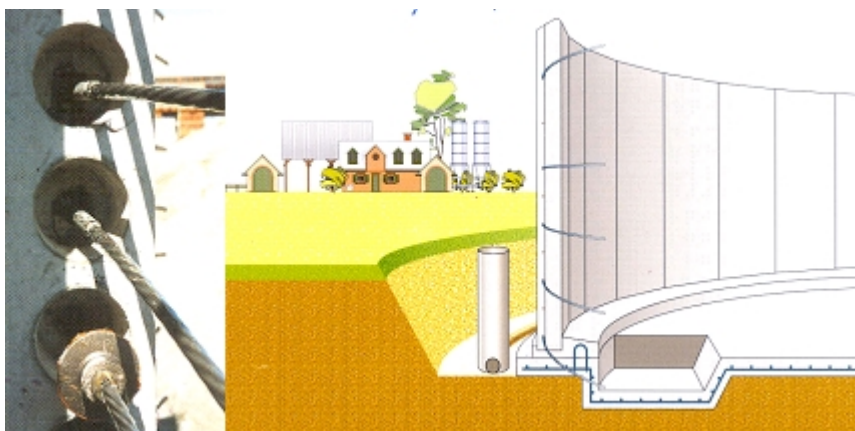


Abbildung 25: Grubenwände aus vorgefertigten Elementen

2.3. Bau einer Betongrube aus Geomembran

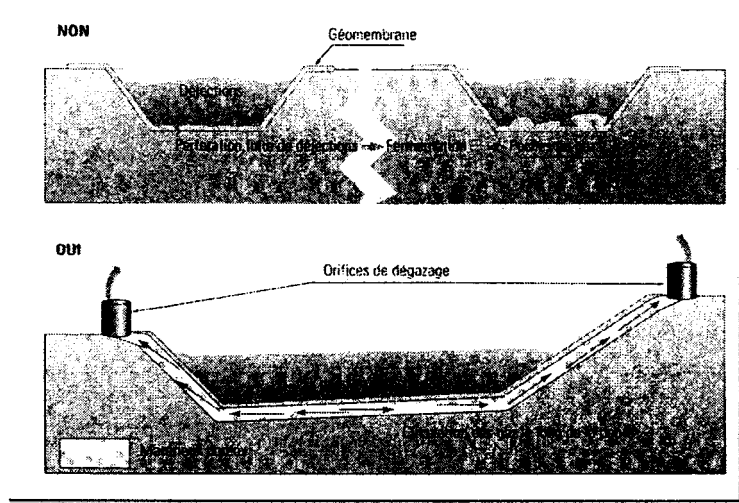
a. Wahl des Ortes

Im Falle eines Lagersystems in Becken, deren Abdichtung durch eine Geomembran gewährleistet wird, muss der Boden, wo das Becken aufgestellt wird, unbedingt:

über eine gute Dränierung verfügen: der Boden des Beckens muss immer oberhalb des Grundwasserspiegels liegen;

frei von organischen Stoffen sein: das Vorhandensein von organischen Stoffen im Becken könnte das Aufsteigen von Gas und demnach eine Verformung der Geomembran verursachen.

Bei Vorhandensein von verschlossenen organischen Stoffen, muss ein spezifisches System ("Schornsteine") für die Ableitung der Gärungsgase geschaffen werden (Abb. 26). Die Mündungen der Gasableitungsrohre sind mit Schutzvorrichtungen ausgerüstet, die dazu dienen, Verstopfungen sowie das Eindringen von Wasser oder kleinen Nagetieren, usw., zu vermeiden.



NON = NEIN

géomembrane = Geomembran

déjections = Ausscheidungen

perforation, fuite de déjections > fermentation > poche de gas = Löcher, Auslaufen von Ausscheidungen > Gärung > Gasblase

OUI = JA

orifices de dégazage = Öffnungen für die Ableitung der Gase

radier en pente = schräge Bodensole

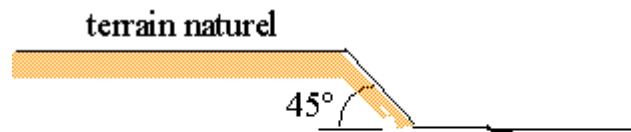
matériaux poreux = poröse Materialien

circulation des gaz le long de la pente = Bewegung der Gase dem Gefälle entlang

Abbildung 26: System zur Verhütung von Gasblasen

b. Erdarbeiten

Während der Erdarbeiten muss dafür gesorgt werden, dass die Böschung der Seitenwände eine Neigung von 45° erreicht (Abb. 27).



terrain naturel = natürlicher Boden

Abbildung 27: Durchführung von Böschungen

c. Dränierung

Die Vorschriften in Sachen Dränierung bezüglich der Anlage eines Lagersystems in Becken, deren Abdichtung durch eine Geomembran gewährleistet wird, sind dieselben als diejenigen für eine Betongrube.

d. Fundament

Der Boden vor Ort bildet das Fundament. Vor dem Anbringen der Geomembran wird ein gegen Perforierungen geeignetes Geotextil angebracht, um jegliche Beschädigung durch scharfe Gegenstände (Steine, ...) zu vermeiden.

e. Wahl der Geomembran

Um schlechtem Wetter, UV-Strahlen und der Aggressivität der verschiedenen Bestandteile der Gülle widerstehen zu können (flüchtige Fettsäuren, Merkaptan, Phenole, ...) ist die Geomembran aus PVC (Polyvinylchlorid), aus PEHD (Polyethylen hoher Dichte) oder aus EPDM (Äthylen-Propylen-Dien-Monomer) und hat eine Dicke von mindestens 0,8 mm. Durch Besprechung der Angelegenheit mit Fachleuten kann die Wahl (des Baustoffs, der Materialstärke, ...) optimiert werden.

f. Anbringen der Geomembran

Damit eine 10-jährige Garantie in Anspruch genommen werden kann, muss die Geomembran von für Rechnung eines Lieferanten handelnden Fachleuten angebracht und befestigt werden. Die Geomembran wird aus einem einzigen Teil bestehen oder vor Ort verschweißt werden.

g. Füll- und Leersystem

Wenn der Boden der Lagereinrichtung mit einem Füll- und Leersystem ausgestattet wird, muss dieses von einem Fachmann installiert werden, der für die gute Abdichtung der Anschlüsse sorgen wird.

h. Besondere Schutzvorrichtungen

Der Zugang zum Lagerbecken wird durch einen Schutzzaun verhindert.

An den Wänden werden Nylon-Leitern angebracht, damit die Säugetiere (insbesondere Nagetiere) aus dem Becken steigen können, ohne die Wände zu beschädigen.

i. Bemessung

Falls auf diese Lagertechnologie zurückgegriffen wird, wird das für eine 6-monatige Lagerung berechnete Volumen (S. Anlagen) um mindestens 10 % erhöht, um ein Überlaufen wegen Wind oder Niederschlägen zu vermeiden.

2.4. Aufstellen eines Metallbehälters

a. Wahl des Ortes

Im Falle eines Hochbehälters wird wenn möglich ein Ort gewählt, der keine Erdaufschüttungen erfordert (Abb. 16).

b. Erdarbeiten

Die Vorschriften bezüglich der Erdarbeiten für eine Metallgrube sind dieselben als diejenigen für einen Mistplatz.

c. Dränierung

Die Vorschriften bezüglich der Dränierung für eine Metallgrube sind dieselben als diejenigen für eine Betongrube.

d. Fundament

Im Falle einer eingegrabenen Metallgrube ruht diese auf einem Sandbett, dessen Mindestdicke 10 cm beträgt.

Im Falle eines Hochbehälters, ruht dieser auf einem Fundament mit einer Deckplatte aus Stahlbeton des Typs C20-25 - Expositionsklasse 2a -, deren Stärke mindestens 15 cm beträgt.

Die Vorschriften bezüglich des Fundaments für eine Metallgrube sind dieselben als diejenigen für einen Mistplatz.

Das Fundament ist so gestaltet, dass eine "Übertiefe" ausgeführt werden kann, die für eine komplette Entleerung der Grube zweckdienlich sein wird (Abb. 21). Die Boden­neigung des Fundaments geht in die Richtung dieser "Übertiefe".

2.5. Anbringen eines sog. Güllebeutels

a. Wahl des Ortes

Der Güllesack wird auf einem flachen Boden angelegt, auf dem es keine vorspringenden oder scharfen Gegenstände gibt, welche die Geomembran beschädigen könnten.

b. Wahl der Geomembran

Um schlechtem Wetter, und der Aggressivität der verschiedenen Bestandteile der Gülle widerstehen zu können (flüchtige Fettsäuren, Merkaptan, Phenole, ...) ist die Geomembran aus PVC (Polyvinylchlorid), aus PEHD (Polyethylen hoher Dichte) oder aus EPDM (Äthylen-Propylen-Dien-Monomer) und hat eine Dicke von mindestens 0,8 mm. Durch Besprechung der Angelegenheit mit Fachleuten kann die Wahl (des Baustoffs, der Materialstärke, ...) optimiert werden.

c. Aufstellung

Der Güllebeutel wird auf einer dichten Plane platziert, damit dessen Dichtigkeit geprüft werden kann.

2.6. Anbringen eines vorgefertigten Tanks

a. Erdarbeiten

Die Vorschriften bezüglich der Erarbeiten für eine Grube sind dieselben als diejenigen für eine Betongrube.

b. Dränierung

Die Vorschriften bezüglich der Dränierung für eine Grube sind dieselben als diejenigen für eine Betongrube.

c. Fundament

Das Fundament besteht aus einer 20 cm dicken Schicht stabilisierten Sandes (100 kg Zement/m³).

d. Aneinanderreihung mehrerer vorgefertigter Tanks

Die Tanks werden miteinander durch PVC-Rohre verbunden. Die Dichtigkeit zwischen dem Rohr und dem Tank wird durch eine biegsame Dichtung gewährleistet, die der Aggressivität der Gülle widerstehen kann.

3. Lagerung der Geflügelausscheidungen

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft gibt es zweierlei Art Geflügelausscheidungen:

Geflügelmist, d.h. Ausscheidungen des Geflügels mit Einstreu (insbesondere Späne oder Stroh) vermischt;

Geflügelkot, d.h. Ausscheidungen des Geflügels in purer Form; sie können feucht, vorgetrocknet oder getrocknet sein.

Alle Formen des direkten Ableitens von Geflügelausscheidungen in den Untergrund, in eine öffentliche Kanalisation oder in das Oberflächenwasser sind untersagt.

Zur Lagerung auf dem Felde (in Abwesenheit jeglicher auf dem Feld installierten Lagereinrichtungen) müssen die Geflügelausscheidungen einen Trockengehalt von mindestens 55 % aufweisen.

Die Lagerung von Geflügelausscheidungen auf dem Bauernhof ist auf einer dichten betonierte Fläche von ausreichenden Ausmaßen durchzuführen (S. Anlagen), die mit einem Behälter für die Aufnahme und den Rückhalt der Sickersäfte ausgestattet ist, der ein ausreichendes Aufnahmevermögen aufweist (S. Anlagen), dicht ist und keinen Überlauf besitzt. Darüber hinaus sind die Lagereinrichtungen so anzulegen, dass ein unkontrolliertes Eindringen von Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern verhindert wird. Die Dichtigkeit der Lagereinrichtungen für Geflügelausscheidungen, die nach dem 29. November gebaut worden sind (Datum der Veröffentlichung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft im Belgischen Staatsblatt) kann auf einfache Weise ständig geprüft werden.

In der Praxis sind die sonstigen technischen Vorschriften für die Durchführung der Lagereinrichtungen für Geflügelausscheidungen dieselben als diejenigen, die im Rahmen der Lagerung von Mist bestimmt sind, mit Ausnahme des feuchten Geflügelkots, der auf einer vollständigen gedeckten Fläche zu lagern ist. In diesem Rahmen beziehe man sich auf Abschnitt 2.

4. Reihenweise angelegte Bauteile für die Ableitung der Sickersäfte

Wenn die Grube vom Mistplatz entfernt ist, werden die Säfte durch Schwerkraft in die Grube abgeleitet, und zwar anhand eines Rinnsteins oder einer unterirdischen Rohrleitung.

4.1. Rinnstein

Die Erdarbeiten und das Fundament sind ähnlich wie diejenigen für die Durchführung der Bodensohle eines Mistplatzes.

Die Rinnsteine werden auf der Stelle gegossen. Die Qualität des Betons ist dieselbe wie die für den Beton der Bodensohle eines Mistplatzes.

Die Neigung des Rinnsteins beträgt mindestens 1 %.

Die Breite des Rinnsteins beträgt 50 cm und dessen Tiefe 3,5 cm, wenn die durch diesen Rinnstein drainierte Fläche weniger als 200 m² beträgt.

Die Breite des Rinnsteins beträgt 100 cm und dessen Tiefe 6 cm, wenn die durch diesen Rinnstein drainierte Fläche weniger als 800 m² beträgt.

4.2. Rohrleitung

Die Rohrleitung ist aus PVC oder Beton. Die Anschlussstellen zwischen zwei Abschnitten sind immer mit Neoprenfugen ausgerüstet.

Wenn kein Landwirtschaftsfahrzeug über die Rohrleitung fahren muss, dann ruht diese auf einer Schicht 20 cm stabilisierten Sandes (100 kg Zement pro m³ Sand); bis zur halben Höhe wird die Leitung mit einer 10 cm dicken Schicht stabilisierten Sandes umhüllt.

Wenn Fahrzeuge über die Leitung fahren, dann wird die Rohrleitung vollständig umhüllt und wird eine 15 cm dicke Schicht Stahlbeton auf der ganzen Fläche des stabilisierten Sandes gegossen.

Die Neigung der Rohrleitung darf nie weniger als 1 % betragen.

Der Durchmesser der Rohrleitung darf nie weniger als 200 mm betragen und hängt von der Neigung der Rohrleitung und der Fläche des Mistplatzes ab.

5. Arbeiten zur Abdichtung von bestehenden Anlagen

Weist eine Anlage wegen eines Risses einen Dichtungsfehler auf, dann kann dieser Riss mit Zementleim und Mikrobeton repariert werden.

Der zu reparierende Bereich muss vorher über eine Dicke von 8 bis 10 cm vertieft werden. Der vorher zu reinigende Bereich wird anschließend mit Zementleim bestrichen (1 Teil Zement + 0,3 Teil Wasser + Fließmittel).

Es wird sofort ein Mikrobeton in den geleerten Riss gegossen (der Zeitabstand zwischen dem Anbringen des Zementleims und des Mikrobetons darf nicht mehr als 5 Minuten betragen).

Die Zusammensetzung des Mikrobetons ist derjenigen, die für den Beton der Bodensohle von Mistplätzen vorgeschlagen wird, gleich, nur dass das Granulat durch Kies oder Schotter 4/7 ersetzt wird.

Es ist wichtig, dass der Mikrobeton nicht zu schnell trocknet. Zur Erhaltung der erforderlichen Feuchtigkeit bei starker Verdunstung wird der Mikrobeton mit einer Plastikfolie bedeckt. Dieser Schutz muss während mindestens 3 Tagen angewandt werden.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 1. April 2004 bezüglich der Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierzucht abwässer an die geltenden Vorschriften als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 1. April 2004.

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

4. TEIL — SONSTIGE UNTERLAGEN

Anlage 3

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION
Generaldirektion der Landwirtschaft
Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft/Direktion der Agrarstrukturen

ANTRAG AUF BEZUSCHUSSUNG: ANGLEICHUNG DER LAGERINFRASTRUKTUREN AN DIE GELTENDEN VORSCHRIFTEN

FIA Nr.: _____ (der Verwaltung vorbehalten)

1. ANTRAGSTELLER (alle)

Name:
 Anschrift:
 Gemeinde:
 Rufnummer:
 Erzeugernummer:
 Geburtsdatum:
 Personenstand:
 Diplom:
 Berufserfahrung: Jahre
 Zusätzliches Einkommen.: (Betrag)
 Datum der Ersteinrichtung:
 Nachfolger: (*) JA – NEIN
 Bankkonto Nummer:

2. BETRIEB

Name:
 Anschrift:
 Gemeinde:
 Provinz:
 Nummer der Erzeugungseinheit:
 Art des Betriebs: (*) Landwirtschaft-Gartenbau
 Fläche:

3. GETÄTIGTE INVESTITIONEN UND BETRAG OHNE MwSt

Art der Investition: Betrag ohne MwSt:

Mit Rechnung(en) belegen

4. LISTE DER BEIGEFÜGTEN UNTERLAGEN (*)

1. Diplom	5. Register der Gesellschaftsanteile
2. Auszug aus der Geburtsurkunde	6. Abnahmebescheinigung der Arbeiten
3. Bescheinigung für BSM	7. Bau- + Betriebsgenehmigung oder Globalgenehmigung
4. Satzungen und ihre Abänderungen	8. Rechnungen

Das Diplom, der Auszug aus der Geburtsurkunde und die Satzungen müssen nicht mehr vorgelegt werden, wenn sie bereits für eine frühere FIA Akte vorgelegt wurden.

(*) Unzutreffendes streichen

5. VERPFLICHTUNG DES ANTRAGSTELLERS

Der Unterzeichnete beantragt gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom..... die Gewährung der Kapitalprämie für die oben angeführten Investitionen.

Der Unterzeichnete erklärt, keine Finanzhilfe welcher Art auch immer für die oben angeführten Investitionen beantragt zu haben oder in Zukunft zu beantragen.

Der Unterzeichnete erklärt sich damit einverstanden, dass die Gewährung der Prämie durch die Führung einer betriebswirtschaftlichen Buchhaltung bedingt wird

Der Unterzeichnete erklärt, über die Allgemein- und Sonderzugangsbestimmungen für die FIA-Beihilfen, die ebenfalls im Rahmen der Gewährung der beantragten Prämie Anwendung finden, in Kenntnis zu sein.

Der Unterzeichnete verpflichtet sich, den Vertretern des Ministeriums der Wallonischen Region auf Anfrage jede Information oder berufliche oder finanzielle Unterlage vorzulegen und ihnen den Zugang zu seinen Anlagen zu gewähren.

Der Unterzeichnete akzeptiert, dass die ihm gewährten Prämien bei Falschaussage oder Nichteinhaltung der Allgemein- oder Sonderzugangsbestimmungen für die Beihilfen des Fonds für landwirtschaftliche Investitionen (FIA) zurückzuerstatten sind.

Der Unterzeichnete erklärt sich bereit, die Direktion der Strukturen der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region über die teilweise oder komplette Einstellung einer Produktionsquote sowie über die bei den öffentlichen Behörden eingereichten Beihilfsanträge bezüglich der freiwilligen Verminderung der Produktion seines Betriebs zu informieren.

Datum:

Richtig und vollständig

Unterschrift:

Das Formular ist an folgende Anschrift zurückzuschicken:

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

Generaldirektion der Landwirtschaft

Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft

Direktion der Agrarstrukturen

Avenue Prince de Liège, 7 (4e étage)

5100 JAMBES

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 1. April 2004 bezüglich der Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierdung an die geltenden Vorschriften beigelegt zu werden.

Namur, den 1. April 2004

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3518

[C — 2004/27103]

**1 APRIL 2004. — Ministerieel besluit
betreffende het in overeenstemming brengen van de opslaginfrastructuren voor dierlijke mest**

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en instelling van een aantal verordeningen;

Gelet op verordening (EG) nr. 2603/1999 van de Commissie van 9 december 1999 tot vaststelling van overgangsbepalingen inzake de in Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad voorziene steun voor plattelandontwikkeling;

Gelet op verordening (EG) Nr. 445/2002 van de Commissie van 26 februari 2002 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL);

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw, laatst gewijzigd bij het besluit van 24 juli 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Waalse regelgeving zo spoedig mogelijk moet worden aangepast opdat de landbouwers hun verplichtingen inzake leefmilieu zouden kunnen vervullen;

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "Bestuur" : het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° "Bestuur Leefmilieu" : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° "Nitraten-besluit" : het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, gewijzigd bij het besluit van 18 september 2003;

4° "landbouwer" : een natuurlijke of rechtspersoon of een verbinding van beide, die een landbouw-, tuinbouw- of teeltbedrijf uitbaat en die activiteit in hoofdberoep of nevenberoep uitoefent. Zijn bedrijfszetel en productie-eenhe(i)d(en) moeten in het Waalse Gewest gelegen zijn. In het tegenovergestelde geval, wat betreft investeringen voor onroerende goederen, kan de situatie van de betrokken onroerende goederen, onverminderd andere bepalingen, recht geven op steun.

5° "dierlijke mest" of "mest" : organische meststof uit de landbouw, namelijk dierlijke uitwerpselen of mengsels, ongeacht de verhoudingen, van dierlijke uitwerpselen en andere samenstellende delen zoals stalstro, zelfs na verwerking. Onder dierlijke mest wordt inzonderheid verstaan :

a) "mest" : een vast mengsel van stalstro, urine en dierlijke uitwerpselen, met uitzondering van aalt van pluimvee;

b) "aalt" : een mengsel van feces en urine, in vloeibare of brijachtige vorm;

c) "gier" : uitsluitend urine, al dan niet verdund, die uit de verblijfplaats van de dieren wegvloeit;

d) "aalt van pluimvee" : pluimveemest en -uitwerpselen;

6° "pluimveemest" : uitwerpselen van pluimvee, gemengd met stalstro (meer bepaald houtkrullen of stro);

7° "pluimveepoep" : zuivere uitwerpselen van pluimvee, die vochtig, vooraf gedroogd of gedroogd kunnen zijn;

8° "mestvaalt" : mestbewaarplaats, met uitzondering van de stallen en de verblijfplaats van de dieren;

9° "mestvocht" : vloeistof uit de landbouwbedrijvigheid, met uitzondering van gier en aalt, die afvloeit uit diens productie- of bewaarplaats; regenwater wordt niet als beschouwd;

10° "hofwater" : water afkomstig uit stenen of cementen vloeren, af en toe bezoedeld door de doorgang van dieren en door de bediening van landbouwvoertuigen, met uitzondering van opslagplaatsen;

11° "bruin water" : water afkomstig uit niet-overdekte oppervlakten voor het verkeer of het wachten van dieren;

12° "wit water" : water afkomstig uit de reiniging van het materieel voor het melken en de melkopslag;

13° "groen water" : water afkomstig uit de reiniging van melkstallen. Het komt voor in plaatsen die de dieren regelmatig bezoeken. Het ressorteert onder het beheer van dierlijke mest;

14° "verkeersplaatsen" : wegen die de dieren nemen als ze zich begeven van een plaats naar een andere zonder wachtperiode;

15° "vertrek- of wachtplaatsen" : wegen die de dieren regelmatig nemen en die ingericht zijn om die op te sluiten;

16° "onvermijdelijk regenwater" : het regenwater dat rechtstreeks valt zonder af te vloeien in of op de niet-overdekte opslaginfrastructuren.

Art. 2. § 1. Overeenkomstig de artikelen 8 tot 15 van het nitraten-besluit en binnen de bij dit besluit vastgestelde grenzen, komen enkel in aanmerking voor de steun, de werken voor het in overeenstemming brengen van de opslaginstallaties voor mestvocht en dierlijke mest afkomstig uit de veestapel die geregistreerd is of die overeenstemt met de huisvestingscapaciteit van de gebouwen op 9 december 2002.

Met name :

- 1° de bouw of de installatie van al dan niet ingegraven opslaginfrastructuren;
- 2° de aanleg van opslagputten en van mestzakken met geomembranen;
- 3° de bouw van niet-overdekte mestvaalten en de opslagwerken voor het daaruit voortvloeiende mestvocht. Met een voorafgaand gunstig technisch advies van het bestuur, zou de bouw van de bedekking ook in aanmerking kunnen worden genomen;
- 4° de aanleg van gepaste systemen voor een constante en gemakkelijke verificatie van de waterdichtheid van de opslagkuipen en -putten;
- 5° de aanleg van lineaire elementen bestemd voor de terugwinning van gier en mestvocht;
- 6° de bouw van vaste meng-, ventilatie- of overdrachtinstallaties voor vloeibare mest;
- 7° de bouw van gebetonnerde opslagplaatsen voor pluimveemest en opslagwerken voor het daaruit voortvloeiende mestvocht. Met een voorafgaand gunstig technisch advies van het bestuur, zou de bedekking ook in aanmerking kunnen worden genomen voor de opslag van natte pluimveeopop;
- 8° niet-overdekte verkeers- of wachtplaatsen voor dieren in geval van risico voor bruin water;
- 9° de werken m.b.t. de verbetering, renovatie en waterdichtheid van bestaande opslaginfrastructuren met het oog op het in overeenstemming brengen daarvan;
- 10° de ontgravings- en aanaardingswerken bestemd voor de integratie van de voor de subsidiëring in aanmerking komende werken, op een straal van 50m daarvan;
- 11° de inrichtingen bestemd om het onvermijdelijke binnensijpelen van regenwater in opslagwerken te voorkomen.

§ 2. Wat betreft het bruine water, komen enkel in aanmerking voor de steun :

- 1° de werken ter verbetering van de opslagcapaciteit of de capaciteit voor de bouw van opslaginfrastructuren voor het bruine water;
- 2° de werken bestemd voor het vervoer van het bruine water naar de opslaginfrastructuren langs geulen of leidingen.

§ 3. Wat betreft het mestvocht voortvloeiend uit opgeslagen plantaardige stoffen, komt enkel in aanmerking voor de steun, met een voorafgaand gunstig technisch advies van het bestuur, de bouw van onafhankelijke tanks voor het beheer van het afvloeiende hemelwater.

§ 4. Wanneer de toestand van het landbouwbedrijf het verantwoordt en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, na voorafgaand akkoord van het bestuur, worden studie- of expertisecosten, beperkt tot maximum 7 % van het in aanmerking komende totaalbedrag, in aanmerking genomen.

Art. 3. Om in aanmerking te worden genomen :

- 1° moeten de werken verricht worden overeenkomstig de voorschriften van de artikelen 8 tot 15 van het nitraten-besluit;
- 2° moeten de infrastructuur waterdicht zijn, een voldoende capaciteit hebben en ingericht worden om het onbeheersbare binnensijpelen van afvloeiend hemelwater of van dakwater te voorkomen;
- 3° moeten de nieuwe opslaginfrastructuren voor aalt, gier of mestvocht uitgerust zijn met een drainagesysteem dat een gemakkelijke en constante verificatie van de waterdichtheid van het gebouw mogelijk maakt;
- 4° mogen de infrastructuur geen ander water ontvangen dan het onvermijdelijke regenwater.

Art. 4. Worden in geen geval in aanmerking genomen :

- 1° inrichtingen om het onbeheersbare binnensijpelen van afvloeiend hemelwater of van dakwater te voorkomen;
- 2° de inrichtingen bestemd voor het beheer, de opvang of de opslag van hof-, dak-, wit en afvloeiend hemelwater;
- 3° de sloop, de opvulling of de ontruiming van vervallen infrastructuur.

Art. 5. Voor elk huisvestingssysteem en diercategorie, wordt de maximale dimensionering van de in aanmerking komende opslagcapaciteit berekend op grond van het product van twee getallen :

1° het eerste, betreffende het aantal dieren, neemt het grootste van volgende aantallen in aanmerking : hetzij het aantal dieren die toegestaan zijn of die kunnen worden gehuisvestigd in de gebouwen op 9 december 2002, hetzij het gemiddelde aantal dieren die in 2002 gehouden zijn en berekend op grond van het SANITEL-bestand of, bij gebrek aan die laatste verwijzing, op grond van elk bewijsstuk m.b.t. de samenstelling van de veestapel;

2° het tweede, betreffende het productievolume van dierlijke mest per diercategorie, staat vermeld in bijlage 1 bij het nitraten-besluit.

De berekening van de in aanmerking komende maximum dimensionering kan worden uitgevoerd op grond van andere normen indien een afwijking wordt verkregen krachtens de artikelen 12, § 7, 13, § 8 en 14, § 3 van het nitraten-besluit.

Indien de opslaginfrastructuur gelegen is onder een roosterstal, wordt in de berekening van het opslagvolume geen rekening gehouden met de eerste 10 centimeters gelegen onder de onderste kant van het rooster.

In afwijking van artikel 4 van dit besluit, wanneer een opslagkuip voor dierlijke mest ook gebruik wordt voor de opslag van bruin water en/of voor specifiek water verbonden met de melkveehouderij, overeenkomstig artikel 14, § 3, van het nitraten-besluit, kan een hogere dimensionering in aanmerking worden genomen op voorwaarde dat die handelingen worden uitgevoerd inzonderheid met inachtneming van de sanitaire normen, van het dierenwelzijn en van het goede landbouwkundige beheer. Het storten van chloorproducten in de mestkuip is streng verboden.

Art. 6. Ongeacht de financieringswijze van de werken, door beroep op het krediet of door eigen fondsen, bestaat de steun in een kapitaalpremie die gelijk is aan maximum 40 % van het bedrag van de in aanmerking komende investering. Die wordt betaald in drie schijven ten bedrage van 50 % voor de eerste en 25 % voor elke van de volgende schijven. De eerste schijf moet worden betaald na ontvangst van de aangifte van schuldvordering die de begunstigde moet terugsturen aan het Bestuur. De volgende twee schijven worden betaald op z'n vroegst 1 en 2 jaar na de betaling van de eerste schijf op grond van de aangifte van schuldvordering die door de begunstigde geadresseerd is aan het bestuur.

Het minimum bedrag van de in aanmerking komende investering wordt vastgesteld op 2.500,00 EUR buiten BTW.

Voor de vaststelling van het bedrag van de in aanmerking komende investering, worden de volgende maximum bedragen buiten BTW in aanmerking genomen :

1° Gebetonneerde vloeren voor de bouw van een mesthof of een oppervlakte voor vee met terugwinning van mestvocht : 30 EUR/m²

2° Als fundering gebruikte vlakke oppervlakten en opslagtankbodems met inbegrip van een stelstel voor waterdichtheidscontrole met buitenste rand van maximum 50cm in verhouding tot de interne kant van het werk : 50 EUR/m²

3° Verticale oprichtingen van muren of scheidingsmuurtjes die de oppervlakten voor mestopslag omringen, met inbegrip van de fundering van het werk, waarbij enkel de buitengrondse oppervlakte in aanmerking wordt genomen : 60 EUR/m²

4° Verticale muren van tanks voor aalt, gier of mestvocht

a) rechte wanden 80 EUR/m²

b) cilindrische wanden 100 EUR/m²

5° Waterdichte dekzeilen bestemd voor de bouw van lagunes, met inbegrip van de stelsels voor waterdichtheidscontrole 30 EUR/m²

Het in aanmerking komende bedrag van de werken voor de verbetering, de renovatie en de waterdichtheid van bestaande opslaginfrastructuren mag niet hoger zijn dan het theoretische bedrag dat gelijkstaat met de inrichting van nieuwe opslaginfrastructuren met een gelijkwaardige capaciteit.

Art. 7. Het erkenningsaanvraagdossier wordt bij aangetekende brief gestuurd aan het Bestuur om de steun te bekomen en bevat het in bijlage 1 gevoegde aanvraagformulier, behoorlijk ingevuld, dat onderstaande elementen bevat :

1° de berekeningswijze van de opslagcapaciteit van de infrastructuur;

2° een beschrijving van de opslagcapaciteiten op het ogenblik van de aanvraag;

3° een beschrijving van de werken;

4° de plannen van de geplande werken met een opmetingsstaat (planmatige overzichten en doorsneden);

5° een vestigingsschets;

6° de vermelding van de gebruikte materialen;

7° een kostenraming;

8° onverminderd de voorschriften van het "Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine", een afschrift van de stedenbouwkundige en/of milieu- en/of unieke en/of exploitatievergunning en/of bestaansverklaringen. Indien die stukken worden behandeld, wordt een afschrift van de ingediende aanvragen bijgevoegd;

9° de eventuele afwijking die toegestaan is krachtens de artikelen 12, § 7, 13, § 8 en 14, § 3 van het nitraten-besluit;

10° een nota met de middelen uitgevoerd om de voorschriften van de artikelen 8 tot 15 van het nitraten-besluit in acht te nemen, en inzonderheid de waterdichtheid van de infrastructuur en de inrichtingen ter voorkoming van het onbeheersbare binnensijpelen van afvloeiend hemelwater of van dakwater.

Het Bestuur stuurt de landbouwer de beslissing over de volledige of onvolledige aard van de erkenningsaanvraag binnen een termijn van dertig dagen vanaf de dag waarop de erkenningsaanvraag wordt ontvangen. Indien deze laatste onvolledig is, wijst het Bestuur de landbouwer op de ontbrekende stukken.

Zonder advies van het Bestuur binnen een termijn van dertig dagen, wordt de erkenningsaanvraag beschouwd als volledig.

Art. 8. De dag waarop de erkenningsaanvraag verklaard of beschouwd wordt als volledig, maakt het Bestuur een afschrift van het dossier over aan het Bestuur Leefmilieu. Dit laatste beschikt over een termijn van 45 dagen te rekenen vanaf de datum van notificatie van genoemd afschrift om kennis te geven van zijn akkoord aan het Bestuur. Na deze termijn, wordt het advies van het Bestuur Leefmilieu beschouwd als gunstig.

Het Bestuur beschikt over een termijn van 75 dagen, te rekenen vanaf de datum van notificatie van de volledige aard van het aanvraagdossier om de erkenning te geven. Het stuk "Verplichte technische voorschriften voor de opslag van boerderijmest", opgenomen in bijlage 2 bij dit besluit, dient als referentie om het werkproject te erkennen. Elke aanvraag die afwijkt van die technische voorschriften moet behoorlijk gemotiveerd, beargumenteerd en verantwoord zijn.

De erkenning wordt bij aangetekende brief gestuurd door het Bestuur aan de landbouwer. De notificatie van de erkenning vermeldt de voorwaarden inzake werken en technische keuring die moeten worden nageleefd tijdens en na de werken.

In geval van niet-erkenning, kan de landbouwer een nieuwe aanvraag indienen.

Art. 9. Wanneer de werken beëindigd zijn, maakt de landbouwer een aangetekende brief aan het Bestuur over waarbij het einde van de werken wordt meegedeeld met het oog op de keuring daarvan.

Binnen een termijn van dertig dagen vanaf de ontvangst van genoemde brief, verifieert het Bestuur of laat verifiëren, in samenwerking met het Bestuur Leefmilieu, of de werken uitgevoerd en conform zijn.

Een proces-verbaal van technische keuring van de werken wordt opgemaakt en gericht aan de landbouwer.

Elke vaststelling van niet-conformiteit van de werken met het aanvaarde project of met de artikelen 8 tot 15 van het nitraten-besluit rechtvaardigt de weigering van technische keuring.

Vanaf de ontvangst van het proces-verbaal van technische keuring of na de termijn van 30 dagen vanaf de datum van ontvangst door het bestuur van de aangetekende brief waarbij het einde van de werken wordt genotificeerd, mogen de installaties worden gebruikt.

Art. 10. De steunaanvraag mag pas worden ingediend na de voltooiing en de ontvangst van voornoemd proces-verbaal. Die aanvraag wordt ingediend bij het Bestuur.

Het dossier bevat :

1° het aanvraagformulier volgens het in bijlage 3 gevoegde model;

2° de erkenning van het werkproject;

3° een afschrift van het proces-verbaal van keuring;

4° een afschrift van de facturen;

5° onverminderd de voorschriften van het "Code wallon de l'aménagement de l'urbanisme et du patrimoine", een afschrift van de stedenbouwkundige of unieke vergunning afgegeven als de dossiers m.b.t. de milieu-, stedenbouwkundige of unieke vergunning nog behandeld werden bij de indiening van het aanvraagdossier.

De beslissing over de toekenning van de steun wordt genotificeerd aan de landbouwer. Een aangifte van schuldvordering wordt gevoegd bij die notificatie.

Art. 11. De toekenning van de steun is verbonden met de naleving van de minimale normen inzake leefmilieu, hygiëne en dierenwelzijn.

Art. 12. De termijnen bedoeld in de artikelen 8 en 9 worden opgeschort van 16 juli tot 15 augustus.

Art. 13. Steunaanvragen mogen worden ingediend voor werken m.b.t. het in overeenstemming brengen van de opslaginfrastructuren voor dierlijke mest waarvan de facturen na 9 september 2002 en voor de inwerkingtreding van dit besluit opgemaakt zijn. In dit geval zijn de artikelen 7 en 8 niet van toepassing en bevat het dossier dat aan het bestuur overgemaakt wordt :

a) een beschrijvingswijze van de opslagcapaciteit van de infrastructuur;

b) een beschrijving van de verrichte werken;

c) een beschrijving van de opslagcapaciteiten vóór de verrichting van de werken waarvoor steun wordt aangevraagd;

d) de plannen van de verrichte werken;

e) een vestigingsschets;

f) de vermelding van de gebruikte materialen;

g) onverminderd de voorschriften van het "Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine", een afschrift van de stedenbouwkundige en/of milieu- en/of unieke en/of exploitatievergunning en/of van de bestaansverklaringen;

h) een nota met de middelen die uitgevoerd zijn om te voldoen aan de voorschriften van de artikelen 8 tot 15 van het nitraten-besluit en inzonderheid de waterdichtheid van de infrastructuur;

i) het proces-verbaal van technische keuring overeenkomstig artikel 9.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 1 april 2004.

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST - Directoraat-generaal Landbouw

Bijlage I.**Erkenningsaanvraagformulier betreffende het in overeenstemming brengen van opslaginfrastructuren voor dierlijke mest**MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWESTDirectoraat-generaal Landbouw

Besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw

Ministerieel besluit van 1 april 2004 betreffende het in overeenstemming brengen van opslaginfrastructuren voor dierlijke mest

ERKENNINGSAANVRAAGFORMULIER
BETREFFENDE HET IN OVEREENSTEMMING
BRENGEN VAN OPSLAGINFRASTRUCTUREN VOOR
DIERLIJKE MEST

Toepassing van artikel 13 van het ministerieel besluit :

Voorliggende aanvraag betreft werken m.b.t. het in overeenstemming brengen van opslaginfrastructuren voor dierlijke mest :

- al uitgevoerd en waarvan de facturen na 09 december 2002 en vooropgemaakt zijn
- uit te voeren, dan is art. 13 van het M.B. niet van toepassing .

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST - Directoraat-generaal Landbouw**DEEL I — ALGEMENE VOORSTELLING****VAK I — AANVRAGER****VAK I — AANVRAGER**

Een van onderstaande beiden vakken invullen .

<input type="checkbox"/>	Natuurlijke persoon
NAAM : Voornaam :	
Geboortedatum : Burgerlijke stand :	
Hoedanigheid, diploma :	
<u>Adres</u>	
Staart : nr. bus	
Postnummer : Gemeente :	
Telefoon : Fax :	
BRW-nr. : Producentnr. :	
Bedrijfsnr : Bankrekeningsnr. :	

<input type="checkbox"/>	Rechtspersoon
Benaming of handelsnaam :	
Rechtsvorm :	
<u>Adres van de maatschappelijke zetel</u>	
Straat : nr. bus	
Postnr. : Gemeente :	
Telefoon : Fax :	
BTWnr. : Producentnr. :	
Bedrijfsnr. : Bankrekeningsnr. :	
<u>Persoon die gemachtigd is om de rechtspersoon de vertegenwoordigen</u>	
NAAM : Voornaam :	
Hoedanigheid : <input type="checkbox"/> Afgevaardigde bestuurder	
<input type="checkbox"/> Directeur	
<input type="checkbox"/> Andere (nader bepalen) :	

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST - Directoraat-generaal Landbouw**DEEL I — ALGEMENE VOORSTELLING****VAK II — BEDRIJFSZETEL****VAK II — BEDRIJFSZETEL****II.1. Adres en verdere gegevens van de vestigingssite van de werken**

<p>Benaming</p> <p>.....</p> <p>Adres</p> <p>Straat ¹ : nr. bus</p> <p>Postnr. : Gemeente, Provincie :</p> <p>Telefoon : Fax :</p> <p>NAAM, Voornaam en hoedanigheid van de contactpersoon :</p> <p>.....</p> <p>Algemene Lambert-coördinaten (indien bekend) : X = meter ; Y = meter</p>

II.2. Beknopte beschrijving

De volgende stukken moeten opgenomen worden bij dit formulier:

een beschrijvend vestigingsplan van de bestaande toestand, opgemaakt op de meest gepaste schaal, dat het volgende vermeldt de vestiging van de gebouwen, de veehouderijgebouwen, de ondergrondse waterwinningen, de lozingscircuits (met inbegrip van regenwater) met vermelding van de elementen die het voorwerp van deze aanvraag uitmaken, en waarop de perceelsgrenzen worden weergegeven ;

II.3. Stedenbouwkundige, milieu-, unieke en bedrijfsvergunning.

Hebben het werkproject of de uitgevoerde werken het voorwerp uitgemaakt van één of meerdere bovenvermelde vergunningen ?

- JA**, dan wordt een kopie van de vergunning(en) gevoegd bij dit formulier.
- NEE** dan,
- wordt(worden) die vergunning(en) behandeld ?
- JA**, dan wordt een kopie van de ingediende aanvra(a)g(en) gevoegd bij dit formulier.
- Nee**, dan, verantwoordingen van de afwezigheid :

<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
--

¹ Indien het gaat om een plaatsnaam, gelieve die te preciseren. Een plaatsnaam enkel vermelden als het relevant is voor de plaatsbepaling van de instelling, bij gebrek aan een straatnaam.

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST - Directoraat-generaal Landbouw
**DEEL 2 — IN OVEREENSTEMMING BRENGEN
VAN OPSLAGINFRASTRUCTUREN**
Vak III — DIERLIJKE MEST
VAK III — DIERLIJKE MEST
III.1. Inventaris van de veestapel

Dierlijke categorie	Aantal
Runderen	
Melkkoeien	
Zoogkoeien	
Reformkoeien	
Runderen van minder dan 6 maanden	
Vaarzen van 6 tot 12 maanden	
Stierkalven van 6 tot 12 maanden	
Vaarzen van 1 tot 2 jaar	
Stierkalven van meer dan 1 jaar	
Runderen van meer dan 2 jaar	
Totaal runderen	
Varkens	
Fokzeugen met biggen van minder dan 4 weken	
Fokzeugen met biggen van minder dan 10 weken	
Beren	
Mestvarkens	
Mestvarkens op biobeheerst strobed	
Biggen van 4 tot 10 weken	
Totaal varkens	
Schaap- en geitachtigen — Paardachtigen	
Schaap- en geitachtigen van minder dan 1 jaar	
Schaap- en geitachtigen van meer dan 1 jaar	
Paardachtigen	
Totaal schaap-, geit- en paardachtigen	
Gevogelte en konijnen	
Slachtkippen (40 dagen)	
Leg- of fokhennen (343 dagen)	
Legrijpe jonge hennen (127 dagen)	
Fokhanen	
Eenden (75 dagen)	
Ganzen (150 dagen)	
Kalkoense hennen, kalkoenen (85 dagen)	
Parelhoenen (79 dagen)	
Kwartels	
Struisvogels en emoës	
Moederkonijnen	
Totaal gevogelte en konijnen	
Andere (nader te bepalen)	

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST - Directoraat-generaal Landbouw**DEEL 2 — IN OVEREENSTEMMING BRENGEN
VAN OPSLAGINFRASTRUCTUREN****Vak III — DIERLIJKE MEST****III.2. Berekening van de opslagcapaciteit van de infrastructuren****Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw (MB 29-11-02) is van toepassing.****III.3. Regel voor de mestopslag op de boerderij**

Uittreksel van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw (MB 29-11-02)

Mest

Op geen enkel ogenblik mag meer dan 3 m3 dierlijke mest per m2 mestvaalt worden opgeslagen.

Indien de mestvaalt volledig overdekt is, kan de nodige opslagoppervlakte met één kwart worden verminderd, zodat er op geen enkel ogenblik meer dan 4 m3 dierlijke mest per m2 mestvaalt worden opgeslagen.

Voor de opvang van mestvocht uit mestvaalten is een capaciteit van 220 liter per m2 mestvaalt vereist als de oppervlakte niet helemaal overdekt is. Bedoelde capaciteit kan verminderd worden tot 150 liter per m2 als er in de stal een terugwinningssysteem voor gier bestaat.

Pluimveemest

Op geen enkel ogenblik mag meer dan 3 m3 aalt van pluimvee per m2 mestvaalt worden opgeslagen.

Indien de opslagplaats volledig overdekt is, kan de nodige opslagoppervlakte met één kwart worden verminderd, zodat er op geen enkel ogenblik meer dan 4 m3 aalt van pluimvee per m2 opslagplaats worden opgeslagen.

Voor de opvang van mestvocht uit opslagplaatsen is een capaciteit van 220 liter per m2 opslagplaats vereist als de oppervlakte niet helemaal overdekt is.

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST - Directoraat-generaal Landbouw
**DEEL 2 — IN OVEREENSTEMMING BRENGEN
VAN OPSLAGINFRASTRUCTUREN**
Vak III — DIERLIJKE MEST
III.4. Opslagcapaciteiten vóór het in overeenstemming brengen

Categorie	Opslagwijze en -capaciteit			
	Gebetonnerde oppervlakte m ²	Overdekte mestvaalt m ²	Niet-overdekte mestvaalt m ³	Kuil, kuip of zak m ³
Mest				
Pluimveemest				
Gier				
Aalt				
Bruin water (*1)				

(*1) niet-overdekte verkeers- of wachtplaatsen voor dieren wanneer er risico bestaat voor bruin water

III.5. Opslagcapaciteiten voor het in overeenstemming brengen

Categorie	Opslagwijze en -capaciteit			
	Gebetonnerde oppervlakte m ²	Overdekte mestvaalt m ²	Niet-overdekte mestvaalt m ³	Kuil, kuip of zak m ³
Mest				
Pluimveemest				
Gier				
Aalt				
Bruin water (*1)				

(*1) niet-overdekte verkeers- of wachtplaatsen voor dieren wanneer er risico bestaat voor bruin water

III.6. Afwijking toegestaan krachtens 12§7, 13§8 en 14§3 van het nitraten-besluit

Hebt u al een afwijking gehad :

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST - Directoraat-generaal Landbouw**DEEL 2 — IN OVEREENSTEMMING BRENGEN
VAN OPSLAGINFRASTRUCTUREN****Vak III — DIERLIJKE MEST**

- NEE**
- JA**, dan een kopie van die afwijking voegen.

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST – Directoraat-generaal Landbouw

DEEL 3 — OVERIGE STUKKEN

Door de exploitant verstrekte bijlagen

DOOR DE EXPLOITANT VERSTREKTE BIJLAGEN

Lijst van bijgevoegde bijlagen :

De al vermelde bijlagen zijn verplicht opdat het dossier beschouwd zou zijn als volledig in de zin van artikel 6 van het ministerieel besluit van 1 april 2004 betreffende het in overeenstemming brengen van opslaginfrastructuren voor dierlijke mest.

Bijlage nr.	Verwijzingen naar het formulier			Voorwerp
	Deel	Vak	Nr.	
1	1	II	2	een beschrijvend vestigingsplan van de bestaande toestand, opgemaakt op de meest gepaste schaal, dat het volgende vermeldt de vestiging van de gebouwen, de veehouderijgebouwen, de ondergrondse waterwinningen, de lozingscircuits (met inbegrip van regenwater) met vermelding van de elementen die het voorwerp van deze aanvraag uitmaken, en waarop de perceelsgrenzen worden weergegeven
2	1	II	3	Afschrift van de stedenbouwkundige, leefmilieu-, unieke of bedrijfsvergunning.
3	2	III	6	In voorkomend geval, een afschrift van de afwijking toegestaan krachtens de artikelen 12§7, 136§8 en 14§3 van het nitraten-besluit.
4	2	IV	3	Plannen van de werken die ontworpen of verricht zijn krachtens artikel 13 van het M.B., met opmetingsstaat, planmatige overzichten en doorsneden
5	2	IV	4	Uitvoerige kostenraming van de werken (niet vereist wanneer artikel 13 van het M.B. van toepassing is)

58732aN.doc

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 1 april 2004 betreffende het in overeenstemming brengen van opslaginfrastructuren voor dierlijke mest.

Namen, 1 april 2004.

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

Bijlage 2**Verplichte technische voorschriften voor de opslag van boerderijmest**

1. Mestopslag

1.1. Inleiding

Op grond van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, verstaat men onder "mest" een vast mengsel van stalstro, urine en dierlijke uitwerpselen, met uitzondering van aalt van pluimvee (zie hoofdst. 4); de mest kan "droog", namelijk gekenmerkt door een gehalte aan droge stoffen dat hoger is dan 24 %, dan wel "zacht" zijn, namelijk gekenmerkt door een gehalte aan droge stoffen dat lager is dan 15 % gezien het lage gehalte aan stalstro, meer bepaald wanneer de mest afkomstig is van een mestschuif. Elke rechtstreekse lozing van meststoffen en mestvocht in de ondergrond, in een openbar riool of in oppervlaktewater is verboden.

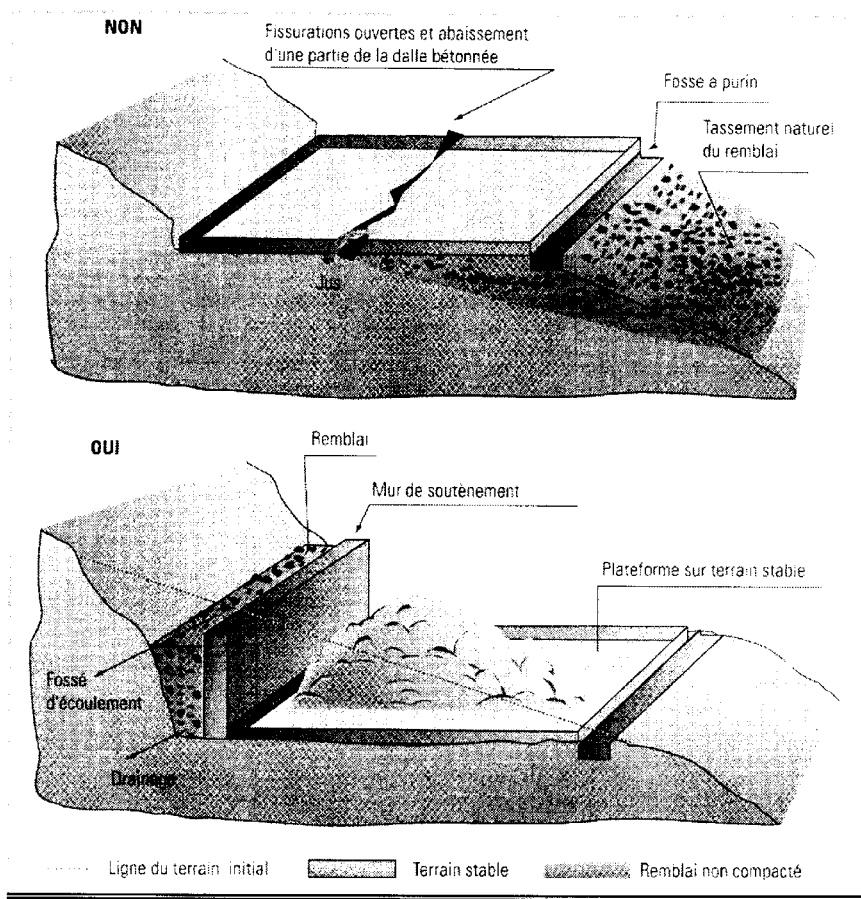
Om in het veld te worden opgeslagen (bij gebrek aan opslaginfrastructuren in het veld), moet de mest droog zijn.

Op de hoeve wordt de dierlijke mest opgeslagen op een waterdichte, van een betonlaag voorziene mestvaalt met een voldoende oppervlakte (zie Bijlagen) en uitgerust met een voldoende, waterdichte opslagtank zonder overlooppijp, bestemd voor het opvangen en het tegenhouden van mestvocht. Bovendien worden de mestvaalten en de tanks voor de opvang van mestvocht uit bedoelde mestvaalten ingericht om het onbeheersbare binnensijpelen van afvloeiend hemelwater of dakwater te voorkomen.

1.2. Bouw van een mestvaalt voor droge mest

a. Plaatskeuze

Wat betreft de plaatskeuze, wordt de voorrang gegeven aan een plaats die geen aanvoer van aarde vereist (Beeld 1).



"NON": NEE

"Fissurations ouvertes et abaissement d'une partie de la dalle bétonnée": open scheuringen en verlaging van een deel van de gebetonneerde plavuís

"Fosse à purin": gierput

"Tassement naturel du remblai": natuurlijke verzakking van de aanaarding

"Jus": mestvocht

"OUI": JA

"Remblai": aanaarding

"Mur de soutènement": steunmuur

"Plateforme sur terrain stable": platform op stabiele grond

"Fossé d'écoulement": afwateringssloot

"Drainage": drainage

"Ligne du terrain initial": Lijn van de oorspronkelijke grond

"Terrain stable": stabiele grond

"Remblai non compacté": niet-gecompacteerde aanaarding

Beeld 1 : plaatskeuze van de mestvaalt

b. Grondwerk

Indien het grondwerk gebeurt d.m.v. grondaanvulling, worden de opeenvolgende aanvullingslagen aangelegd per dikte van maximum 15 cm. Elke laag wordt gecompacteerd d.m.v. een trilwals of, bij gebrek, een zwaar voertuig vóór het aanleggen van de volgende laag.

Het compacteren wordt verricht tot het verkrijgen van een voldoende draagvermogen (de doorgang van het voertuig veroorzaakt geen zichtbaar spoor meer).

Indien de grond toch rul blijft, wordt een laag van 25 cm aarde verwijderd en vervangen door een steenslagverharding (onderfundering) van 25 cm (granulometrie : 40/56) aangelegd op een geotextiel (van het niet-geweven type en met een densiteit van 130 gr/m²) en waarop een georooster wordt gelegd.

« Un engin lourd ? » : Zwaar voertuig ?

« Un tracteur de plusieurs tonnes... » : een tractor van meerdere tonnen uitgerust met nauwe luchtbanden met een spanningsdruk hoger dan 3 en waaraan een zwaar gedragen werktuig wordt gekoppeld

Indien het grondwerk gebeurt d.m.v. grondontgraving, voldoet het draagvermogen van de grond in de meeste gevallen (met uitzondering van een oppervlakkig waterbekken). Bij twijfel, wordt een draagvermogenproef besteld aan een vennootschap die grondproeven uitvoert.

Om elke aantasting door aardachtige en inerte elementen, wordt een geotextiel van het niet-geweven type en met een densiteit minstens gelijk aan 130 gr/m² gelegd op een sleufbodem. De geotextiele bedekking bestaat uit 2 banden van minstens 20 cm.

c. Fundering

De fundering moet bestaan uit steenachtige en inerte elementen (afwezigheid van organische stoffen). Ze is samengesteld uit :

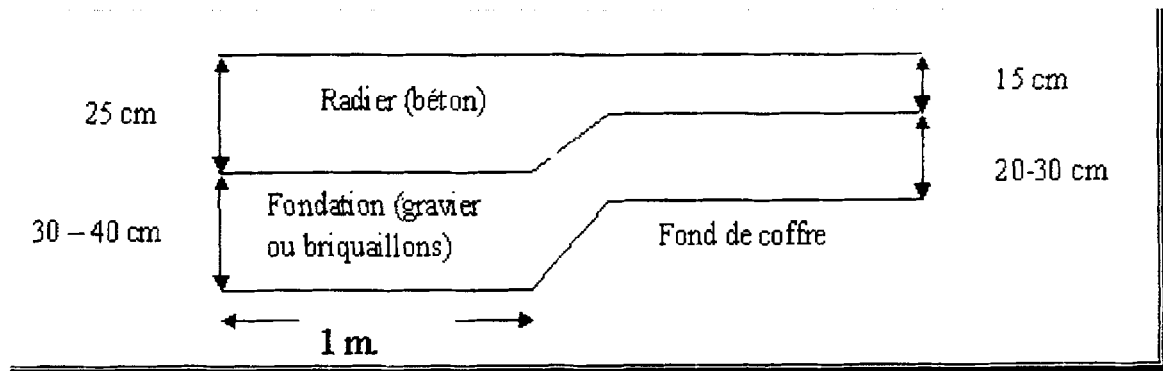
❖ een laag (dikte hoger dan 20 cm) van « puin » waarop een laag (hoger dan 10 cm) van grind (granulometrie 20/32 mm) aangelegd is

of

❖ een laag (dikte hoger dan 20 cm) van grind (granulometrie 40/56 mm).

De fundering wordt gecompacteerd d.m.v. een trilwals of, bij gebrek, een zwaar voertuig per laag van maximum 20cm dikte.

Op het niveau van de randen van de mestvaalt, onderworpen aan het voertuigenverkeer, en van de muurplaatsen, wordt de fundering uitgediept met minstens 10 cm op een breedte van één meter (Beeld 2).



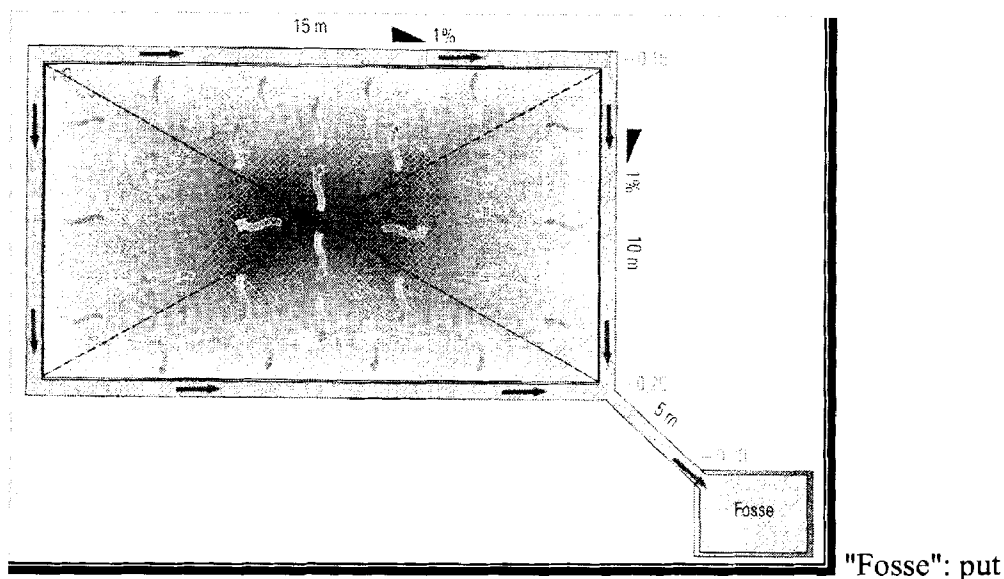
"Radier (béton)": vloer (beton)

"Fondation (gravier ou briquillons)": fundering (grind of puin)

"Fond de coffre": sleufbodem

Beeld 2 : doorsnede van de mestvaalt

De fundering wordt vlakgemaakt om een helling van 1 % te vormen naar de toekomstige afvoerslo(o)t(en) voor het mestvocht (Beeld 3).

**Beeld 3 : hellingsschema voor een mestvaalt open op vier kanten**

Een niet-geperforeerd plastic blad (type gronddekzeil) dat een voldoende elasticiteit vertoont, wordt aangelegd op de fundering om de zuiging van het water van het beton te beperken. Om het risico voor perforatie van dit blad door kiezels te beperken, wordt geen vooruitspringend element aan de oppervlakte gelaten. De bedekking gebeurt d.m.v. 2 plastic bladen van minstens 20 cm.

d. Vloer

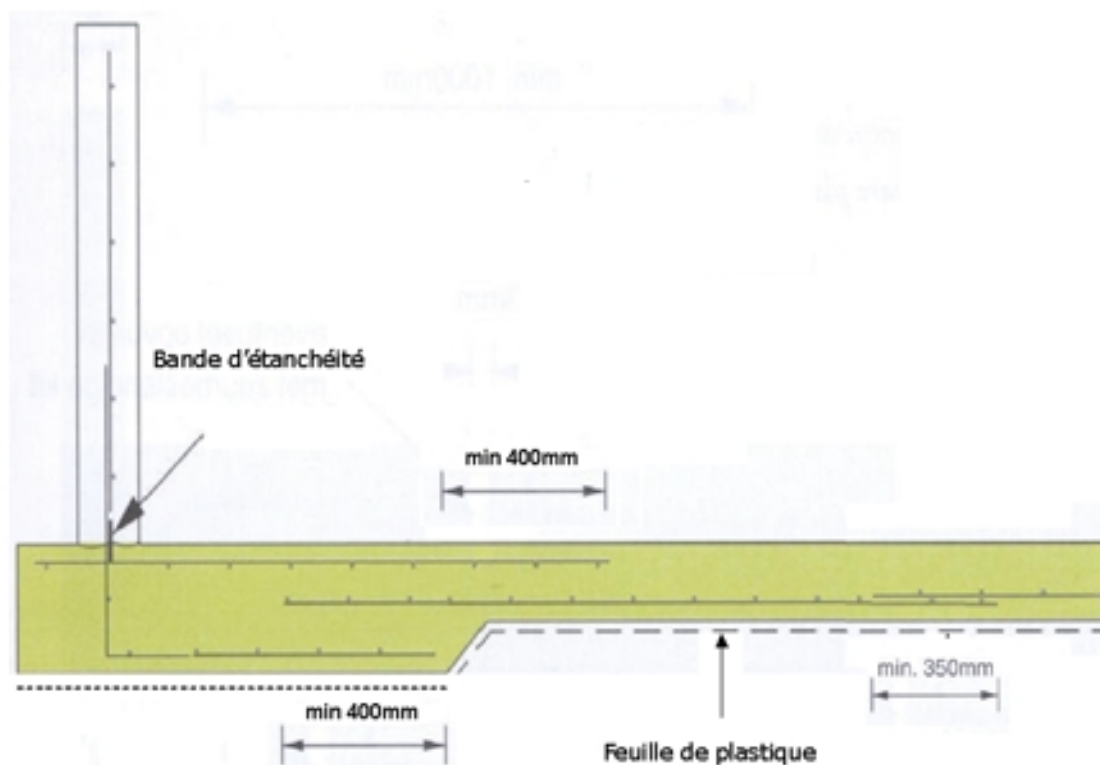
1. Wapening

Het betonvlechtwerk, gelegen in het onderste deel van de vloer, bestaat uit een geribd gelast wapeningsnet van 8 mm diameter met een maaswijdte van 150 mm x 150 mm van stalen (BE500S of DE500BS). Het wordt gelegd om altijd bekleed te zijn met een betonlaag van minstens 4 cm dikte.

Het betonvlechtwerk is schoon, zonder verf, noch vet, noch cementvlek, noch roestplaat.

Op het niveau van de randen onderworpen aan het voertuigenverkeer, wordt een tweede gelast wapeningsnet (identiek met het eerste) gelegd op het bovenste deel van de vloer met een bekleding van ten minste 4cm beton.

De bekleding gebeurt d.m.v. 2 wapeningsnetten van minstens 35 cm. Indien wanden worden gelegd, is een betonvlechtwerk ook voorzien om de vloer vast te maken aan die wanden (Beeld 4).



"Bande d'étanchéité": voegstrip

"Feuille de plastique": plastic blad

Beeld 4 : verbinding vloer - wanden

2. Beton

Boerderijmest tast het beton aan. Als gevolg moet het gebruikte cement een beperkt alkalisgehalte en een hoger weerstand tegen sulfaat vertonen.

Indien het beton besteld wordt in een betoncentrale, moet het volgende kenmerken vertonen :

- ❖ sterkteklasse : C30/37,
- ❖ blootstellingsklasse : 5b,
- ❖ consistentieklasse : S2 of S3 (indien beroep op de trilbalk) / S3 of S4 (indien beroep op de trilnaald),
- ❖ het gebruikte cement is van het type HSR LA,
- ❖ de granulometrie van het grind is niet hoger dan 32 mm,
- ❖ het beton draagt het kwaliteitsmerk BENOR

Het cement is conform met de normen NBN EN 197-1, NBN B12-108 en NBN B12-109 en is bovendien BENOR of gelijkwaardig gecertificeerd.

Om de werken te vergemakkelijken, kan gebruik worden gemaakt van een superplastificeerder. Dit moet gebeuren op het bouwterrein in de betonmixer vlak vóór het betonstorten.

Het is verboden water toe te voegen aan het beton op het bouwterrein.

Indien het beton vervaardigd wordt door de landbouwer, bevat het minstens 350 kg cement per m³ beton.

De verhouding water / cement is nooit hoger dan 0,5.

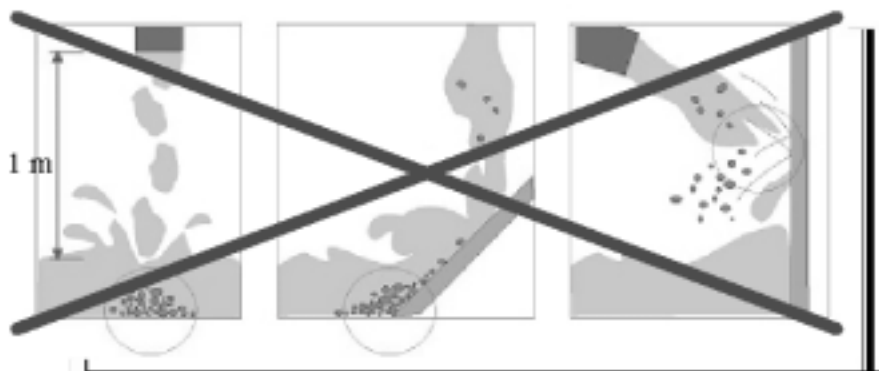
Om de werken te vergemakkelijken, kan gebruik worden gemaakt van een superplastificeerder.

Wat moet ik doen als ik mijn beton zelf vervaardig ?

	Cement	Grind/steenslag	Zand	Water
Benaming	CEM III/B (HSR, LA) CEM I (HSR, LA)	4/14 ou 7/20	rijnzand	distributiewater regenwater
Hoeveelheid in gewicht	50 kg	170 kg	100 kg	25 liter
Hoeveelheid in volume	1 volume	2,5 volumen	1,5 volume	½ volume

De vloer heeft een dikte van ten minste 15 cm en op het niveau van de randen onderworpen aan het voertuigenverkeer of bestemd om een verticale wand te ontvangen, van minstens 25 cm (Beeld 2).

Bij het betonstorten, om een ontmenging van de toeslagmaterialen te voorkomen, wordt geen vrije val hoger dan 1 m, val op schuine wanden of schuine storting toegestaan (Beeld 5).



Beeld 5 : vervaardiging van het beton – wat U niet kan doen !

Het betonstorten is verboden bij vorst, zware hitte (hoger dan 30°C) of overvloedige neerslag.

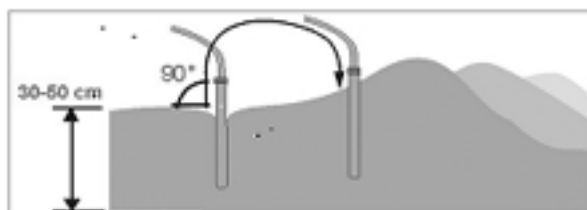
3. Trilling van het beton

Gestort beton bevat meer dan 15 % lucht ingesloten door de menging en het storten; het is dus niet dicht. Bovendien volgt het niet alle details van de vloer en omhult niet volledig de wapeningen. Daarom worden verdichtingsmiddelen gebruikt (het meest gangbare is de trilling).

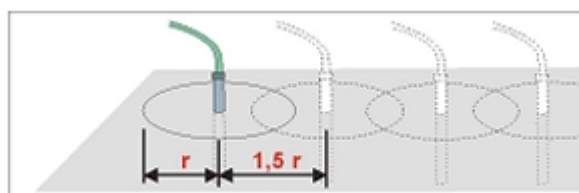
De vibrerende balk en de vibrerende naald zijn twee verdichtingsmiddelen door trilling.

De vibrerende balk wordt aangedreven aan de oppervlakte van de hele plaat.

De naald wordt langzaam ingetrild, wordt recht gehouden zo lang als noodzakelijk en wordt daarna langzaam weggenomen (Beeld 6). De tussenruimte tussen twee insteekpunten van de naald wordt gekozen volgens het verdichtingsbereik ($r = \pm 10$ keer de naalddiameter) zonder dat de tussenruimten elkaar overlappen (Beeld 7).



Beeld 6 : Betonverdichting – ligging van de naald



Beeld 7 : Betonverdichting - overlapping

4. Betonbescherming

Het water kan het pas gestorte of hard wordende beton verlaten door verdamping op de oppervlakten in de open lucht of pas ontkist.

Een onvoldoende bescherming van het beton tegen waterverdamping wordt vaak opgespoord door het optreden van plastic krimp scheuren (de betonoppervlakte lijkt op uitdrogende klei – foto 1)

Foto 1 : Plastic krimp scheur in het beton

Om het vocht te handhaven, in geval van sterke verdamping, wordt het beton bedekt met een plastic dekzeil of, bij gebrek, wordt een curing compound zo spoedig mogelijk verstuift volgens de door de fabrikant voorgeschreven hoeveelheden. Die bescherming wordt tijdens minstens drie dagen uitgevoerd.

In geval van bekist beton, wordt het vocht gehandhaafd in het beton door het vasthouden van de bekistingen.

In geen geval mag de mestvaalt in dienst worden gesteld voor een minimum termijn van acht dagen na het betonstorten. Idealiter is de termijn voor de indienststelling gelijk aan één maand.

5. Voegen

Krimpvoegen worden ingezaagd met een diamant op 1/3 van de dikte van de plaat. Het inzagen wordt niet onderbroken in de zones waar een wapening kan worden ingezaagd. Het zagen in verhard beton gebeurt uiterlijk 1 dag na het betonstorten.

De voegsneden vormen plaatselijk zwakkere zones waar de scheuren zich concentreren, wat een onregelmatige scheurvorming vermijdt.

De maximale tussenruimte tussen twee krimpvoegen is niet hoger dan 4 meter.

e. Wanden van gestort beton

1. Wapening

De kenmerken van het uit te voeren betonvlechtwerk zijn gelijkwaardig aan die voorgesteld voor de vloerwapeningen. Die wapeningen worden aangelegd op halve dikte van de wand.

2. Beton

De kenmerken van het te storten beton zijn gelijkwaardig aan die vastgesteld voor het vloerbeton met uitzondering van de cementhoeveelheid: die wordt gebracht van 350 op 375 kg/m³.

De grootte van de aggregaten kan echter worden beperkt (20 mm) om het opvullen van de bekistingen te vergemakkelijken.

De dikte van de wanden bedraagt 15 cm aan de basis en is begrepen tussen 10 en 15 cm aan de top van de wand indien deze hoger is dan 1,5 meter. Indien de hoogte van de wand hoger is dan 1,5 m, wordt de dikte daarvan verhoogd met 5 cm en wordt het wapeningsnet verdubbeld op het hele wandvlak met uitzondering van de bovenste 1,5 m.

3. Trilling van het beton

De voorschriften betreffende de trilling van het beton voor de wanden van gestort beton zijn gelijkwaardig aan die welke vastgesteld zijn voor de vloer. Enkel de vibrerende naald wordt gebruikt als trillingsmiddel.

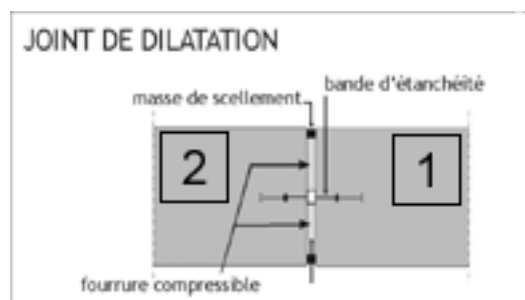
4. Voegen

Zoals alle materialen, is het beton onderhevig aan stuijk (kou) en thermische uitzetting (warmte). Elke verhinderde beweging, van thermische of andere (krimpen) oorsprong, veroorzaakt spanningen en dus eventuele scheurvormingen. Uitzetvoegen hebben als doel die te voorkomen.

Voor elke verhoging van de betontemperatuur hoger dan 10°C, zet het beton uit van 1mm op 10m.

Uitzetvoegen verdelen een kunstwerk in meerdere onafhankelijke delen met beperkte afmetingen om hun uitzetting mogelijk te maken zonder diffuse scheurvorming. Ze zijn samengesteld uit een voegstrook van samendrukbaar materiaal van 10 tot 20 mm dikte, geplakt op de vlakken tegenover de te verdelen delen.

Het is dus noodzakelijk een uitzetvoeg uit te voeren (Beeld 8) om de x meter ($x = 10$ keer de hoogte van de wand).



joint de dilatation : uitzetvoeg

bande d'étanchéité : voegstrip

masse de scellement : voegvulmassa

fourrure compressible : samendrukbare strook

Beeld 8 : uitzetvoeg

Bij het betonstorten van fase 1, ter hoogte van een uitzetvoeg, wordt een soepele voegstrip aangelegd. Een samendrukbare strook wordt geplakt op het ontkiste vlak. Na het betonstorten van fase 2 en de ontlasting, wordt een voegvulmassa geplaatst aan beide kanten van de samendrukbare strook.

f. Wanden in bekistingsblokken

Een gewoon gebouw in bindstenen biedt geen voldoende weerstand tegen de mestdruk.

De muren in bekistingsblokken die bestand zijn tegen zijdrukken zijn aangepast.

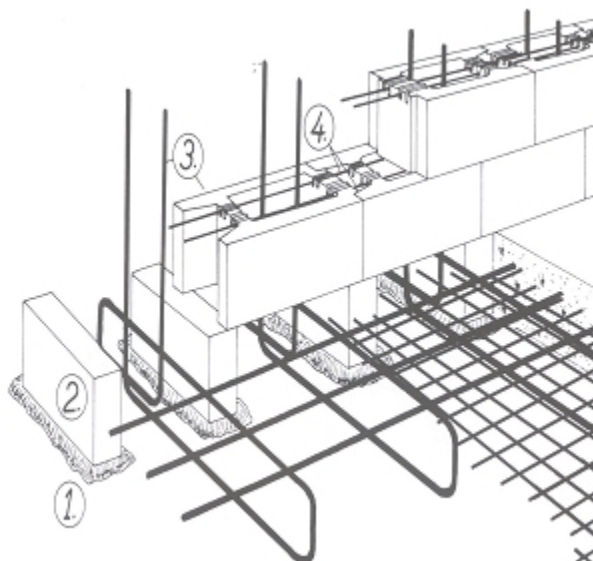
Bekistingsblokken zijn holle blokken van beton waarbij het doorvoeren van verticale en horizontale wapeningen mogelijk is; ze zijn geprofileerd om in den droge (zonder mortel) in elkaar te passen en om de bekisting van een skelet van in situ gegoten gewapend beton te vormen.

Deze in zelfbouw uitvoerbare oplossing is de goedkoopste.

De uitvoering van die elementen is heel eenvoudig. Het leggen moet horizontaal en zonder mortel gebeuren. Om de aanleg van de mortel mogelijk te maken, worden de blokken inderdaad herkalibreerd na vervaardiging.

Het eerste blokbed wordt gelegd op een funderingsblok en tevens als de wachtbeugels voor de verticale wapeningen en voor die van de bodemplaat. De horizontale wapeningen worden geplaatst in de daartoe voorziene inkepingen naarmate de blokken worden aangelegd. De blokken van twee opeenvolgende bedden worden in groepen van vijf geplaatst. Wanneer de gewenste hoogte bereikt is, worden de verticale wapeningen van de muur geplaatst. Dan wordt de muurvoet of de bodemplaat (vloer) gebetonneerd en na binding van dat beton, wordt beton gegoten in de muren.

Het beroep op een zelfstortend beton en/of het gebruik van een vibrerende naald zijn sterk aangeraden om een betere opvulling van de bekistingsblokken te verkrijgen.



Beeld 9 : wand in bekistingsblok

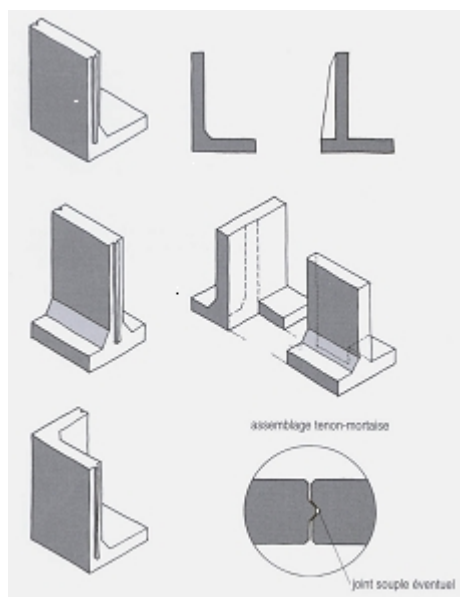
g. Wanden in prefabelementen

Verschillende soorten prefabelementen zijn beschikbaar. Twee categorieën zijn onderscheiden :

- ❖ De elementen in de vorm van een omgekeerde L of T (Beeld 10)
- ❖ De in te klemmen plaatvormige elementen (Beeld 12).

Bij gebruik van elementen in de vorm van een omgekeerde L of T, vormt de fundering van de elementen de bekisting voor de plaat van gewapend beton dat nog moet worden gegoten.

Die steunelementen worden gelegd op een laag van gestabiliseerd zand van minstens 15 cm dikte en die minstens 20 cm breder is dan de fundering van de betrokken elementen.

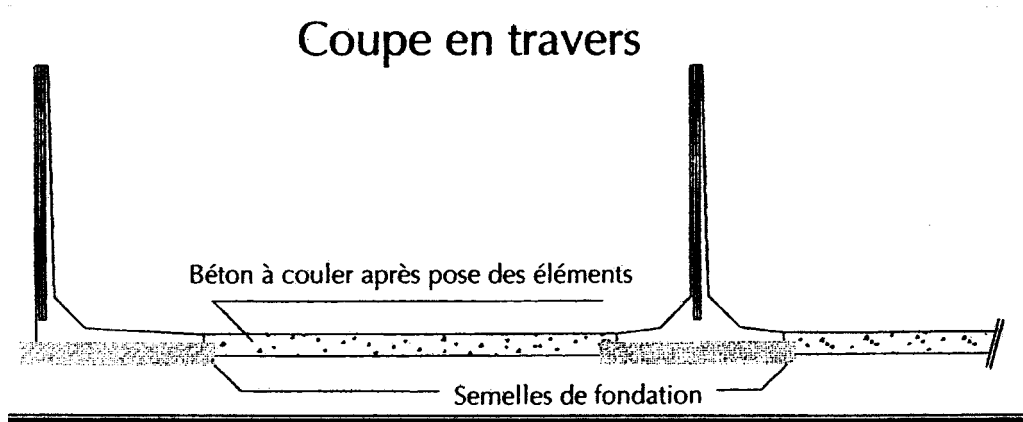


« assemblage tenon-mortaise » : pen- en gatverbinding

« joint souple éventuel » : eventuele flexibele voeg

Beeld 10 : prefabelement

De L-vormige elementen worden gelegd op een fundering van schraal beton (150 kg cement/m³ beton) van 15 cm (Beeld 11)



« coupe en travers » : doorsnede

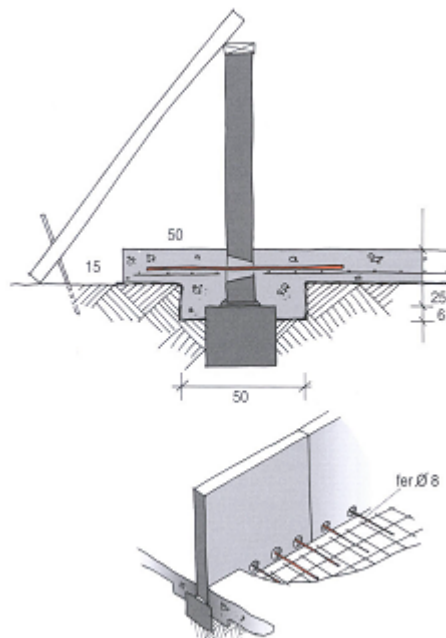
« béton à couler après pose des éléments » : beton dat moet worden gegoten na aanleg van de elementen

« semelles de fondation » : funderingen

Beeld 11 : schema voor de aanleg van prebafelementen of van elementen in de vorm van een omgekeerde L of T

Vlakke platen vertonen aan de basis uitsparingen voor hun verankering d.m.v. wapeningen in de vloer van de mestvaalt (Figure 7).

Wat de aanleg betreft, wordt het terrein voorbereid door een sleuf van 40 cm diepte en minstens 50 cm breedte te graven. Betonnen blokken (30 x 30 x 30) cm³ waarop prefabelementen worden gelegd, worden geplaatst. De elementen worden voor het betonstorten vastgemaakt d.m.v. houten piketten. Dwars door de uitsparingen wordt een wapening geplaatst. Het gaat om een wapening van 8 mm diameter voor de elementen waarvoor de nuttige hoogte lager of gelijk is aan 2,0 m en om een wapening van 12 mm diameter voor de elementen waarvoor de nuttige hoogte hoger is dan 2,0 m. De vloer van de mestvaalt wordt daarna ingegoten met gebruiksklaar beton. Die bodemplaat strekt zich uit buiten de mestvaalt langs de elementen op een breedte van 50 cm.



« fer » : ijzer

Beeld 12 : Prefabwand in vlakke plaat

Zoals voor de elementen in de vorm van een omgekeerde L en T, wordt de verbinding uitgevoerd d.m.v. pen- en gat. De voegen worden opgevuld met een elastische stof. Een vlak van de elementen is glad ontkist, het andere is manueel gladgeschuurd.

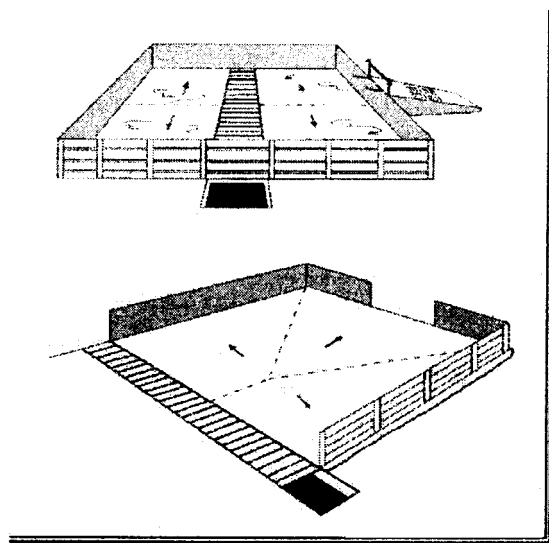
Ter informatie kunnen de afmetingen als volgt variëren :

- Nuttige hoogte : van 0,80 tot 3,50 m;
- Wanddikte : van 0,14 tot 0,22 m;
- Lengte : van 1,50 tot 3,00 m.

h. Bouw van een mestvaalt voor zachte mest

De zachte mesten worden tegengehouden door wanden en het vloeibare gedeelte moet kunnen wegstromen naar een opslagput. Een handelwijze bestaat erin een rooster te plaatsen op een deel van de vloer verbonden met hellingen om het wegstromen van het vloeibare gedeelte te vergemakkelijken. Een andere mogelijkheid bestaat erin de opslagoppervlakte te omringen met opengewerkte wanden (bv. houten balken met een tussenruimte van 5 cm); de vloeistoffen stromen dwars daardoor weg.

Een greppel voor de terugwinning van het mestvocht wordt rondom gegraven en stroomt uit in een put.

**Beeld 13 : opslag van zachte mest**

Andere mogelijkheden kunnen ook worden uitgevoerd (ontwateringen tijdens overdracht, ...).

De voorschriften betreffende het grondwerk, de fundering, de drainage, de vloer en de wanden van een mestvaalt voor zachte mest zijn gelijkwaardig aan die voorgesteld voor een mestvaalt voor droge mest.

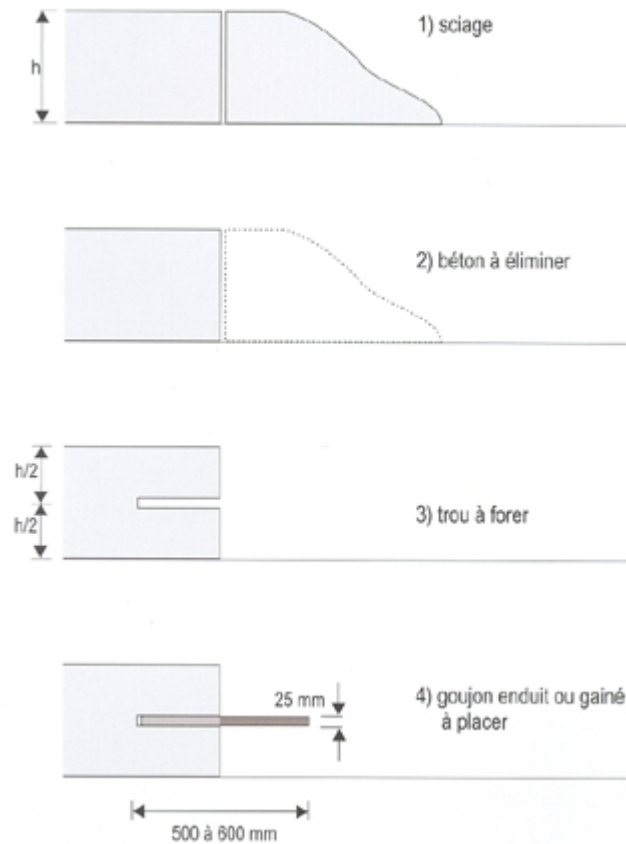
1.3. Uitbreiding van een bestaande mestvaalt of een vloer gegoten in meerdere keren

Deze oplossing kan worden uitgevoerd :

- ❖ de vrije oppervlakte naast de vroegere mestvaalt is voldoende,
- ❖ deze nieuwe oppervlakte hindert het voertuigen- of dierenverkeer niet binnen het bedrijf,
- ❖ het vroegere werk beschikt niet over muren, behalve als men van plan is die te slopen,
- ❖ de hellingen en het type grond van de te bedekken ruimte zijn gelijkwaardig aan die van de vroegere plaat.

De verbinding tussen de twee kunstwerken moet zorgvuldig worden uitgevoerd. De wapeningen van het beton van de vroegere mestvaalt zijn goed ongedekt en aangesloten op die van de nieuwe.

De continuïteit tussen de twee platen wordt verzekerd door stiften (diameter 25 mm) gelegd op de 75 cm. Die worden geplaatst door boring in de vorige plaat en gebetonneerd in de nieuwe (Beeld 14). De nieuwe plaat heeft dezelfde dikte als de vorige. De twee delen die met elkaar in contact zijn, moeten rechtstreeks zijn (eventueel een deel zagen).



« sciage » : zagen

« béton à éliminer » : weg te werken beton

« trou à forer » : te boren gat

« goujon enduit ou gainé à placer » : te plaatsen bestreken of omhulde stift

Beeld 14 : aansluiting van 2 platen

Daarna, indien de tussenruimte tussen de twee oppervlakten zichtbaar is, beschikt men over een voegvulmassa om de waterdichtheid te verzekeren op dat niveau.

Er wordt gebruik gemaakt van een beton van hetzelfde type als hetgeen vooraf werd beschreven. Voor de uitvoering van het beton dienen dezelfde aanbevelingen te worden gevolgd als bij de bouw van een mestvaalt. Elke rechtstreekse lozing van aalt en gier in de ondergrond, in een openbaar riool of in oppervlaktewater is verboden.

2. Aalt- en gieropslag

2.1. Inleiding

Op grond van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, verstaat men onder "aalt" een mengsel van feces en urine, in vloeibare of brijachtige vorm; "gier" bestaat uitsluitend uit urine, al dan niet verdund, die uit de verblijfplaats van de dieren wegvloeit. Elke rechtstreekse lozing van aalt en gier in de ondergrond, in een openbare riool of in oppervlakte water is verboden.

Aalt en gier worden op de hoeve opgeslagen in waterdichte infrastructuur zonder overlooppijp met een voldoende capaciteit voor een opslag van minimum 6 maanden (zie Bijlagen). Bovendien worden die infrastructuur ingericht om het onbeheersbare binnensijpelen van afvloeiend hemelwater of dakwater te voorkomen. De waterdichtheid van de opslaginfrastructuur voor aalt en gier die na 29 november gebouwd zijn (datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het bovenbedoelde besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002) is gemakkelijk en voortdurend verifieerbaar.

In de praktijk bestaan er drie typen bouwmaterialen voor opslaginfrastructuur voor aalt en gier : beton, metaal en geomembranen.

De opslagwerken zijn :

- ❖ ondergraven; de opvulling wordt uitgevoerd d.m.v. zwaartekracht,
- ❖ half-ingegraven of aan de oppervlakte.

Ingegraven putten

Ze hebben verticale wanden en een horizontale vloer. Die laatste is rechthoekig of cirkelvormig.

Door de cilindrische vorm van de put kan voordeel getrokken worden van het "gewelf-effect", wat hem stabiel maakt t.a.v. de zijdruk van de aanvullingsgrond.

Om problemen te vermijden bij het bovenlangse weer opnemen van de opgeslagen mest, is de maximale diepte van een ingegraven put gelijk aan 3 m.

In geval van een ingegraven put gelegen onder een gebouw of mestvaalt, is het beroep op een studie bureau of op een architect noodzakelijk voor de dimensionering van het werk.

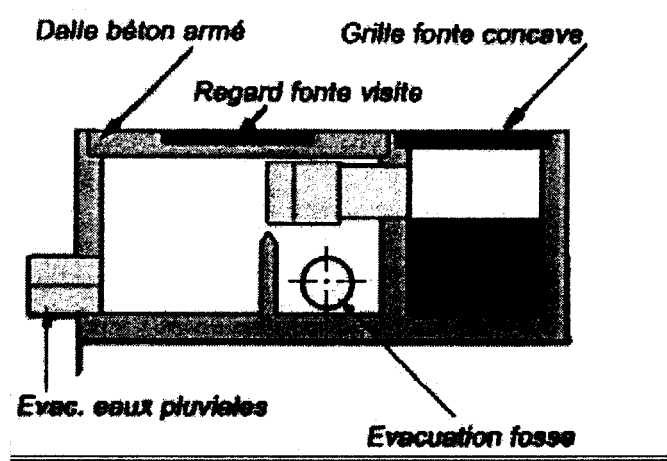
Half-ingegraven putten

Ze hebben verticale wanden en een horizontale vloeren zoals ingegraven putten of hellende wanden, een vierkante of rechthoekige doorsnede en een horizontale vloer (put van het type "boot")

Opslagen aan de oppervlakte

Opslagen aan de oppervlakte hebben meestal een cirkelvormige doorsnede en zijn samengesteld uit prefabelementen. Die elementen moeten worden opgesteld door gespecialiseerde bedrijven. De vloer is van gewapend beton. Gierzakken vormen een alternatief.

De put mag niet uitgerust zijn met een overlooppijp. In geval van tanken voor de opslag van mestvocht, met inbegrip van mestvocht afkomstig van pluimvee, zijn overstorten (by-pass) toegestaan (Beeld 15).



- « dalle béton armé » : plaat van gewapend beton
- « grille fonte concave » : hol gietijzeren rooster
- « regard fonte visite » : gietijzeren mangat
- « évacuation eaux pluviales » : afvoer regenwater
- « évacuation fosse » : afvoer van de put

Beeld 15 : by-pass

In geval van een open put, is een beveiligingshoogte van 40 tot 50 cm voorzien om rekening te houden met het onweer en het windeffect (voor grote putten).

Veiligheid

Wat betreft ingegraven of half ingegraven putten (hoogte buiten de grond lager dan 2 m.) in de open lucht, wordt een beschermingsafsluiting gelegd. Die moet een voldoende hoogte hebben (minstens 2 m.) om de beklimming daarvan te voorkomen. Voor putten met verticale wanden, wordt de afsluiting vastgemaakt op de wanden.

Er worden ook veiligheidsstangen geïnstalleerd. Een tank uitgerust met een afdekkingsstructuur die niet ontworpen is om het gewicht van voertuigen te dragen, moet afgesloten en duidelijk vermeld zijn.

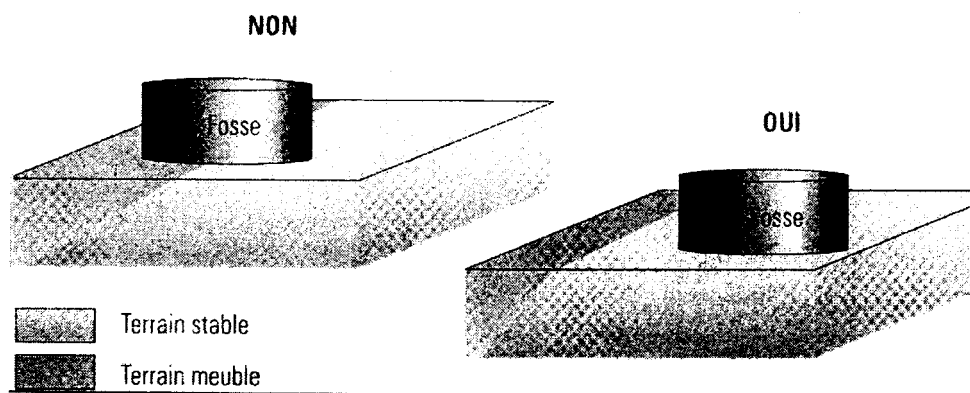
De deksels van toegangsoeningen zijn zodanig ontworpen dat ze niet kunnen vallen in de tank (voorkeur geven aan cirkelvormige deksels). Hun zwaarte is zo dat ze niet kunnen worden opgetild door kinderen.

Voor half ingegraven van het type "boot", moet een gestabiliseerde weg toegang geven tot het wederopnemingspunt (1 m van de rand), zonder de stabiliteit van de taluds te bedreigen.

2.2. Bouw van een betonnen put

a. Plaatskeuze

In geval van een put aan de oppervlakte, wordt de voorkeur gegeven aan een plaats die geen aanvulling vereist (Beeld 16).



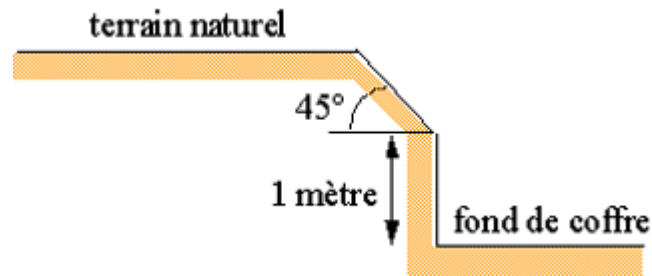
- « non » : nee
- « oui » : ja
- « fosse » : put
- « terrain stable » : stabiele grond
- « terrain meuble » : losse grond

Beeld 16 : plaatskeuze voor een put aan de oppervlakte

b. Graafwerk

De voorschriften betreffende het graafwerk de put zijn gelijkwaardig aan die welke voorzien zijn voor de mestvaalt.

Tijdens de graaf werken mag geen verticale grondwand hoger zijn dan één meter. Indien de graafwerken dieper zijn dan één meter, wordt een aanberming op 45° uitgevoerd vanaf één meter (Beeld 17).



« terrain naturel » : natürliche Grund

« 1 mètre » : 1 Meter

« fond de coffre » : Sleufbodern

Beeld 17 : aanbermen van de werkput

c. Drainage

Door drainage onder een kunstwerk kan verzadiging in water (door stijging van grondwater) vermeden worden en een eventueel waterdichtheidsgebrek in het licht gesteld worden.

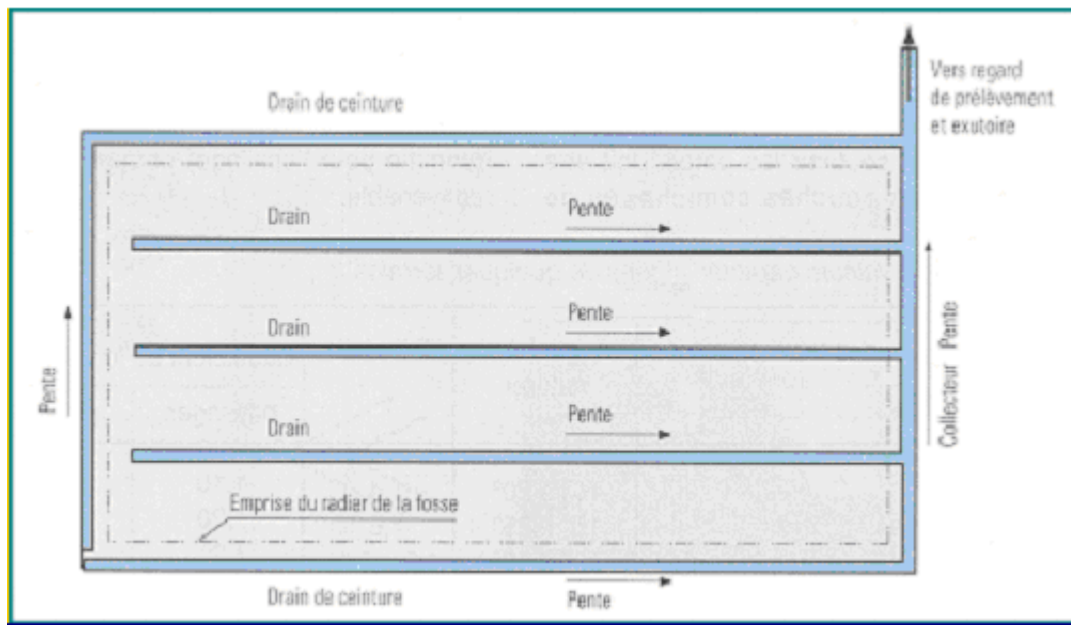
**Bestaat er een oppervlakkige waterlaag onder
mijn toekomstige put ?**

Om de afwezigheid van oppervlakkige waterlaag te verifiëren, moet men, naast de toekomstige put, een gat te graven met een kraan of gewoon met een spiraalboor tot een diepte van 1 meter onder het niveau van de plaat van de te bouwen put. Indien het gat zich vult met water, bestaat er een oppervlakkige waterlaag .

Die verzadiging zou, bij vorst-dooi wisselingen of stijging van waterlaag, belangrijke grondbewegingen veroorzaken met, als gevolg, een scheuring van het kunstwerk.

Het aanleggen van de drains moet de volgende voorschriften in acht nemen (Figure 13) :

- ❖ Helling hoger of gelijk aan 1 %
- ❖ Tussenruimte tussen drains gelijk aan 3 m
- ❖ geringde PVC-drain
- ❖ Diameter van drains tussen 50 en 80 mm.



« Drain de ceinture » : Ringdrain

« Drain » : Drain

« Pente » : Helling

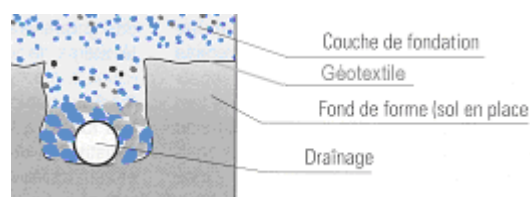
« Vers regard de prélèvement et exutoire » : nach Mangat und Abfuersloot

« Collecteur » : Verzamelriool

Beeld 18 : plan van de drainage onder een vloer

Bij afwezigheid van een oppervlakkig ondergronds waterbekken, moeten de drains verplicht aangelegd worden op een diepte van 60cm onder de grond.

De drains worden gelegd in een geul van ongeveer 30 cm breedte en omhuld met grind met een granulometrie hoger dan 20 mm en lager dan 56 mm (Beeld 19). De inrichting van de drains in verhouding tot het opslagwerk kan longitudinaal (Beeld 18) of dwars zijn.



« Couche de fondation » : funderingslaag

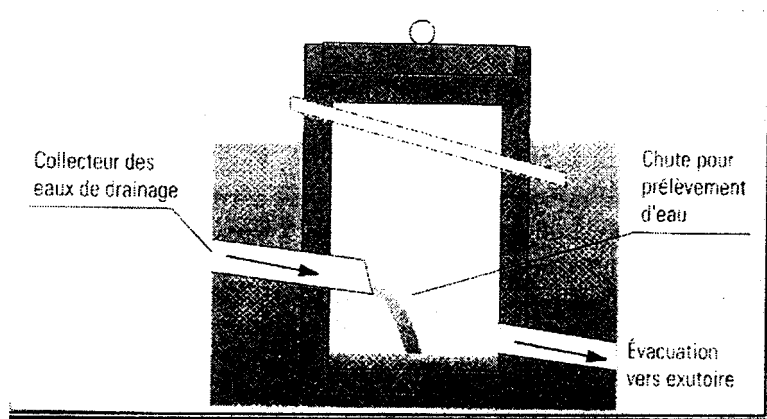
« Géotextile » : geotextiel

« Fond de forme (sol en place) » : bodem van de inkassing (maagdelijke bodem)

Beeld 19 : snede van de drainerende geul

Een periferische drain (of ringdrain) wordt gelegd aan de basis van de wand (buitenkant). Het drainagenetwerk komt terecht, via een verzamelriool voor draineerwater, in een waterdicht inspectieput (Beeld 20).

De inspectieput wordt zodanig ontworpen dat het waterpeil minstens 10 cm hoog is.



« Collecteur des eaux de drainage » : verzamelriool voor draineerwater

« Chute pour prélèvement d'eau » : overstortput voor waterwinning

« Evacuation vers exutoire » : afvoer naar sloot

Beeld 20 : inspectieput

Voor zover mogelijk moet elk voertuigenverkeer op die put vermeden worden. In het tegenovergestelde geval, hebben de dikte van de muren minstens 20 cm dikte en draagt het luik een last van 10 T.

De aanvoer van het verzamelriool in die inspectieput moet 10 cm boven het waterpeil gelegen zijn.

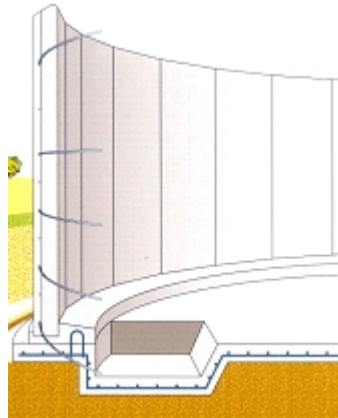
De afvoer gebeurt hetzij door gravitatie, hetzij door uitpompen.

De afvoerleidingen voor water zijn geplaatst op een voldoende diepte, in het bijzonder onder de verkeerszones (verbrijzelingsrisico's) (zie hoofdstuk 4.2).

d. Fundering

De voorschriften betreffende de putfundering zijn gelijkwaardig aan die welke voorzien zijn voor de mestvaalt.

De fundering wordt ingericht om een "overdiepte" te creëren die noodzakelijk is voor een volledige lediging van de opslag (Figure 16). De funderingshelling is gericht naar die "overdiepte".



Beeld 21 : snede in een mestput

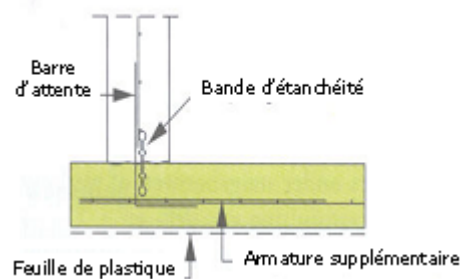
e. Vloer

De voorschriften voor de putvloer zijn gelijkwaardig aan die welke voorzien zijn voor de mestvaalt.

f. Wanden van gegoten beton

De dikte van de wand is gelijk aan minstens 30 cm voor buitenwanden en aan minstens 20 cm voor binnenwanden.

Een voegstrip wordt gelegd tussen de vloer en de buitenwand (Beeld 22).

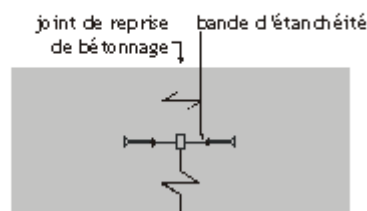


- « barre d'attente » : veiligheidsstang
- « bande d'étanchéité » : voegstrip
- « armature supplémentaire » : bijkomende wapening
- « feuille de plastique » : plastic blad

Beeld 22 : voegstrip tussen vloer en wand

De lengte van een muur van gewapend beton dat in één keer is gegoten, is idealiter beperkt tot 15 meter. Een constructievoeg wordt gelegd aan de stortvoeg (Beeld 23)

JOINT DE CONSTRUCTION



- « joint de reprise de bétonnage » : werkvoeg
- « bande d'étanchéité » : voegstrip

Beeld 23 : Constructievoeg

Indien de lengte van een muur van gewapend beton dat in één keer is gegoten, hoger is dan 15 m, wordt een krimpvoeg gerealiseerd om de 5 meter (Figure 19).

- « fissure de retrait » : krimpscheur
- « masse de scellement » : vulmassa

Beeld 24 : krimpvoeg

De voeg is bestemd om de betonnen doorsnede zodanig te verzwakken dat de krimpscheur wordt gelokaliseerd. De verzwakking van de betonnen doorsnede kan worden uitgevoerd door een houten tong vooraf te plaatsen binnen de bekisting en dit, op een diepte van minstens 1/3 van de muurdikte.

De voegen worden dan gevuld met het oog op de waterdichtheid. Om voegen niet te moeten vullen, kan een voegstrip gelijkwaardig aan die welke beschreven is op Beeld 23 in te voegen op het niveau van de krimpvoeg.

Een uitzetvoeg (Beeld 8) wordt ingevoegd indien de lengte van de wand hoger is dan 60 meter.

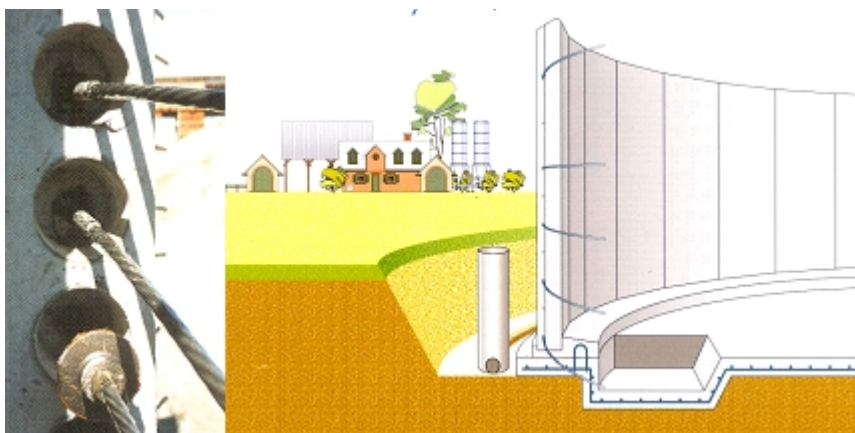
g. Wanden in bekistingsblokken

De voorschriften betreffende de wanden in bekistingsblokken voor de put zijn gelijkwaardig aan die welke voorzien zijn voor de mestvaalt.

De dikte van de bekistingsblokken wordt aangepast om rekening te houden met de horizontale (grondwaterdruk) en verticale (eventuele afdekking) spanningen.

h. Wanden in prefabelementen

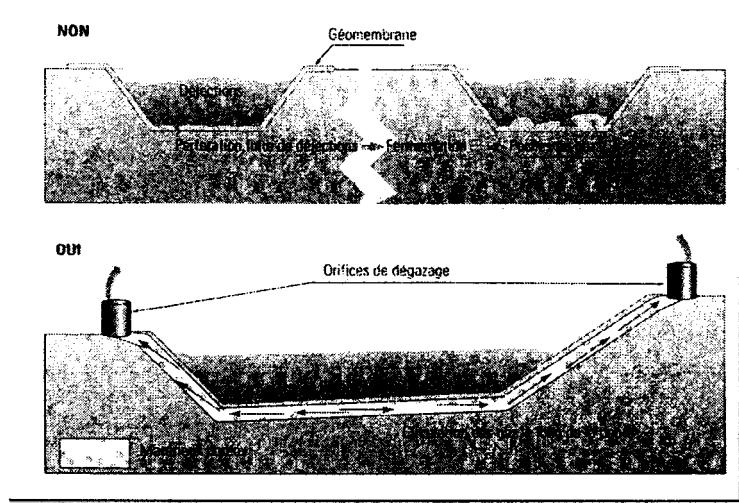
Steunmuren worden geplaatst op een betonnen plaat en worden met elkaar verbonden door naspanningskabels geplaatst buiten de elementen (Figure 20). Die kabels moeten worden aangelegd door een firma gespecialiseerd op het gebied van de voorspanning. Maatregelen tegen de corrosie van de wapeningen die deze kabels uitmaken en van de verankeringen moeten worden getroffen.

**Beeld 25 : wanden in prefabelementen voor put****2.3. Bouw van een put in geomembranen****a. Plaatskeuze**

In geval van een opslagsysteem met een bekken dat afstotend wordt gemaakt door een geomembraan, moet de grond waar het bekken is gelegen verplicht :

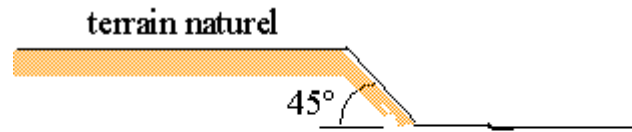
- i. goed gedraineerd zijn; de bodem van het bekken moet altijd gelegen zijn boven het niveau van de waterlaag;
- ii. vrij zijn van ingegraven organische stof, wat een risico voor gasopstijging en vervorming van het geomembraan zou vormen.

Bij aanwezigheid van ingegraven organische stoffen, wordt een specifiek kokersysteem ingericht voor de afvoer van gistingsgassen (Figure 21). De uitlaten van gasdrains zijn uitgerust met veiligheidssystemen om afsluitingen, waterindringen, het binnenkomen van knaagdier, enz. te voorkomen.

**Beeld 26 : preventie van gaszakken**

b. Graafwerk

Tijdens de graafwerken wordt het aanbermen van zijwanden uitgevoerd op 45° (Figure 22).



« terrain naturel » : natuurlijke grond

Beeld 27 : aanbermen

c. Drainage

De voorschriften betreffende de drainage voor de inrichting van een opslagsysteem met een bekken dat afstotend wordt gemaakt door een geomembraan, zijn gelijkwaardig aan die welke voorzien zijn voor de betonnen put.

d. Fundering

De maagdelijke bodem vormt de fundering. Voor de aanleg van het geomembraan, wordt een antidoorponsing geotextiel geïnstalleerd ter voorkoming van beschadigingen door scherpe voorwerpen (stenen, ...).

e. Keuze van het geomembraan

Om te kunnen weerstaan tegen onweer, ultraviolette straling (UV) en aantastingen door de verschillende bestanddelen van aalt (vluchtige vetzuren, mercaptan, fenols, ...), is het geomembraan gemaakt van PVC (polyvinylchloride), van HDPE (Hoge Dichtheid Polyetheen) of van Ethyleen Propyleen Dieen Monomeer (EPDM) en met een minimum dikte van 0.8 mm. Door een discussie met specialisten kan de keuze worden geoptimaliseerd (type materialen, dikte, ...).

f. Aanleg van het geomembraan

Om een waarborg van 10 jaar te verkrijgen, moeten de aanleg en de vastmaking van het geomembraan uitgevoerd worden door een gespecialiseerde ploeg die werkt voor rekening van een leverancier. Het geomembraan is van één stuk gemaakt of wordt ter plaatse gesoldeerd.

g. Opvullings- en afvoersysteem

Indien een opvullings- en afvoersysteem wordt ingericht op de bodem van de opslaginfrastructuur, moet het geïnstalleerd worden door een specialist die zorgt voor de waterdichtheid van de verbindingen.

h. Bijzondere veiligheidsmaatregelen

Een beschermingsafsluiting verhindert de toegang tot het opslagbekken.

Nylonladders worden geplaatst langs de wanden opdat de zoogdieren (knaagdieren) het bekken zouden kunnen verlaten zonder de wanden te beschadigen.

i. Dimensionering

In geval van beroep op die opslagtechniek, wordt het volume berekend voor een opslag van 6 maanden (zie Bijlagen) verhoogd met minstens 10 % ter voorkoming van overlopen als gevolg van wind en onweer.

2.4. Aanleg van een metalen put

a. Plaatskeuze

In geval van put aan de oppervlakte, wordt de voorkeur gegeven aan een plaats die geen aanvulling vereist (Beeld 16).

b. Graafwerk

De voorschriften betreffende het graafwerk voor een put zijn gelijkwaardig aan die welke voorzien zijn voor een mestvaalt.

c. Drainage

De voorschriften betreffende de drainage van een put zijn gelijkwaardig aan die welke voorzien zijn voor een betonnen put.

d. Fundering

In geval van een ingegraven metalen put, wordt die gelegd op een zandbed met een minimale dikte van 10 cm.

In geval van een metalen put aan de oppervlakte, wordt die gelegd op een fundering overdekt met een plaat van gewapend beton van het type C20-25 – blootstellingsklasse 2a van 15 cm dikte.

De voorschriften betreffende de fundering voor de put zijn gelijkwaardig aan die welke voorzien zijn voor een mestvaalt.

De fundering wordt ingericht om een "overdiepte" te creëren die noodzakelijk is voor een volledige lediging van de opslag (Beeld 21). De funderingshelling is gericht naar die "overdiepte".

2.5. Aanleg van een aaltzak

a. Plaatskeuze

De zak wordt aangelegd op een vlakke grond vrij van uitspringende elementen die het geomembraan kunnen beschadigen.

b. Keuze van het geomembraan

Om te kunnen weerstaan tegen onweer, ultraviolette straling (UV) en aantastingen door de verschillende bestanddelen van aalt (vluchtige vetzuren, mercaptan, fenols, ...), is het geomembraan gemaakt van PVC (polyvinylchloride), van HDPE (Hoge Dichtheid Polyetheen) of van Ethyleen Propyleen Dieen Monomeer (EPDM) en met een minimum dikte van 0.8 mm. Door een discussie met specialisten kan de keuze worden geoptimaliseerd (type materialen, dikte, ...).

c. Inrichting

Om de waterdichtheid te kunnen verifiëren, wordt het aaltzak gelegd op een waterdicht dekzeil.

2.6. Aanleg van een prefabtank

a. Graafwerk

De voorschriften betreffende het graafwerk van een put zijn gelijkwaardig aan die welke voorzien zijn voor een betonnen put.

b. Drainage

De voorschriften betreffende de drainage van een put zijn gelijkwaardig aan die welke voorzien zijn voor een betonnen put.

c. Fundering

De fundering bestaat uit een laag van gestabiliseerd zand (100 kg cement/m³) van 20 cm dikte.

d. Verbinding van verschillende prefabtanks

De verbinding tussen tanks wordt uitgevoerd door PVC buizen. De waterdichtheid tussen de buis en de tank wordt verzekerd d.m.v. van een flexibele voeg aangepast op de agressiviteit van aalt.

3. Opslag van pluimveemest

Op grond van het besluit van de Waalse Regering 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, wordt een onderscheid gemaakt tussen :

pluimveemest, d.w.z. uitwerpselen van pluimvee gemengd met stalstro (o.a spaanders of stro);

pluimveepoep, d.w.z. ongemengde uitwerpselen van pluimvee; ze zijn vochtig, voorgedroogd of gedroogd.

Elke rechtstreekse lozing van pluimveemest in de ondergrond, in een openbare riolering of in een oppervlakte-water is verboden.

Om in het veld te worden opgeslagen (bij gebrek aan opslaginfrastructuur in het veld), moet de pluimveemest een minimum gehalte aan droge stoffen van 55 % hebben.

Pluimveemest wordt op de hoeve opgeslagen op een waterdichte betonnen oppervlakte met een voldoende grootte (zie Bijlagen), voorzien van een tank met een voldoende capaciteit (zie Bijlagen) voor de opslag van het mestvocht. Bovendien worden die infrastructuur ingericht om het onbeheersbare binnensijpelen van afvloeiend hemelwater of dakwater te voorkomen. De waterdichtheid van de opslaginfrastructuur voor pluimveemest die na 29 november gebouwd zijn (datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het bovenbedoelde besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002) is gemakkelijk en voortdurend verifieerbaar.

In de praktijk, met uitzondering van de vochtige pluimveepoep die moet worden opgeslagen op een volledig afgedekte oppervlakte, zijn de andere technische voorschriften voor de uitvoering van de opslaginfrastructuren voor pluimveemest gelijkwaardig aan die bepaald in het kader van de mestopslag (zie hoofdstuk 2).

4. Lineaire elementen voor afvoer van mestvocht

Wanneer de put zich op een afstand bevindt van de mestvaalt, wordt het mestvocht d.m.v. graviteit afgevoerd naar de put door een goot of een ingegraven leiding.

4.1. Goot

De graaf- en funderingswerken is gelijkwaardig met die uitgevoerd in het kader van de inrichting van de vloer van een mestvaalt.

De goten worden ter plaatse gegoten. De kwaliteit van het te gieten beton is gelijkwaardig aan die van het beton voor de vloer van een mestvaalt.

De helling van de goot bedraagt minstens 1 %.

De goot heeft een lengte van 50 cm en een diepte van 3,5 m indien de door die goot gedraineerde oppervlaktelager is dan 200 m².

De goot heeft een breedte van 100 cm en een diepte van 6 cm indien de door die goot gedraineerde oppervlakte lager is dan 800 m².

4.2. Leiding

De leiding is van PVC of beton gemaakt. De ineenvoegingen zijn altijd uitgerust met voegen van neopreen.

Indien er geen voertuigenverkeer plaatsvindt boven de leiding, wordt die geplaatst in een fundering van 20 cm gestabiliseerd zand (100 kg cement per m³ zand) en omhuld tot half de lengte van een laag 10 cm gestabiliseerd zand.

In het tegenovergestelde geval, is de omhulling van de leiding volledig en wordt een laag 15 cm beton geplaatst op de hele oppervlakte van gestabiliseerd zand.

De helling van de leidingen mag niet lager zijn dan 1 %.

De diameter van de leiding mag niet lager zijn dan 200 mm en wordt aangepast volgens de helling van de leiding en de oppervlakte van de mestvaalt.

5. Waterdichtheidswerken op bestaande kunstwerken

In geval van waterdichtheidsgebrek veroorzaakt door een scheuring, kan die worden hersteld d.m.v. een cementpasta en een microbeton.

De te herstellen zone moet vooraf worden verdiept op een dikte van 8 tot 10 cm. DE vooraf gereinigde zone wordt bestreken met een cementpasta (1 deel cement + 0,3 deel water + superplastificeerder).

Een microbeton wordt onmiddellijk gegoten in de leeggemaakte ruimte (de termijn tussen de uitvoering van het cementpasta en van het microbeton is lager dan 5 min).

De samenstelling van het microbeton is gelijkwaardig aan die voorgesteld voor het beton van de vloer van een mestvaalt maar de aggregaten worden vervangen door grind of steenslag 4/7.

Het is belangrijk dat het microbeton niet te snel droogt. Om het vocht te handhaven, wordt het microbeton afgedekt met een plastic dekzeil. Die bescherming wordt uitgevoerd tijdens minstens drie dagen.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 1 april 2004 betreffende het in overeenstemming brengen van de opslaginfrastructuren voor dierlijke mest

Namen, 1 april 2004.

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

DEEL 4 — OVERIGE STUKKEN

Bijlage 3

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

Directoraat-generaal Landbouw
Afdeling Steun aan de Landbouw
Directie Landbouwstructuren

STEUNAANVRAAG : IN OVEREENSTEMMING BRENGEN
VAN OPSLAGINFRASTRUCTUREN MET DE NORMEN

FIA-nr. :

(voorbehouden aan het Bestuur)

1. AANVRAGER(S)

Naam :
Adres :
Plaats :
Telefoon :
Producentnr. :
Geboortedatum :
Burgerlijke stand :
Diploma :
Werkervaring : jaar
Bijkomende inkomsten. : (bedrag)
Datum 1ste installatie :
Opvolger : (*) JA – NEE
Bankrekeningnr :

2. BEDRIJF

Naam :
Adres :
Plaats :
Provincie :
Productie-eenheidsnr. :
Type bedrijf : (*) landbouw-tuinbouw

Oppervlakte :

3. GEDANE INVESTERINGEN EN BEDRAGEN BUITEN BTW

Aard van de investering : bedrag buiten BTW :

Verantwoorden d.m.v. een factuur/facturen

4. LIJST VAN DE BIJGEVOEGDE STUKKEN (*)

1. diploma	5. register van de aandelen van de vennootschap
2. uittreksel geboorteakte	6. bericht van keuring van de werken
3. CAS-attest	7. bouw-, bedrijfs- of unieke vergunning
4. statuten en wijzigingen ervan	8. facturen

Het diploma, het uittreksel van de geboorteakte en de statuten hoeven niet voorgelegd te worden indien ze al ingediend zijn voor een vorig FIA-dossier..

(*) schrappen wat niet past

5. VERBINTENIS VAN DE AANVRAGER

Ondergetekende vraagt de toekenning van de kapitaalpremie om voor bovenvermelde investeringen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van

Ondergetekende verklaart dat hij geen financiële steun heeft aangevraagd of zal aanvragen, ongeacht de aard, voor bovenvermelde investeringen.

Ondergetekende erkent dat de toekenning van de aangevraagde premie verbonden is met het bijhouden van een beheersboekhouding.

Ondergetekende erkent dat hij kennis heeft genomen van de algemene en bijzondere voorwaarden m.b.t. de toegang tot de steun van het "F.I.A. » , die ook toepasselijk zijn in het kader van de aangevraagde premie.

Ondergetekende verbindt zich ertoe, op aanvraag, de afgevaardigden van het Ministerie van het Waalse Gewest te voorzien van elke informatie of stuk van professionele of financiële aard en hen toegang te geven tot zijn installaties.

Ondergetekende aanvaardt dat de hem gestorte premies worden terugbetaald in geval van valse verklaringen of van niet-inachtneming van voornoemde voorwaarden.

Ondergetekende verbindt zich ertoe de Directie Structuren van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest te verwittigen van de verrichtingen m.b.t. de gehele of gedeeltelijke overdracht van een productiequotum en van de steunaanvragen ingediend bij de openbare overheden wegens een vrijwillige vermindering van de productie op hun bedrijf.

Datum :

Waar en oprecht verklaard

Handtekening :

Terug te sturen naar het volgende adres :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE
Direction générale de l'Agriculture
Division des Aides à l'Agriculture
Direction des Structures agricoles
Avenue Prince de Liège, 7 (4e étage)
5100 JAMBES

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 1 april 2004 betreffende het in overeenstemming brengen van opslaginfrastructuren voor dierlijke mest.

Namen, 1 april 2004.

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART